

Université de Montréal

La Thaïlande : entre sécuritisation des pandémies et consolidation autoritaire

*Par*

Michaël Désormeaux

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de l'obtention du  
grade de Maître ès sciences (M. Sc.) en science politique

Août 2021

© Michaël Désormeaux, 2021

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

---

*Ce mémoire intitulé*

**La Thaïlande : entre sécuritisation des pandémies et consolidation autoritaire**

*Présenté par*

**Michaël Désormeaux**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Marie-Joëlle Zahar**

Président(e)-rapporteur(e)

**Dominique Caouette**

Directeur de recherche

**Laurence Monnais**

Codirectrice

**Mamoudou Gazibo**

Membre du jury

## Résumé

Depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, la Thaïlande fait face à une énième période de bouleversements politiques. Le pouvoir politique et économique des élites traditionnelles telles que l'armée, les bureaucrates et le monarque a été progressivement menacé par l'ascension politique de Thaksin Shinawatra et de ses partisans. L'ordre social et politique est déstabilisé en raison de la division idéologique croissante entre les partisans de Thaksin et ceux du roi et de ses alliés, en particulier l'armée. Pour maintenir l'ordre et le statu quo, entre 2000 et 2020, deux coups d'État militaires et un coup d'État judiciaire, ainsi que des élections frauduleuses ont eu lieu, entraînant l'affaiblissement du régime démocratique dans le pays. Ces événements mettent en évidence la nature semi-autoritaire de la politique thaïlandaise contemporaine. Ce mémoire démontre que la consolidation autoritaire peut se produire en période d'instabilité sociale et politique. Puisque les pandémies peuvent agir comme vecteur d'instabilité au sein des États, ce mémoire étudie les impacts potentiels de leur sécuritisation sur la consolidation autoritaire en Thaïlande. Ainsi, nous explorons la contradiction potentielle entre la sécuritisation des pandémies, caractérisée par la mise en œuvre de mesures d'urgence au nom du bien commun, et la consolidation du pouvoir des politiciens au sein d'un régime politique semi-autoritaire, marquée par une réduction des droits et libertés civiles. En s'appuyant sur les cas des pandémies H5N1, H1N1 et COVID-19, inscrites dans le début du 21<sup>e</sup> siècle de l'Asie du Sud-Est, ce mémoire évalue la contribution de la théorie de la sécuritisation à la littérature des régimes hybrides pour expliquer les dynamiques politiques liées à la résilience semi-autoritaire en Thaïlande et potentiellement dans d'autres États de la région.

**Mots-clés** : semi-autoritarisme, pandémie, sécuritisation, consolidation autoritaire, Thaïlande



## Abstract

Since the beginning of the 21<sup>st</sup> century, Thailand has been facing another period of political upheaval. The political and economic power of the traditional elites made of the military, bureaucrats and the monarch has been incrementally threatened by the political ascension of Thaksin Shinawatra and his supporters. The social and political order is destabilized due to the growing ideological division between the supporters of Thaksin and those of the King and his allies, particularly the army. To maintain the order and the status quo, between 2000 and 2020, two military and one judiciary coup, as well as fraudulent elections have occurred, resulting in the weakening of democratic rule in the country. These events highlight the semi-authoritarian nature of contemporary Thai politics. This thesis demonstrates that authoritarian consolidation can occur at times of social and political instability. Because pandemics can act as a vector of instability within states, this thesis examines potential impacts of pandemic securitization on authoritarian consolidation in Thailand. Hence, we explore the potential contradiction between pandemic securitization, characterized by the implementation of emergency measures in the name of the common good, and the consolidation of politicians' power within a semi-authoritarian political regime, marked by a reduction in civil rights and freedoms. Drawing on the cases of H5N1, H1N1, and the COVID-19, three pandemics of the early 21<sup>st</sup> century of Southeast Asia, this thesis assesses the contribution of securitization theory to the hybrid regimes literature in explaining political dynamics related to semi-authoritarian resilience in Thailand and potentially in other states of the region.

**Keywords:** semi-authoritarianism, pandemic, securitization, authoritarian consolidation, Thailand



# Table des matières

Résumé .....	i
Abstract .....	iii
Table des matières .....	v
Liste des tableaux .....	ix
Liste des figures .....	xi
Liste des sigles et abréviations .....	xiii
Remerciements .....	xv
Introduction .....	1
Question de recherche .....	6
Organisation du mémoire .....	7
Chapitre 1 – Politique, santé et autoritarisme .....	9
1.1 État de la question .....	9
1.1.1 Politique et santé ou santé et politique ?.....	15
1.1.2 Sécuritisation et dynamiques politiques .....	17
1.2 Cadre conceptuel .....	18
1.2.1 Les régimes hybrides.....	18
1.2.2 Les relations civiles-militaires.....	22
1.2.3 Théorie de la sécuritisation.....	24
1.2.4 Pertinence du modèle conceptuel .....	27
1.3 Méthodologie.....	28
1.3.1 Cadre opératoire .....	29
1.4 Le cas de la Thaïlande .....	31
1.4.1 Centre et périphéries.....	36

Chapitre 2 – L’ère Thaksin et la pandémie H5N1 .....	39
2.1 Le virus H5N1 en Asie .....	39
2.1.1 Origines .....	39
2.1.2 Régulations internationales de santé et adaptation régionale .....	40
2.2 Contexte politique .....	42
2.3 Sécuritisation du virus H5N1 .....	45
2.4 Consolidation autoritaire et sécuritisation .....	50
Chapitre 3 – L’ère Abhisit : du rouge, du jaune et la pandémie H1N1 .....	57
3.1 Le virus A H1N1 en Asie .....	57
3.1.1 Origines .....	57
3.1.2 Approche régionale : vers un régime régional de santé sud-est asiatique ? .....	58
3.2 Contexte politique .....	61
3.3 Sécuritisation du virus H1N1 .....	64
3.4 Sécuritisation et consolidation autoritaire .....	69
Chapitre 4 – L’ère Prayuth : la Covid-19 et la consolidation autoritaire .....	77
4.1 Covid-19 en Asie .....	77
4.1.1 Origines .....	77
4.1.2 Approche régionale .....	79
4.2 Un nouvel ordre politique ? .....	81
4.3 Sécuritisation de la pandémie Covid-19 .....	86
4.4 Sécuritisation et consolidation autoritaire .....	91
4.4.1 Le coup de 2014 et le préambule autoritaire .....	91
4.4.2 Covid-19 et contexte politique .....	94
4.4.3 Sécuritisation de la Covid-19 et opportunités politiques .....	95
Conclusion .....	101

Références bibliographiques .....107



## Liste des tableaux

Tableau 2.1 — Parts des allocations budgétaires de l'État aux ministères (avant et pendant l'administration Thaksin) .....	53
Tableau 3.1 — Liste des efforts de coopération régionale pour la préparation aux pandémies entre 2003 et 2009 .....	59
Tableau 3.2 — Nombre de vaccins vendus par 100 000 habitants en Asie du Sud-Est entre 2008 et 2011 .....	66
Tableau 3.3 — Nombre de cas et caractéristiques des vagues d'éclosions de H1N1 en Thaïlande entre 2009 et 2010 .....	67
Tableau 4.1 — Liste des efforts de coopération régionale pour la préparation aux pandémies entre 2003 et 2020 .....	80
Tableau 4.2 — Résultats des élections générales thaïlandaises de 2019 (liste des partis).....	93



## Liste des figures

Figure 2.1 — Nombre de cas de H5N1 rapportés à l’OMS entre 2003-2020.....	41
Figure 2.2 — Distribution géographique des vagues d’éclosions de H5N1 en Thaïlande .....	46
Figure 2.3 — Schéma du nouveau réseau de pouvoir politique en Thaïlande depuis 1997 .....	51
Figure 3.1 — Expansion du budget militaire entre 1979 et 2016 (en millions de dollars américains) .....	74
Figure 4.1 — Nombre de cas de Covid-19 en Thaïlande entre avril 2020 et avril 2021 .....	87
Figure 4.2 — Système de codification des régions en fonction du contexte épidémiologique .....	88
Figure 5.1 — Schéma analytique .....	101



## Liste des sigles et abréviations

AAHTF	ASEAN Animal Health Trust Fund
APT	ASEAN+3
APEC	Asia-Pacific Economic-Cooperation
APSED	Asia Pacific Strategy for Emerging infectious diseases
ADB	Asian Development Bank
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
BOE	Bureau of Epidemiology
CDC	Centers for Disease Control and Prevention
CS	Copenhagen School
EID	Emerging Infectious Diseases Programme
FPG	Free People Group
FYM	Free Youth Movement
GMS	Greater Mekong Subregion
ICTM	Information and communication Technology Ministry
ISOC	Internal Security Operation Command
ISA	Internal Security Act
INP	Interventions non pharmaceutiques
MBDS	Mekong Basin Disease Surveillance
NCPO	National Council for Peace and Order
NCCC	National Counter Corruption Commission
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAD	People's Alliance for Democracy
PCAD	People's Democratic Reform Committee
RIS	Régulations internationales de santé
RTAF	Royal Thai Armed Forces

SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SRMO	Syndrome respiratoire du Moyen-Orient
UE	Union européenne
UDD	United Front for Democracy against Dictatorship
UFTD	United Front of Thammasat and Demonstration

## Remerciements

Tout d'abord, je tiens à offrir mes plus sincères remerciements au Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) pour sa confiance en finançant cette recherche. Également, merci à ma mère Carole, modèle inébranlable de persévérance, pour ses encouragements à poursuivre mes rêves et son soutien inconditionnel ; à Claudia, ma partenaire de vie, pour les innombrables moments de joie, de discussion, de relecture, de rêvasserie et d'exercice linguistique (加油!); à Monica Serrano, étudiante dans l'âme et lectrice chevronnée, pour sa relecture minutieuse de mon mémoire ; à Dominique Caouette pour son immense soutien tout au long de mes études, sa patience et disponibilité, ses conseils judicieux et sa passion contagieuse pour l'Asie du Sud-Est ; à la directrice du Cétase, Laurence Monnais dont la porte a toujours été ouverte et qui a su m'offrir de judicieux conseils au cours des cinq dernières années ; à Diane Éthier pour avoir été aussi généreuse de son temps et avoir su au-delà de ses obligations me supporter dans mes études et projets ; et à l'Université de Montréal pour m'avoir permis de poursuivre ma passion pour les études de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, d'étudier en Chine et d'imaginer une nouvelle carrière après l'enseignement au secondaire.

# Introduction

Les crises sanitaires du 21<sup>e</sup> siècle, dont tout récemment celle de la Covid-19, ont chacune à leur façon illustré le manque de préparation de nombreux États. Ces lacunes dans la préparation aux pandémies les ont plongés dans une décontenance partagée et ont eu d'innombrables conséquences sociales, politiques, économiques et humaines. Les stratégies des États visant à prévenir, mitiger ou supprimer les conséquences d'une pandémie révèlent par ailleurs un vaste éventail de réponses, d'interventions étatiques et d'impacts sur les sociétés concernées. Cette diversité de réponses soulève des questionnements quant aux modes de gouvernance, méthodes de gestion de crise et à la capacité des États à traverser une crise sanitaire autant sur le plan de la santé publique que sur le plan politique.

Kittelsen et Puyvallée (2019, 59) soulignent que la préparation des États face aux pandémies est une expérience à la fois normative et politique. En contexte de pandémie, il est avancé que les types de réponses étatiques découlent de différentes approches de gouvernance (Wishnick 2010, 456). En s'appuyant sur le cas de l'Asie de l'Est, Caballero-Anthony et Amul (2015) soutiennent en même temps que dans certains cas cette gouvernance normative a le potentiel de se concrétiser sous la forme d'une approche régionale. Ainsi, au sein des pays de cette région, la mise en place de programmes politiques de sécurité humaine et la décision de sécuriser des menaces à la santé telles que le Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) (2003) et des variantes de grippes aviaires et humaines comme le H5N1 (2005-2006), H1N1 (2009), et la H7N9 (2013) ont été fortement influencées par une conception régionale de la sécurité, tout comme par les normes et valeurs gravitant autour du concept de souveraineté et de non-interférence (Caballero-Anthony et Amul 2015).

Aujourd’hui, l’Asie du Sud-Est occupe un rôle central dans l’élaboration d’une approche régionale de sécurité de la santé puisque plusieurs pays sont impliqués dans diverses initiatives, à la fois formelles et informelles. Des membres de l’ASEAN sont engagés auprès de divers réseaux intergouvernementaux tels que les corps régionaux de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) (régions de l’Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental) et des initiatives d’assistance au développement de la santé entre la Corée du Sud, la Chine, le Japon, et l’ASEAN+3, ainsi qu’avec plusieurs acteurs et réseaux non étatiques — institutions financières et donateurs, organisations non gouvernementales, et communautés de recherches (Caballero-Anthony et Amul 2015, 41). À cela s’ajoute également la *Greater Mékong Subregion* (GMS), une plateforme de coordination multilatérale regroupant six pays riverains du Mékong — le Cambodge, le Laos, le Vietnam, le Myanmar et la Chine (provinces du Yunnan et du Guanxi). Depuis 2011, le regroupement de pays a su éviter les éclosions majeures de maladies transmissibles. De plus, ce groupe collabore depuis plus de dix ans avec la Banque de développement asiatique (ADB) pour renforcer ses capacités de contrôle des pandémies (Greater Mekong Subregion 2020). Davies (2019, 5) souligne que l’ASEAN, en tant que communauté d’États, est un acteur important de promotion et d’adhésion aux nouvelles normes de régulations internationales de santé (RIS) introduites par l’OMS en 2005, et ce, malgré la diversité de ses membres et le fait qu’ils se retrouvent distribués dans deux régions distinctes de l’OMS.

Il n’est dès lors guère surprenant que plusieurs chercheurs étudient les processus normatifs liés à la sécuritisation<sup>1</sup> des pandémies dans une perspective régionale. D’un autre côté, Acharya

---

<sup>1</sup> Concept relié à la théorie de la sécuritisation (École de Copenhague) qui avance que la sécurité est un acte discursif dont l’importance n’est pas attribuée à la menace d’un phénomène en soi, mais à la manière dont cette menace est socialement construite (Munster 2018). Nous traiterons davantage de ce point dans le chapitre 1.

suggère que la dimension normative de la sécuritisation en Asie est un processus étatique qui relève de chaque État souverain :

*the state is the critical actor in any securitization process. Securitization in Asia is fundamentally a state-centric project, meaning that the state plays the instrumental role in deciding which issues are to be securitized, when are they to be securitized, and what would be the method of securitization, that is, whether it will be principally a rhetorical speech act, or carried out through concrete policy and institutional adjustments (Acharya 2006, 247).*

Bien que les discours régionaux de sécurité jouent un rôle important dans les processus de sécuritisation des pandémies, force est en effet de reconnaître que ces derniers semblent dépendre avant tout des contextes politiques, économiques et sociaux au sein même des pays concernés (Herington 2010, 473). Une fois le caractère normatif des processus de sécuritisation régionaux et nationaux reconnu, il faut souligner que la sécurité sanitaire est également une expérience politique dans la mesure où elle a le potentiel d'influencer l'organisation de la sphère politique (Nunes 2015, 64). Ainsi, pour comprendre les dynamiques de pratiques de sécuritisation au sein des États souverains, il faut considérer, mais également dépasser les analyses de la sécuritisation des maladies infectieuses à travers l'acte du langage pour porter une attention à son lien avec les autres secteurs de la gouvernance (Nunes 2015, 62). En s'intéressant au cas de la Thaïlande, ce mémoire explore ce lien entre la sécuritisation des pandémies et la gouvernance.

Depuis le début des années 2000, le paysage politique de la Thaïlande s'est grandement transformé. L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Thaksin Shinawatra en 2001 a mis en marche un complexe processus de reconfiguration des relations État-société. En réaction à la tentative de Thaksin de consolider et personnaliser son pouvoir, les élites conservatrices, militaires et jusqu'à un certain point monarchiques, ont voulu renforcer leur contrôle sur les forces sociales et politiques représentant une menace à leur pouvoir. Ce renforcement graduel de leur contrôle sur la société et l'appareil démocratique est devenu apparent avec les coups d'État de 2006, 2008 (coup judiciaire)

et 2014. D'autres signes de ce renforcement incluent également la création d'une nouvelle constitution en 2017 et les élections truquées de 2019 qui ont donné la victoire aux militaires à travers le *Palang Pracharath Party* (Parti du pouvoir de l'État du peuple). L'analyse de ces années politiques démontre que les relations civiles-militaires en Thaïlande traversent une période de transformation importante au début du 21<sup>e</sup> siècle. Non seulement, les interventions militaires ont été multiples entre 2001 et 2020, mais le pouvoir de ces derniers s'est consolidé et institutionnalisé avec le temps.

En ce qui concerne les conséquences politiques et sociales des pandémies, nous verrons que leur sécuritisation peut avoir des impacts variés sur les processus de consolidation autoritaire au pays. En s'appuyant sur nos études de cas (trois pandémies), il est possible d'affirmer que l'analyse de chaque gouvernement ayant connu sa propre pandémie nous permet d'examiner en profondeur la sécuritisation et ses conséquences. Par exemple, sous le gouvernement Thaksin (2001-2006), les pratiques de sécuritisation du virus H5N1 ont été influencées par les puissants intérêts économiques du pays et du réseau de Thaksin. L'approche utilisée par ce dernier semble lui avoir permis de maintenir un certain degré de satisfaction auprès de ses supporteurs et alliés économiques et donc de stabiliser son capital politique en période de crise. Bien que cette stratégie n'ait pas contribué à la consolidation du pouvoir de Thaksin, cette dernière a permis d'éviter, jusqu'à un certain point, toutes formes de déconsolidation de son pouvoir. Du côté du gouvernement Abhisit (2008-2011), la pandémie H1N1 a affecté le pays durant un moment de crise politique et de régime semi-autoritaire<sup>2</sup>. En effet, le gouvernement non élu d'Abhisit, soutenu par les militaires, était aux prises avec de fortes tensions sociales entre les Chemises rouges et jaunes. Cette crise politique a permis

---

<sup>2</sup> Par régime semi-autoritaire, nous entendons ici un régime politique au sein duquel certaines formes pseudodémocratiques de compétition électorale existent, mais dissimulent une gouvernance autoritaire (Diamond 2002, 24)

de justifier diverses formes de censure et d'actes de répression contre les dissidents politiques. Ainsi, le contexte politique en Thaïlande au moment de la pandémie H5N1 a jeté de l'ombre sur cette dernière alors que le gouvernement en place détenait déjà la « légitimité » et les moyens nécessaires pour maintenir son hégémonie, y compris à travers un coup d'État en 2014. Finalement, lorsque la pandémie de la Covid-19 s'est propagée en Thaïlande en 2019, le gouvernement militaire de Prayuth (2019 -) qui était déjà en voie de consolidation de pouvoir depuis le coup de 2014 a bénéficié des mesures d'urgence mises en place pour rehausser son contrôle et sa répression sur les mouvements pro-démocratiques.

L'analyse comparative élaborée dans ce mémoire s'inspire des thèses de l'école de pensée de l'institutionnalisme historique. Cette dernière a « une conception du développement institutionnel qui privilégie les trajectoires, les situations critiques et les conséquences imprévues » (Hall et Taylor 1997, 472), ce qui contribue à la compréhension de phénomènes politiques. De plus, l'institutionnalisme historique peut être utile pour « expliquer la persistance et le changement dans les relations civiles-militaires à travers le temps (Waitookiat et Chambers 2017, 10). En s'appuyant sur le cadre analytique de Waitookiat et Chambers (2017) et sur leur analyse des relations civiles-militaires en Asie du Sud-Est, trois concepts influencent notre approche : les héritages historiques, la dépendance au sentier et la notion de moment critique. Comme le soulignent les auteurs :

*historical-cultural legacies, are prior contextual conditions of the past, which, once created, become self-reproducing and entrenching [...]. The second concept, path dependence, has been defined as an evolutionary trajectory whereby, once actors make certain institutional choices, 'the costs of reversal are very high [...]. Critical junctures are defined as 'short, time-defined periods, where antecedent conditions allow contingent choices that set a specific trajectory of institutional modification that is difficult to reverse (Waitookiat et Chambers 2017, 10).*

En s’inspirant de ces concepts, il nous sera possible d’analyser de manière systématique chacune de nos études de cas, les trois pandémies retenues, en particulier les mécanismes et développements institutionnels menant ou non à la consolidation du pouvoir des acteurs politiques en place. En raison du fait que l’histoire contemporaine du système politique thaïlandais se caractérise par des interventions récurrentes des militaires et du roi dans les affaires politiques, le pays s’est fait attribuer de nombreux qualificatifs allant de démocratie tutélaire à régime semi-autoritaire, des classifications pouvant être regroupées sous le terme plus général de régime politique hybride. Ici, nous avons choisi d’utiliser l’expression semi-autoritarisme.

## **Question de recherche**

En s’appuyant sur la littérature portant sur les régimes hybrides, les relations civiles-militaires et les études de la sécurité (théorie de la sécuritisation), ce mémoire tente de répondre aux questions suivantes :

- 1) Les pratiques de sécuritisation des pandémies ont-elles eu des impacts sur la consolidation autoritaire d’acteurs politiques dans le contexte thaïlandais ?
- 2) En particulier, quels facteurs historiques, politiques et sociaux expliquent ce lien entre pandémie et consolidation autoritaire ?

L’hypothèse défendue ici soutient qu’en contexte de régime semi-autoritaire, la sécuritisation des pandémies peut devenir une stratégie qui contribue à la consolidation du pouvoir des acteurs politiques en place. Notre objectif est de mettre en lumière la relation que les enjeux de santé publique entretiennent avec la sphère politique. Plus précisément, il s’agit ici de comprendre l’impact des pandémies sur l’organisation de la sphère politique, en particulier au sein des régimes hybrides, ainsi que sur les potentiels risques de dérives autoritaires rattachés à leur gestion. À travers l’étude des pandémies H5N1 (2003), H1N1 (2009) et de la Covid-19 (2019), il sera possible de démontrer que les pratiques de sécuritisation ainsi que de leurs conséquences politiques et sociales

varient grandement en fonction du type de régime politique, des structures institutionnelles en place et des héritages historiques et culturels du pays.

## **Organisation du mémoire**

Dans le premier chapitre, nous présentons l'état des connaissances portant sur la relation entre les enjeux de santé et l'organisation de la sphère politique, plus précisément au lien entre les pratiques de sécuritisation des pandémies en Asie de l'Est et du Sud-Est et les différentes formes de pratiques autoritaires. Puis, nous effectuons des clarifications conceptuelles en introduisant les concepts et littératures clés sur lesquels reposent nos analyses. À la lumière de ces réflexions, nous présentons la pertinence de notre modèle analytique et notre méthodologie. Enfin, en nous inspirant des études de la sécurité, des régimes hybrides, des relations civiles-militaires et des approches de l'institutionnalisme historique, nous développons un modèle pertinent pour l'analyse de l'impact de la sécuritisation des pandémies en contexte semi-autoritaire sur la consolidation du pouvoir d'acteurs politiques autoritaires.

Dans le second chapitre, nous nous attardons à l'histoire récente de la Thaïlande avant de nous intéresser à la sécuritisation du virus H5N1 (2003) et ses impacts sur le pouvoir politique du gouvernement de Thaksin Shinawatra. Dans un premier temps, un survol du contexte de collaboration mondiale et régionale en matière de sécurité de santé est effectué. Plus précisément, les mécanismes de sécuritisation mis en place par l'OMS et leur influence sur les pratiques de sécurité de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) et conséquemment sur la Thaïlande sont analysés. Après avoir mis en relation le contexte politique du pays et la pandémie, nous constatons que les actes stratégiques de sécuritisation entrepris par le gouvernement Thaksin, malgré l'absence de lien clair entre sécuritisation et consolidation autoritaire, ont été motivés par

une volonté de servir les puissants intérêts économiques qui lui étaient favorables et ainsi augmenté son capital politique.

Dans le troisième chapitre, notre attention tourne du côté du virus H1N1 (2009). Nous nous attardons aux changements significatifs des régulations internationales de la santé (RIS), à leur impact sur la communauté de sécurité régionale en Asie du Sud-Est et à la réponse thaïlandaise face à la pandémie. Après avoir analysé le contexte politique du pays à l'époque, nous constatons que même si le virus H1N1 a constitué une menace pour la santé publique thaïlandaise, la crise sanitaire n'a pas contribué à la consolidation du pouvoir des militaires et du gouvernement Abhisit. Cette position est appuyée par l'argument qu'un processus enclenché de consolidation autoritaire et un contexte de crise politique et sociale était déjà en place et a traversé la pandémie, jetant de l'ombre sur cette dernière.

Au sein du quatrième chapitre, nous abordons l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le régime politique thaïlandais actuel. Nous observons que les conséquences sociales et politiques des réponses étatiques dans la région ont été hautement variées. En l'occurrence, l'approche militarisée face à la crise s'inscrit dans un processus déjà en place de consolidation autoritaire du gouvernement Prayuth. Dit autrement, le processus déjà en marche de consolidation autoritaire au pays avant la pandémie s'est accéléré avec cette dernière qui a offert une opportunité au gouvernement Prayuth de rehausser son contrôle sur la société.

En conclusion, nous revenons sur le caractère particulier de chaque cas étudié afin de démontrer que la sécuritisation des pandémies en contexte semi-autoritaire peut servir d'effet catalyseur pour la consolidation autoritaire des acteurs politiques au pouvoir. À la suite de ces réflexions, nous abordons les limites de ce mémoire, présentons ses contributions principales et discutons le potentiel analytique d'appliquer notre cadre d'analyse à d'autres pays de la région.

# Chapitre 1 – Politique, santé et autoritarisme

## 1.1 État de la question

Au début des années 1990, le détachement graduel d'un agenda mondial de sécurité axé sur la menace d'une guerre thermonucléaire entre les grandes puissances a mené à la reconnaissance de nouveaux défis de sécurité ainsi qu'à leur prépondérance au sein des programmes politiques portant sur la sécurité humaine, nationale et internationale (Youde et Rushton 2015, 1). Comme l'observe Nunes : « les articulations explicites du nexus santé-sécurité remontent à la période suivant la Seconde Guerre mondiale [et] les récentes années soulignent un nouveau sens de l'urgence lié à la connexion entre santé et sécurité » (2015, 60), notamment en raison de la hausse des menaces de terrorisme biologique, chimique, radionucléaire et des pandémies.

Sur le plan sanitaire, notamment en Asie de l'Est, certains avancent que la sécuritisation, incluant les actes, les discours et les lois y étant rattachés, est une approche adéquate pour la prévention des transmissions de maladies infectieuses au niveau régional et mondial (voir Caballero-Anthony 2006, 108). Cependant, sur le plan politique, d'autres soulignent que des expériences passées en Asie de l'Est et du Sud-Est ont démontré que la sécuritisation de certains enjeux peut être étroitement liée à une violation des droits de la personne (Amon 2014, 299). Par exemple, en Chine, au Laos, au Cambodge et au Vietnam, des détentions de masse de toxicomanes effectuées sans offrir de traitements appropriés et d'évaluations individuelles de dépendance ont pris place au nom de la sécurité de santé et de la lutte contre des « épidémies » de consommation de drogue (Amon 2014, 299). Le constat que la sécuritisation peut être liée à des violations des droits de la personne s'avère peu surprenant dans la mesure où la sécuritisation, par la mobilisation de nombreuses ressources, peut également avoir des conséquences politiques sur la qualité et

l'exercice démocratique — renforcement du rôle de l'armée, affaiblissement de la participation populaire et marginalisation d'acteurs secondaires (Acharya 2006, 249). En Asie du Sud-Est, la sécuritisation de la pauvreté a eu par exemple pour effet de renforcer la sécurité des régimes politiques en place et des États développementalistes plutôt que d'augmenter la sécurité humaine (Jones 2011, 409). En suivant cette ligne de pensée, la sécuritisation des pandémies est susceptible d'être une expérience hautement politique puisqu'elle peut à la fois bénéficier et nuire à certains groupes politiques et sociaux. En raison de contextes politiques variés au sein de la région et des différentes structures institutionnelles qui leur sont propres, la sécuritisation des pandémies semble être le fruit de différents objectifs étatiques et avoir différentes retombées politiques et sociales. Ces différents objectifs et retombées de la sécuritisation des pandémies sont d'ailleurs abordés par l'historien chinois Qin Hui dans une récente analyse comparative entre les approches occidentales, centrées autour des droits de la personne, et celle de la Chine, incarnant une approche autoritaire. Dans son analyse, Qin offre une vision critique des approches adoptées par certains pays. Il vante la Chine pour sa capacité à mobiliser une réponse efficace d'une part, ainsi que les pays démocratiques pour leur transparence et valorisation des droits de la personne d'autre part. Toutefois, il condamne à la fois la Chine pour sa censure et la « cruauté » de ses confinements, et les pays occidentaux en raison de leur incapacitant respect des droits de la personne et les conséquences sociales et politiques de cette caractéristique de gouvernance sur la gestion des pandémies (cité dans Ownby 2020). Cette critique souligne que la conception que les États ont de la gouvernance affecte profondément les conséquences sociales et politiques de leur stratégie de gestion des pandémies ainsi que l'efficacité de cette stratégie. Quelques cas tirés de la région d'Asie du Sud-Est illustrent cette idée.

Un exemple pertinent illustrant l'impact du type de gouvernance sur l'approche adoptée face à la gestion des pandémies est le cas du Vietnam. Lorsque le coronavirus à l'origine du SRAS a commencé à se propager en 2003, le Vietnam a non seulement été le premier pays d'Asie du Sud-Est à être touché par la pandémie, mais à contenir cette maladie hautement contagieuse (Curley et Thomas 2004, 22). Après 2003, le Vietnam est confronté à différentes éclosions de grippe aviaire (H5N1), notamment entre 2004 et 2010. Puisque les estimations des pertes financières régionales causées par la crise du SRAS de 2003 se sont élevées à plus de 50 milliards de dollars américains (Chalk 2006, 126), l'approche du Vietnam pour faire face à la pandémie de la grippe aviaire a été une rapide sécuritisation. Cependant, les limites de cette sécuritisation ont illustré que :

*The absence of securitizing moves in the presence of human cases, and the forcefulness of control measures for avian outbreaks, points to a view of avian influenza which emphasized its economic impact rather than its human toll, and sought to deal with it as a matter of urgency for the security of the Vietnamese economy (Herington 2010, 470)*

Ainsi, au Vietnam, la sécuritisation de cette pandémie a occupé une double fonction ; protéger la réputation internationale du pays en tant qu'acteur régional compétent et renforcer la légitimité du Parti communiste vietnamien en tant que protecteur et stabilisateur de l'économie, un pilier symbolique important de la gouvernance communiste à parti unique (Curley et Herington 2011, 164). Similairement, lors de la crise de la Covid-19, le succès du pays est quant à lui principalement lié à quatre facteurs : la capacité de protéger l'économie tout en priorisant la santé publique, son expérience face aux pandémies précédentes permettant une intervention rapide et stricte, un cadre légal et constitutionnel réduisant les délais bureaucratiques lors des processus décisionnels et l'atteinte de ses objectifs par la coercition (quarantaine forcée) et l'éducation publique, entre autres (Nguyen et Thanh 2021, 72). La gestion de la pandémie de Covid-19 par le Vietnam et les processus de sécuritisation de cette dernière ont ainsi été caractérisés par la nature des institutions autoritaires du régime détenant des bases juridiques et constitutionnelles suffisantes pour faire face

à la crise, et ce, sans avoir à créer de nouvelles lois et sans que les limites des droits constitutionnels et de la personne ne contreviennent à la constitution du pays (Nguyen et Thanh 2021, 60). En ce sens, le cas Vietnam démontre que l'idéologie d'État et l'approche de gouvernance autoritaire du pays ont eu un impact direct sur les stratégies de gestion des pandémies adoptées ainsi que sur leur efficacité.

Lorsque l'on dirige notre attention vers les autres régimes politiques des pays d'Asie du Sud-Est, il importe de souligner que ces derniers ne sont pas tous des « autocraties fermées » (Croissant et Lorenz 2018, 10) comme le Vietnam. La capacité du pays à gérer une pandémie avec une main de fer sans créer de nouvelles lois ou contrevénir à la constitution le distingue des autres pays de la région, qu'ils soient démocratiques ou semi-autoritaires. Ramraj et Thiruvengadam (2021) admettent qu'il peut être intuitif de croire que durant la gestion d'une pandémie les pays démocratiques adoptent assurément des politiques transparentes tout en consultant les masses et que les pays autoritaires adoptent des approches centralisées et « *top-down* ». Cependant, les auteurs soulignent que la réalité s'éloigne parfois de ces idéaux types. Ces derniers avancent par exemple que face à une logique constitutionnelle voulant éviter les abus en empêchant des mesures extraordinaires de devenir un nouvel ordre politique permanent, seulement quelques pays en Asie du Sud-Est ont choisi d'adopter des « *constitutional emergency powers* » face à la crise de la Covid-19, soit la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et le Timor-Leste (Ramraj et Thiruvengadam 2021, 134). En termes de structures légales et d'abus de pouvoir en temps d'état d'urgence, Ramraj et Thiruvengadam soulignent que deux risques importants se présentent. Le premier est lié à la concentration excessive et durable des pouvoirs exécutifs autorisée par une structure légale inadéquate, tel qu'observé pendant la crise de la Covid-19 en Malaisie alors qu'au milieu d'une crise politique le nouveau Premier ministre a utilisé le prétexte de la pandémie pour

sécuriser sa place au gouvernement, au Cambodge avec le nouveau régime d'urgence et aux Philippines avec la création de nouvelles lois antiterroristes. Le deuxième risque concerne l'attribution d'un trop grand pouvoir discrétionnaire à l'appareil législatif en contexte d'état d'urgence, tel qu'observé en Thaïlande alors que des lois existantes pour lutter contre le terrorisme et les ennemis publics ont été utilisées pour faire face à la pandémie, affectant durement les plus pauvres et marginalisés de la société soumis aux mesures de confinement (Ramraj et Thiruvengadam 2021, 141).

Les impacts des politiques de gestion de crise dans la région d'Asie du Sud-Est varient d'un État à l'autre et sont fortement influencés par les structures légales en place ainsi que les contextes politiques des pays concernés. Les enjeux rattachés à ces configurations institutionnelles concernent non seulement les controverses liées aux abus politiques potentiels en temps de pandémies et aux reconfigurations des relations État-société, mais également la question de l'impact du repli national et des mesures d'urgence sur les migrants et les minorités ethniques et religieuses. En effet, il faut noter que les politiques de contrôle frontalier engendrées par la Covid-19 ont eu pour effet de renforcer la mentalité selon laquelle les étrangers ne sont plus des acteurs positifs pour la société, mais bien une menace (Neo et Lee 2021, 87). Il est d'ailleurs reconnu que lorsqu'un État perçoit les migrants comme une menace, la sécurité de ceux-ci est compromise (Caballero-Anthony 2008, 168). Un court examen d'évènements politiques et sociaux ayant pris place pendant la pandémie de la Covid-19 en Asie du Sud-Est permet d'illustrer les pressions exercées par les États sur les minorités ethniques et religieuses, et les migrants.

En Malaisie, depuis le 28 février 2020, trois vagues de discours haineux générées par les élites locales populistes visant des minorités ethniques et religieuses ont été observées, impliquant des minorités chinoises et catholiques et des travailleurs migrants rohingyas (Fernandez 2020,

285). Dans le même ordre d'idées, *Human Rights Watch* a déclaré en 2020 que le gouvernement du Cambodge a contribué à la hausse d'un sentiment xénophobe au sein de la population, notamment envers la communauté musulmane, en divulguant des informations personnelles à propos d'individus infectés telles que leur origine ethnique, leur religion, leur affiliation politique et identité sexuelle. Ces propos ont conséquemment mené à une hausse notable des comportements discriminatoires envers les étrangers au pays (HRW 2020a). Similairement, dans un communiqué sur les médias sociaux en mars 2020, le ministre de la santé thaïlandais, Anutin Charnvirakul a qualifié les étrangers de « sales », un commentaire qui semble blâmer les étrangers pour le nombre de cas d'infection au pays (South China Morning Post 2020). Au Myanmar, les élites ultranationalistes ont également instrumentalisé la pandémie pour intensifier les discours haineux et articuler des théories conspirationnistes autour de la minorité rohingya (Nachemson 2020). Finalement, aux Philippines, un projet de loi antiterroriste controversé a été adopté pendant la pandémie pour faire face à la menace des groupes islamistes extrémistes. En visant les groupes terroristes, cette loi « élimine des protections légales vitales et permet au gouvernement d'étendre sa portée sur des groupes et individus identifiés comme terroristes » (Ramraj et Thiruvengadam 2021, 137) et place dans une position de vulnérabilité de nombreux groupes sociaux persécutés par le gouvernement depuis plusieurs années — activistes, paysans, chefs autochtones, fermiers, environnementalistes, journalistes, etc. (HRW 2020b). Bien que cette loi ne semble pas à priori directement liée à la pandémie, il importe de noter qu'elle coïncide avec un tournant autoritaire important (2018-2020) au pays et une consolidation du pouvoir après une tentative réussie du gouvernement d'instrumentaliser la pandémie pour restructurer l'appareil étatique (Imbong 2020, 42).

En ce sens, les différentes approches nationales face à la gouvernance et les contextes de mise en œuvre des processus de sécuritisation invitent à une certaine prudence lorsqu'il est question de comparer l'efficacité des réponses étatiques en temps de crise sanitaire. Selon l'hypothèse du «*parasite stress*», les gouvernements autoritaires sont plus susceptibles d'émerger dans des régions touchées par des maladies causées par des pathogènes (Murray, Schaller et Suedfeld 2013, 1). Force est d'admettre que les acteurs autoritaires et populistes dans le monde semblent actuellement bénéficier de la crise de la Covid-19 en raison de la fragilisation des engagements multilatéraux et du repli national que cette tendance engendre (Flynn et al. 2020, 29). Ainsi, bien que la sécuritisation d'une menace apparaît parfois comme une stratégie conventionnelle de gestion de crise, il ne faut pas négliger le fait que les postures stratégiques adoptées par les États sont aussi intrinsèques à leur type de régime et à leur approche face à la gouvernance. Simplement dit, le terme de sécurité est chargé politiquement alors que de nombreux exemples dans l'histoire soulignent que les interventions étatiques au nom de la sécurité peuvent donner place à d'importantes controverses politiques (Elbe 2011, 221). Comme le souligne DeLaet : «*The disconnect between health as a challenge that primarily implicates human security and securitization as a state-centric response grounded in considerations of national security raises serious questions about the effectiveness of securitization*» (2014, 340). De là, notre question de recherche : quels sont les motifs et facteurs qui modulent cette sécuritisation en contexte semi-autoritaire ?

### **1.1.1 Politique et santé ou santé et politique ?**

Le lien entre politique et santé a été le sujet de nombreux travaux. L'idée que les enjeux de santé peuvent contribuer à légitimer l'existence de certaines institutions politiques et le contrôle qu'elles exercent sur les populations n'est pas nouvelle et prend appui sur de nombreux exemples dans

l'histoire. En s'intéressant à l'histoire de la médecine coloniale américaine aux Philippines, Anderson (1992) soutient que celle-ci était le reflet d'une expérience politique profonde ayant contribué à légitimer le contrôle américain de l'archipel philippin. Ce dernier souligne que :

*The economic and political aspects of American colonialism in the Philippines had rapidly translated into the language of medical science [alors que] The colonized were construed as a collection of hygienically degenerate types, requiring constant surveillance, instructions, and sometimes isolation (Anderson 1992, 507-26).*

Cette interprétation du lien entre pouvoir politique et santé fait écho aux travaux de Foucault (2007) et à son introduction du concept de biopolitique. En s'appuyant sur les cas historiques de la lèpre, de la peste et de la variole, ce dernier fonde les assises d'une théorie du pouvoir politique (biopolitique). Il soutient que ces maladies ont eu l'effet de mobiliser le pouvoir politique alors que « *basics biological features of the human species became the objects of a political strategy [...], a general strategy of power* » (Foucault 2007, 1). De manière similaire, les plus récents travaux de Zacher et Keefe (2008) démontrent que la réussite de l'endiguement des pandémies peut être liée à trois types de développement institutionnel : les systèmes de surveillance, les programmes de réponses d'urgence et les régulations transfrontalières. En abordant le concept de « *preparedness*<sup>3</sup> », Lakoff (2017) dépasse quant à lui le modèle foucauldien des structures biopolitiques de l'État en analysant le rôle des technologies et des nouvelles techniques dans la préparation face aux futures menaces à la santé mondiale (cité dans Samimian-Darash 2018, 723). Aussi, Lakoff soutient que ce futur incertain : « *can be taken up and made into an object of present intervention according to multiple rationalities: as an object of probabilistic calculation, as a specter that must be avoided [...], or as a potential catastrophe* » (Lakoff 2017, 7). Enfin, Lakoff

---

<sup>3</sup> Selon Lakoff, la notion de « *preparedness* » se définit comme suit : « *preparedness is an especially salient approach to events that seem to exceed the capacities of the tools of risk assessment. [it] organizes a set of techniques meant to sustain order and preserve life in a future time of emergency* (Lakoff 2017, 15-20).

rappelle que ce ne sont pas les caractéristiques d'une maladie qui attribuent à un évènement son caractère d'urgence, mais bien la manière dont cette dernière interagit avec des techniques et politiques existantes en santé mondiale. Pour cette raison, il existe souvent un écart entre les caractéristiques d'une maladie et les institutions en place qui tentent d'y répondre (Lakoff 2017, 6). Ensemble ces travaux permettent de mettre en lumière l'impact que les enjeux de santé peuvent avoir sur la sphère politique, et vice versa. Plus précisément, ces études révèlent que ces enjeux de santé ont le pouvoir de transformer les structures politiques, mais aussi de légitimer leur existence.

### **1.1.2 Sécuritisation et dynamiques politiques**

Le terme de sécurité de la santé détient une forte connotation politique alors que les interventions étatiques dites « exceptionnelles » entreprises au nom de la sécurité peuvent donner place à d'importantes controverses politiques (Elbe 2011, 221). Si on assume que la sécurité de la santé est un enjeu politique dans le sens où sa pratique peut avoir des impacts sur l'organisation de la sphère politique, il devient possible d'aborder la sécuritisation autant comme un instrument pour remodeler les institutions politiques que comme une réelle stratégie de sécurité. Ce double caractère semble présent au sein de la littérature. En effet, certains perçoivent la sécuritisation des enjeux de santé comme une stratégie pour répondre de manière efficace à une menace alors que d'autres y voient une possible réponse antidémocratique pouvant affecter les droits de la personne ou une possibilité de rendre le projet mondial de santé inéquitable (Youde et Rushton 2015, 2). Les contextes historiques, régionaux et politiques au sein desquels s'opérationnalise la sécuritisation demeurent cruciaux pour tenter de comprendre le lien entre la sécuritisation et l'instrumentalisation politique de cette dernière.

## **1.2 Cadre conceptuel**

Tel que nous l'avons établi précédemment, si la sécurité de la santé est une expérience politique dans la mesure où elle peut remodeler les structures politiques (Nunes 2015, 64), la sécuritisation représente en soi une opportunité pour restructurer l'État. Ici, nous tentons d'évaluer la contribution de la théorie de la sécuritisation à la compréhension des mécanismes de consolidation autoritaire. De plus, afin de contextualiser la théorie de la sécuritisation et de la mettre en relation avec le concept de consolidation autoritaire, nous présentons ici les référents théoriques nécessaires à la compréhension du cas de la Thaïlande. Ces littératures portent sur les régimes hybrides et les relations civiles-militaires. Dans un second temps, des clarifications conceptuelles des termes sécuritisation, régime hybride et consolidation autoritaire sont établies afin d'éviter les ambiguïtés terminologiques. Cette section est ainsi divisée en six sous-sections : les régimes hybrides, les relations civiles-militaires, la théorie de la sécuritisation, la pertinence de l'approche théorique, le cadre opératoire et méthodologie de recherche et un survol de l'État retenu pour l'étude de cas, soit la Thaïlande.

### **1.2.1 Les régimes hybrides**

Marquée par la transition démocratique de nombreux pays dans le monde, la troisième vague de démocratisation (1970-1990) a été parallèlement accompagnée d'une augmentation du nombre de régimes politiques n'étant ni démocratiques ni autoritaires (Diamond 2002, 24). Comme le souligne Gagné (2017), plusieurs travaux d'experts de l'Amérique latine en particulier ont contribué à l'émergence du concept de « démocratie avec adjectifs ». Parmi eux, Przeworski (1988) souligne le rôle et les impacts de l'implication d'officiers militaires en politique; Remmer (1985) et O'Donnell (1994) démontrent pour leur part les limites de la participation populaire aux élections; Collier et Levitsky (1997) introduisent de leur côté des sous-types de démocratie. Dans

la même ligne, Merkel (2004) développe de nouveaux critères afin d'identifier les différentes modalités de déféctuosité démocratique.

À partir des années 1990, la persistance des caractéristiques autoritaires dans le monde ainsi que sa coexistence avec des élections et des systèmes multipartis a graduellement effacé le concept de « démocratie avec adjectifs » pour donner place à celui d'« autoritarisme avec adjectifs » (Gagné 2017). Au tournant du siècle, une nouvelle littérature a souligné un passage de l'étude des transitions démocratiques vers celle des régimes hybrides (Golosov 2013, 617). Cette tendance est d'ailleurs illustrée par le fait que le pourcentage d'articles portant sur les transitions démocratiques publiés dans la revue *Democratization* entre 2005 et 2015 est passé de 72 % à 57 % alors que celui portant sur les effondrements des régimes démocratiques et l'autoritarisme est passé de 7,5 à 23,5 % (Croissant et Haynes 2020).

Cette nouvelle génération de classifications de régimes politiques a donné naissance à de nombreux sous-types de régimes hybrides. Comme le répertoire Sawasdee (2018, 272), parmi ces nouvelles classifications on retrouve le système de parti hégémonique (Diamond, et al. 1995), les démocraties illibérales (Zakaria 1997), l'autoritarisme électoral (Schedler 2002), l'autoritarisme compétitif (Levitsky et Way 2002), le semi-autoritarisme (Ottaway 2003) et l'autocratie avec élections (Brownlee 2007) ». Ces formes d'autoritarisme (Levitsky et Way 2002, 16) sont mieux définies comme étant pseudo-démocratiques dans la mesure où les institutions formelles qui les composent, telle que la compétition électorale, masquent une domination autoritaire (Diamond 2002, 24). Ce phénomène est d'ailleurs notable en Asie du Sud-Est où les obstacles à la consolidation démocratique sont fréquents et où l'instabilité des institutions démocratiques crée des contextes favorables à l'émergence de régimes hybrides (Kipgen 2016, 153).

La pertinence de ce travail de classification ne fait cependant pas l'unanimité puisque plusieurs auteurs manifestent une réticence face à ces typologies (Gagné 2017). Par exemple, Armony et Schamis avancent que le résultat de cette quête intellectuelle « *has often been conceptual ambiguity and empirical confusion, for the resulting palette of qualified, yet improperly specified, regimes not only hinders differentiation among the cases but also clouds the basic distinction between democracy and autocracy* » (2005, 114). Ces derniers invoquent la prudence face à l'ajout potentiellement infini de concepts qui mènent inévitablement à l'expansion d'une « *terminological Babel* » (Armony et Schamis 2005, 125). Pour cette raison, Wigell (2008) suggère de mettre de l'ordre dans cette dernière en proposant une carte analytique regroupant ces concepts sous quatre principaux types de régimes — démocratique, constitutionnel-oligarchique, électoral-autocratique et autoritaire.

D'autres auteurs sont toutefois en faveur d'une accumulation des connaissances (Gagné 2017). Par exemple, Gilbert et Mohseni (2011) remettent en question les concepts de démocratie et d'autoritarisme avec « adjectifs » et la pertinence de l'usage d'un continuum linéaire reliant les deux extrêmes. Ils conceptualisent plutôt une liste d'arrangements multidimensionnels utiles pour éviter les fausses dichotomies. Similairement, Bogaards (2009) propose d'intégrer les concepts, à priori non complémentaires, de démocratie défectueuse et d'autoritarisme électoral dans un seul schéma. Selon l'auteur, cette approche de « *double-root strategy* » permet une construction de pôles incluant la démocratie et le totalitarisme à ses extrémités, ce qui favoriserait une meilleure classification de l'ensemble des régimes politiques contemporains.

En ce qui concerne la Thaïlande, Sawasdee (2018) note que le pays illustre bien des régimes hybrides à la fois capables de durer dans le temps, notamment en raison des arrangements institutionnels qui assurent cette hybridité ainsi que sa récurrence historique. L'auteure note que :

*After a certain period of military government, democratic structures such as electoral process, the House of Representatives, and the legal system were brought back into operation, but these institutions were ably manipulated in order to preserve the dominance of the hybrid regime via tutelary institutions. In recent years, Thailand has shifted towards authoritarianism to the extent that it can be argued that the country is now in the process of 'exiting' democracy (Sawasdee 2018, 274).*

Cet argument a d'ailleurs été validé lors des élections nationales de 2019 au cours desquelles la manipulation et l'ingérence de la junte militaire dans le processus électoral ont engendré l'établissement d'une gouvernance hybride, toujours essentiellement dirigée par des généraux retraités et un parlement contrôlé (Sawasdee 2018, 274).

Mais de quoi parle-t-on quand on parle de régime hybride en Thaïlande ? Pour répondre à cette question, nous adoptons la définition et la conceptualisation multidimensionnelle de Gilbert et Mohseni (2011). En s'appuyant sur les axes de la compétition électorale, d'interférence tutélaire et de libertés civiles, les auteurs avancent que la Thaïlande a vacillé entre 1992 et 2009 entre les statuts de régime hybride tutélaire illibéral et de régime hybride tutélaire libéral (Gilbert et Mohseni 2011, 294). Selon les auteurs : « *the term "hybrid" highlights the configuration of electoral competitiveness along with possible undemocratic regime attributes, such as unfair competition or the presence of tutelary bodies* » (Gilbert et Mohseni 2011, 281).

En raison des deux coups d'État opérés par la junte militaire en 2006 et 2014 et des élections sans démocratie en 2019 (Bamrungsuk 2020, 97), la Thaïlande correspond adéquatement à ces classifications. Cependant, les récents développements politiques liés aux actions de la junte militaire, telles que la modification de la constitution et la création de réglementations limitant les activités politiques de l'opposition, constituent des signes d'un potentiel changement de classification pour le régime dans le futur. En somme, les efforts de classification des types de régimes politiques, bien que parfois critiqués, traduisent une reconnaissance de la complexe relation qu'entretiennent certains régimes politiques avec la démocratie. En ce sens, la littérature

portant sur les régimes hybrides est pertinente pour analyser le cas thaïlandais, notamment en raison des particularités historiques des relations civiles-militaires au pays.

### **1.2.2 Les relations civiles-militaires**

Une analyse du contrôle politique en Thaïlande serait incomplète sans la reconnaissance de l'apport de la littérature portant sur les relations civiles-militaires. Comme le soulignent Cohn, Coletta et Feaver : « *The problem of political control arises for any society in which leadership of the armed forces is distinct from political leadership, whether that society is democratic or not* » (Cohn, Coletta et Feaver 2018).

Croissant (2018) remarque qu'en Asie du Sud-Est, en raison du rôle des militaires dans les processus de décolonisation et de construction nationale, la position de l'armée comme gardienne de la nation lui a conféré avec le temps une place et des responsabilités prépondérantes au sein des sociétés. Brömmelhörster et Paes (2003) précisent que le contrôle civil direct sur les forces armées est un phénomène récent et communément associé aux démocraties occidentales (cités dans Cohn, Coletta et Feaver 2018). Ces derniers soulignent qu'au-delà de l'Asie du Sud-Est, notamment en Chine, le rôle historique non négligeable de l'armée au sein de la nation peut également être observé. En effet, les militaires ont joué un rôle important dans les opérations commerciales au pays, et ce, bien avant la fondation de la République populaire. En raison de leur mainmise sur l'économie, la position centrale des militaires a constitué un important problème lors de la phase de libéralisation de la Chine dans les années 1980. Similairement, au Vietnam, cette autonomie militaire est aussi centrale à l'histoire de l'armée populaire vietnamienne, alors qu'en Indonésie, l'histoire de l'implication des militaires en politique remonte aux premiers jours de l'indépendance du pays (Brömmelhörster et Paes 2003, 6). Waitoolkiat et Chambers (2017) précisent d'ailleurs

que plus le contrôle militaire sur les ressources économiques d'un pays est grand, plus leur immunisation contre le contrôle politique civil est élevée.

Dans la littérature portant sur le contrôle du pouvoir civil sur les militaires, trois points généraux peuvent être identifiés : « *civilians must have the institutions and authority to issue orders; they must not be subject to undue influence in the formulation of the orders; and the orders must be obeyed* » (Cohn 2011, 85). Les travaux de Fossum (1967), Barany (2011) et Brooks (2013) soulignent le fait que les militaires sont souvent des acteurs importants au centre des luttes de pouvoir dans les États fragiles (cités dans Cohn et al. 2018). Ainsi, de la même manière que la troisième vague de démocratisation a engendré une nouvelle littérature sur les autoritarismes avec « adjectifs », de nouveaux travaux sur les relations civiles-militaires en Asie, notamment sur les phénomènes de coup d'État, de gouvernance militaire et sur les relations parti-militaires au sein des dictatures communistes ont fait leur apparition (Croissant 2018).

Avant d'introduire le concept de consolidation de pouvoir, il est cependant nécessaire de définir le type de relation civile-militaire observable en Thaïlande. Similairement à la conception de Mérieau (2014) d'État dans l'État, nous retenons pour cette recherche la conceptualisation de Janowitz (1988), soit le terme d'État parallèle semi-démocratique, pour définir le type de relation civile-militaires en Thaïlande (cité dans Waitookiat et Chambers 2017). Plus précisément, dans ce système, « *a shadowy network of elite 'players' dominates politics and the military is a mechanism that enforces their decisions; democracy itself is generally peripheral to public policy making* » (Waitookiat et Chambers 2017, 27). Une fois ce type de relation de pouvoir entre institutions militaires et civiles introduit, il devient nécessaire de définir le concept de consolidation. Lié à la fois à la littérature portant sur les régimes hybrides ainsi qu'à celle des relations civiles-militaires, la « consolidologie » étudie les rapports de pouvoirs en contexte de régimes hybrides. En effet,

Sommerer rappelle que : « tout un pan de la science politique s’est attaché dans les années 1980 et 1990 à étudier les processus de transition des régimes autoritaires [...] vers la démocratie. Cette sous-discipline baptisée « transitologie » a été prolongée par la « consolidologie » lorsqu’il a fallu penser les conditions de stabilisation des jeunes démocraties » (Sommerer 2020, 26). Puisque la consolidation autoritaire est centrale à ce mémoire, et non la stabilisation démocratique, il est ici proposé d’élargir la portée analytique du concept de consolidation. En ce sens, se détacher du prisme de la transitologie pour s’intéresser à l’autoritarisme permet de combiner la littérature portant sur la « consolidologie » à celle de la persistance autoritaire, rendant possible la conceptualisation de la « consolidation autoritaire » en tant que processus mesurable (Ambrosio 2014, 472). La définition du concept de consolidation par Ambrosio (2014) est ici retenue :

*In general terms, consolidation is about the process by which regimes become relatively stable. Consolidation provides a more formal framework for understanding how and why our expectations about the survival of a particular political system or regime type come to be formed, as well as identifying specific factors and issues for further and more focused investigation* (Ambrosio 2014, 483).

À la lumière de nos propos, la littérature portant sur les relations civiles-militaires permet non seulement d’aborder le cas de la Thaïlande avec des concepts compatibles avec la réalité politique et sociale du pays, mais également de le faire en incluant un concept utile pour mesurer les rapports de forces entre les institutions qui nous intéressent.

### **1.2.3 Théorie de la sécuritisation**

Le concept de sécuritisation, lié à la *Copenhagen School* (CS), est une approche de la sécurité ayant émergé au cours des années 1990 (voir Waever 1998 ; Buzan, Wæver, et Wilde 1998). Cette dernière avance que la sécurité doit être considérée comme un acte discursif et que l’importance ne doit pas être attribuée à la menace, réelle ou fausse, mais bien à la manière dont elle est

socialement construite (Munster 2018). Selon Balzacq (2018), cette approche détient une triple fonction liée à la sécurité. La première est performative, en raison du fait que la sécurité découle d'un acte du langage liant la sémantique à la pragmatique. La deuxième est politique, puisque la sécuritisation peut être un mécanisme de dépolitisation en engendrant un passage du politique vers le domaine de l'urgence et de l'exceptionnalisme. Finalement, elle est normative, dans le sens où la CS favorise ouvertement l'approche de désécuritisation<sup>4</sup> pour la gestion de problèmes (Balzacq 2018, 11). Comme le souligne Kurniawan (2018), il est également possible d'associer trois caractéristiques à cette théorie. Premièrement, le concept de sécurité est inséparable de celui de menace dont l'existence peut remettre en cause l'idéologie, la dignité voire l'intégrité d'un État. Ensuite, le concept de sécurité est subjectif, rendant l'adoption d'une définition universelle impossible. Finalement, le terme de sécurité est politique dans la mesure où l'adoption d'une approche coercitive ou non demeure un choix réservé aux acteurs étatiques (Kurniawan 2018, 13). Ainsi, le concept de sécuritisation introduit par la CS se dissocie d'une perspective traditionnelle de la sécurité, centrée notamment sur les menaces et usages de la force militaire, et favorise l'importance de la mise en relation entre discours politiques et sécurité, attribuant à cette approche une perspective constructiviste de la sécurité internationale (Deschaux-Dutard 2018, 80). Browning et McDonald (cités dans Sjöstedt 2019, 29) soulignent que ce constat lie les théories de la sécuritisation à un large champ d'études portant sur les théories critiques de la sécurité alors que la position ontologique qu'elle défend est que la sécurité n'est pas objective, mais bien ancrée dans un ensemble de choix normatifs aux multiples implications politiques. En ce sens, la définition de la sécuritisation ici retenue est celle de Balzacq : « *I define securitization as a set of interrelated*

---

<sup>4</sup> Par désécuritisation, nous entendons : « *opposite process of securitization, which essentially means to shift 'issues out of emergency mode and into the normal bargaining process of the political sphere'* » (Adamides 2020, 143).

*practices, and the processes of their production, diffusion, and reception/translation that bring threats into being* » (Balzacq 2011, 3).

Aujourd'hui, la sécuritisation est considérée par plusieurs comme l'une des plus influentes approches de ce champ (Balzacq 2018, 7). Il faut cependant noter que l'approche n'a su se mettre à l'abri des critiques au cours des dix dernières années. Balzacq (2018) rappelle qu'au sein de la CS, les critiques principales s'expliquent par le fait que la sécuritisation est perçue plus comme une approche qu'une théorie et qu'elle s'accroche à une séparation entre le domaine politique et de la sécurité. En dernier lieu, il souligne que les analyses de discours, quasi exclusives au sein de la méthodologie, ont trop souvent constitué un biais soulignant l'importance de la justification épistémologique en recherche et de l'adoption de l'éclectisme méthodologique (Balzacq 2018, 9). En dépit des divergences théoriques et ramifications au sein des études de la sécurité, notamment entre les écoles de Copenhague, de Paris et d'Aberystwyth<sup>5</sup>, c'est la malléabilité conceptuelle rattachée au concept de sécuritisation qui est ici d'intérêt puisque cette dernière rehausse l'utilité du concept pour comprendre de nombreux acteurs et phénomènes, et lui attribue un important pouvoir explicatif (Butler 2019, 217). Sjöstedt (2019, 29) mentionne que la théorie de la sécuritisation n'est donc pas traditionnelle dans le sens où elle n'a pas de pouvoir explicatif au sens causal et que les divergences ontologiques présentes dans la littérature font en sorte qu'elle devrait être considérée comme une théorie constitutive.

---

<sup>5</sup> Au sein des études de la sécurité, les écoles de Copenhague, de Paris et d'Aberystwyth incarnent des approches théoriques critiques de l'après-guerre froide de la conception traditionnelle et eurocentrée de la sécurité, plaçant au centre de leurs travaux diverses réponses aux défis épistémologiques et ontologiques posés par la manière dont les menaces sont imaginées, interprétées et gérées (Butler 2019, 9).

### 1.2.4 Pertinence du modèle conceptuel

Alors que cette recherche reconnaît les limites théoriques du concept de sécuritisation, nous souhaitons néanmoins conserver ses indicateurs clés et sa malléabilité pour offrir un angle de recherche pertinent et original pour étudier la résilience semi-autoritaire en Thaïlande. La méthode utilisée, fondée sur une étude de cas, adopte une approche mixte en combinant les études de la sécurité à celles des régimes hybrides. Ce faisant, l'usage de la théorie de la sécuritisation permet d'élargir les outils analytiques utiles pour observer les régimes hybrides en contexte de pandémie. Pour le dire autrement, cette approche mixte vise une meilleure compréhension des mécanismes de consolidation autoritaire et de l'impact des processus de sécuritisation sur ces derniers en contexte non occidental.

Cette posture est également une réponse à la nature eurocentrique de la théorie de la sécuritisation, notamment critiquée par des auteurs comme Bilgin (2011) et Caballero et al. (2006) qui soulignent la pertinence d'utiliser la théorie hors du contexte européen (cités dans Munster 2018). Vuori (2008) suggère d'ailleurs que la compréhension des processus de sécuritisation dans divers régimes politiques et contextes sociaux est importante pour les études de la sécurité. En s'appuyant sur le système politique chinois, ce dernier soutient que l'applicabilité de la théorie de la sécuritisation aux régimes autoritaires est justifiée par le fait que la sécuritisation peut être instrumentalisée à des fins politiques pour quatre objectifs — convaincre, légitimer, intimider et obtenir l'obéissance (Vuori 2008, 76). Ceci est également appuyé par Wilkinson (2007) qui, dans le but de rendre l'application de la théorie plus universelle, propose de surpasser les limitations du « *Westphalian straitjacket* » ignorant les dynamiques sociopolitiques locales, parfois informelles, en accordant une plus grande importance aux actions physiques impliquées dans les processus de sécuritisation.

L'originalité et la pertinence de choisir cette approche résident également dans le fait que les crises sanitaires constituent de rares opportunités pour analyser les régimes hybrides en contexte d'urgence et permettent de contribuer à la littérature portant sur la politique thaïlandaise, les régimes hybrides et les études de la sécurité. Ce faisant, cette recherche tente d'apporter trois contributions : approfondir la littérature portant sur les régimes hybrides, décentrer la théorie de la sécuritisation de son cadre d'analyse eurocentré et répondre au manque d'analyses liant pandémies, sécuritisation et consolidation autoritaire.

### **1.3 Méthodologie**

Tel que mentionné, l'approche choisie est comparative et basée sur trois études de cas. En se basant sur le cas de la Thaïlande, trois périodes différentes de crise sanitaire seront analysées. Les pandémies H5N1 (2003), H1N1 (2009) et de la Covid-19 (2019) sont retenues en raison de leur potentiel de menace à la santé mondiale. Ainsi, l'analyse de la gestion de ces pandémies dans trois contextes politiques différents permettra d'établir la relation entre le phénomène de consolidation autoritaire et les pandémies dans le contexte politique thaïlandais. Plus précisément, l'approche comparative nous permet de mieux cerner si des actes stratégiques de sécuritisation employés par les acteurs politiques en place peuvent avoir un impact sur la consolidation de leur pouvoir.

Ensuite, la collecte de données nécessaire à la réalisation de notre recherche a été complétée à partir de sources primaires et secondaires. Dans le cas des sources primaires, des articles de presse et des données statistiques diffusées par des organisations internationales et régionales ont été utilisés. Quant aux sources secondaires, ces dernières comprennent des articles scientifiques, des monographies et ouvrages collectifs spécialisés, et des rapports d'institutions internationales et régionales.

### **1.3.1 Cadre opératoire**

En combinant les cadres conceptuels de la sécuritisation et de la consolidation autoritaire, et en analysant les différentes gestions de crise des épidémies H5N1 (2003), H1N1 (2009) et de la Covid-19 (2019) en Thaïlande, cette recherche offre une analyse des liens entre la sécuritisation des pandémies et la consolidation du pouvoir des dirigeants du pays. Ainsi, l'hypothèse proposée est la suivante : en contexte semi-autoritaire, la sécuritisation des pandémies peut être une stratégie qui contribue à la consolidation du régime des acteurs politiques en place.

Plus précisément, cette hypothèse suggère que le type de régime politique peut exercer un effet sur le type de politiques de sécuritisation mises en place en temps de pandémies et sur les avantages qu'en retirent certains acteurs politiques en termes de consolidation de pouvoir. Après avoir introduit l'hypothèse et justifié la pertinence de l'apport théorique de la sécuritisation à la littérature portant sur les régimes hybrides pour mieux comprendre les mécanismes de résilience autoritaire en contexte de pandémie, il est utile d'établir une liste des indicateurs qui serviront de référents pour les analyses de cas.

Les premiers indicateurs utilisés pour cette recherche se rattachent à la théorie de la sécuritisation. Plus précisément, ces derniers sont basés sur trois niveaux analytiques introduits par Balzacq (2011) et comprenant les agents, les actes et le contexte. La variable d'agent fait référence aux acteurs et relations qui forment le contexte étudié. Les indicateurs de cette variable sont les acteurs contribuant ou résistant à la création de l'urgence, la position de pouvoir de ces derniers, l'identité sociale exerçant un effet sur leur comportement, et les objets menaçants ou menacés (Balzacq 2011, 36). La variable des actes se définit quant à elle par la pratique ayant un impact sur le processus de sécuritisation. Le premier indicateur s'y rattachant est discursif puisque la parole précède la mise en pratique d'actes concrets. Le deuxième est d'ordre stratégique et examine le

type de discours utilisé et son pouvoir mobilisateur auprès de la population (Balzacq 2011, 36). Le dernier indicateur est celui des dispositifs de sécuritisation soit les pratiques et outils spécifiques observables de sécuritisation incluant par exemple les lois et leur mise en application. La dernière variable de contexte fait appel au contexte historique et social ayant une influence sur le discours de sécuritisation.

Quant au concept de consolidation autoritaire, les variables et indicateurs retenus sont ceux présentés par le modèle de Göbel (2011) et sont divisés en trois sphères : macro, méso et micro. La première sphère, dite macro, examine les pouvoirs infrastructurels. Les indicateurs de cette variable incluent par exemple la disposition des ressources de l'État lui permettant d'exercer un contrôle sur la société et d'étendre sa portée territoriale. Plus précisément, ces indicateurs permettent de mesurer la taille des revenus de l'État, la part du budget investi en sécurité et défense nationale, diverses structures de surveillance et la cohérence organisationnelle du système politique limitant les risques de factionnalisme intraélite (Göbel 2011, 184). La sphère d'analyse macro permet donc d'observer s'il y a une corrélation positive entre les pandémies et les changements infrastructurels favorisant le régime ou des acteurs politiques en place. Ensuite, la sphère dite méso examine la capacité de l'État à entretenir sa relation avec la population en contrôlant les forces politiques et sociales (Göbel 2011, 186). Les indicateurs proposés pour analyser la relation État-société peuvent inclure les types d'usage de la force, la répression ciblée, les formes de censure, l'appel à la légitimité de l'usage de la force, et l'opinion publique portant sur la performance de l'État. La dernière variable, dite micro, concerne la création de pouvoir discursif. Plus précisément, la capacité étatique à former une idéologie cohérente ou à créer des récits captivants en contexte d'évènements d'importance (Göbel 2011, 186). Les indicateurs utilisés pour cette variable tels que

les discours d'urgence et le taux de transmission d'informations en temps de crise, mensongers ou non, sont donc importants pour évaluer la légitimité politique des interventions étatiques.

## 1.4 Le cas de la Thaïlande

Chachavalpongpun décrit la politique contemporaine de la Thaïlande comme « *protracted, convoluted and even violent* » (2020, 4). Cette qualification est partiellement explicable par le fait que dans l'histoire du pays au 20<sup>e</sup> siècle, les liens entre la monarchie, les militaires et la sphère politique se sont progressivement renforcés, comme témoignent les nombreuses interventions militaires dans la sphère politique et la succession de coups d'État entrepris au nom de la sauvegarde de la nation et des institutions clés de la société (Chachavalpongpun 2020, 5). La nature et la récurrence des interventions militaires dans la vie politique thaïlandaise a rendu le pays éligible à de nombreux qualificatifs, dont ceux de démocratie tutélaire (Chambers 2010), régime hybride (Case 2005) et démocratie défectueuse (Croissant 2004).

Bamrungsuk (2020, 86) explique qu'en raison de leurs connaissances, monopole et cohésion institutionnelle, les militaires, associés aux *Royal Thai Armed Forces* (RTAF) ont su exercer une forte dominance dans la vie politique du pays, expliquant pourquoi depuis 1932 les coups d'État « *became the norm of changing government in the country* ». L'auteure note que depuis 1947, trois vagues distinctives de régimes hybrides sont survenues au pays. Le coup de 1947 (ère Phibun), considéré comme le symbole d'une fusion entre régime autoritaire d'après-guerre et d'expérimentation démocratique, le coup de 1957 (ère Sarit), accompagné d'une compétition politique sous contrôle militaire, et celui du gouvernement élu de 1969 (ère Thanom) dont la formation réussie était une tentative d'intégrer le régime militaire sous forme d'un gouvernement élu (Bamrungsuk 2020, 87).

Une analyse de la complexité de la vie politique thaïlandaise et de la faiblesse parallèle de ses institutions démocratiques est toutefois incomplète sans la prise en compte de certaines caractéristiques du système politique et de la société. Chai-Anan (1987), identifie trois causes à la stabilité d'un régime semi-démocratique et au faible niveau d'institutionnalisation politique en Thaïlande : la fréquence des coups d'État, la courte vie des gouvernements élus et la faiblesse du système de partis. Dans le but d'expliquer le faible niveau d'institutionnalisation du système de partis au pays, Kuhonta (2015) souligne les limites du pouvoir explicatif des arguments liés aux conditions de développement économique, à la courte vie des partis politiques et la persistance des coups. Ce dernier avance que la faiblesse du système de partis est liée à un échec durable et historique d'intégrer les clivages sociaux au sein du système, rendant ce dernier dépourvu de différenciation institutionnelle et d'organisation cohérente (2015, 282). À ces arguments s'ajoutent ceux de McCargo qui définit les partis politiques thaïlandais comme « *characterised by the dominance of personalities, and the influence of money* » (McCargo 1997, 118).

Il est important de noter en même temps que les jeux de pouvoir politiques en Thaïlande ne se résument pas qu'aux relations entre les militaires et le gouvernement. Derrière cette dynamique politique œuvre un des plus puissants acteurs de la Thaïlande, le monarque. Une contribution importante pour mieux comprendre la politique thaïlandaise contemporaine et la synergie entre les acteurs politiques s'y retrouvant est celle de McCargo (2005) et son concept de « *network monarchy* ». Des années 1970 à l'arrivée de Thaksin Shinawatra comme premier ministre en 2001, ce réseau, centré autour du palais, était caractérisé par plusieurs interventions politiques du roi et de ses alliés (McCargo 2005, 499) — militaires, bureaucrates, compagnies privées, royalistes et le système judiciaire (Chachavalpongpun 2020, 6). Il est aussi possible de qualifier ce réseau de « juristocratie », un État dans l'État. Ainsi, juges et militaires sont hautement socialisés au sein des

institutions militaro-civiles, ce qui leur offre une influence importante sur le conseil privé du roi (Mérieau 2014, 138).

La « démocratie » en Thaïlande au sens de son enracinement institutionnel dans la société et de son acceptation par tous apparaît à la fois élastique et hautement contingente. Connors désigne habilement cette dernière comme suit :

*Thai-style democracy is understood as a conservative nativist logic of what works for “we Thai”. It presumes that an evolving monarchy-military-bureaucracy complex steers the people’s sovereignty. It takes a statist guardian form even if popularly supported. In its extreme, variants of guided democracy have entailed or promoted prohibition of political opposition, human rights abuse and hyper-nationalism. [...] Within guardian democracy (from outright dictatorship to soft authoritarianism), the monarchy functioned as a moral aristocracy that sponsored conservative developmentalism in Buddhist hue and legitimated hierarchy (Connors 2020, 56).*

En Thaïlande, le concept de « démocratie à la thaïe » se distingue du concept de démocratie en Occident. Comme le souligne Mérieau :

Le terme fut inventé au début des années 1960 par Kukrit Pramoj pour justifier le régime militaire de Sarit Thanarat (1958-1963). Pour son auteur, le terme correspond à un régime despotique. Celui-ci trouvait sa légitimité dans le concept fraîchement développé de « thaïtude » ou « thaïness », qui oppose la culture thaïlandaise à l’Occident. La démocratie à la thaïe justifie la dictature militaire comme forme de gouvernement proprement « thaïlandaise ». Régime de l’unité, de l’harmonie, de la vertu, elle s’oppose fondamentalement à la démocratie, régime de discussion, de débat, de conflit (Mérieau 2014, 137).

Au début des années 2000, ce « réseau monarchique », « *monarchy-military-bureaucracy complex* » ou « État dans l’État » s’est vu confronté par l’arrivée en politique du milliardaire du monde de la télécommunication et ancien officier de police, Thaksin Shinawatra. Son arrivée au pouvoir illustra les profondes transformations socio-économiques et politiques du pays au cours des années 1980 et 1990 alors qu’il incarna le symbole d’une fusion entre deux cultures au pays, celle de l’argent et de la politique (McCargo et Ukrist 2010, 4). Certains propos de Thaksin énoncés en 2000 semblent traduire le mieux sa pensée : « *I don’t care about politics that much. I have very*

*few political genes in my body, I have more management skills than political skills* » (Cité dans McCargo et Ukrist 2010, 23).

Au lendemain des élections nationales de 2001, Thaksin remporte la victoire dans un contexte électoral décrit comme historique à la tête d'un parti qu'il a fondé, le *Thai Rak Thai* (Les Thaïs aiment les Thaïs). Pour certains, le succès de son parti est expliqué par ses programmes politiques populistes visant l'électorat du nord et nord-est de la Thaïlande dont le support lui a permis d'entrer dans la course aux élections nationales (Chachavalpongpun 2020, 8). Son mandat est quant à lui marqué par de nombreux nouveaux arrangements constitutionnels donnant plus de pouvoir à la branche exécutive, mais aussi par sa politique controversée concernant la guerre contre la drogue et contre les insurrections musulmanes dans le sud du pays (Ferrara 2020, 77). En 2005, une deuxième victoire aux élections pour le milliardaire est remise en cause par les inquiétudes des royalistes qui, en faveur d'une souveraineté articulée autour du roi, voient en Thaksin une menace à l'influence symbolique du vieillissant roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX) (Ferrara 2020, 77).

Dès lors une opposition politique prend forme contre Shinawatra en 2006 et un coup d'État cautionné par le roi et mené par la junte militaire paralyse l'appareil démocratique du pays et divise la population. Cette nouvelle polarité politique est généralement définie par l'opposition entre le milieu rural (ou Chemises rouges), mobilisée par Thaksin, et l'élite urbaine royaliste de Bangkok, incluant l'armée, la bureaucratie, les médias et le milieu universitaire (connu sous le nom des Chemises jaunes). Cette forte polarisation s'illustre alors par les affrontements violents de 2010 entre Chemises rouges et jaunes dans le principal quartier économique de Bangkok, puis par un nouveau coup d'État militaire en 2014 (Kuhonta 2015, 283). Le coup de 2006 n'ayant pas eu l'effet escompté, de nouvelles élections en 2007 donnent de nouveau la victoire aux supporters de Thaksin. Ces événements sont suffisants pour pousser les royalistes à organiser la dissolution du

parti *Thai Rak Thai*, soumettre Thaksin à une condamnation de deux ans de prison et à confisquer une partie de ses biens, ouvrant la porte à l'émergence d'un mouvement social antidémocratique radical, le *People's Alliance for Democracy* (PAD) et plus tard au Parti démocrate, tous deux symboles du renforcement d'une tutelle royale, militaire, bureaucratique et judiciaire sur la politique thaïlandaise (Ferrara 2020, 79). Entre 2008 et 2011, le gouvernement déposé et non élu mené par le Parti démocrate incarne de façon ostentatoire une démocratie tutélaire.

En 2011, Yingluck Shinawatra, sœur du politicien déchu, remporte les élections sous le nom d'un nouveau parti, le *Pheu Thai Party* (Parti pour les Thaïs). Non sans anticipation, cette victoire est contestée en 2013 par un nouveau mouvement antidémocratique radical initié par le Parti démocrate, le *People's Democratic Reform Committee* (PCAD) (Ferrara 2020, 80). En 2014, le PCAD tente de nuire au déroulement des élections nationales en mobilisant des dizaines de milliers de supporters dans les rues de Bangkok, en interrompant violemment les élections générales du 2 février et en appelant au boycottage du Parti démocrate. La cour constitutionnelle annulera par la suite les élections. Sous l'invocation d'un besoin urgent de retrouver l'ordre social, un coup d'État repositionne en 2014 la junte militaire au cœur de la vie politique thaïlandaise. Les années suivant le coup ont été marquées par une forte répression de voix dissidentes au sein de la société, l'adoption d'une nouvelle constitution élargissant les nombreux pouvoirs de la junte militaire, ainsi que les élections manipulées en 2019 sécurisant le pouvoir de la junte militaire et plus précisément de son chef, le Général Prayuth Chan-ocha (McCargo et Alexander 2019, 90).

En somme, depuis le début des années 2000, le pays est confronté à une crise politique menaçant son appareil démocratique. De plus, suite au coup d'État organisé par la junte militaire au nom de la sécurité nationale en 2014, un déclin de la qualité des libertés civiles et du respect des droits de la personne est observé (Phakdeewanich 2020, 330). Au moment où la crise de la Covid-

19 s'enclenche à la fin 2019, un rapport d'Amnistie internationale soulignait que la junte militaire, invoquant la sécurité nationale, mettait en application un nombre de lois répressives pour briser la dissidence et les critiques à son endroit (Amnesty International 2020).

### 1.4.1 Centre et périphéries

Comme le souligne Ockey (2018), la polarisation entre Chemises rouges et jaunes est loin d'être le seul conflit politique qu'a essuyé le pays. En effet, plusieurs régions ont une longue histoire de conflits à l'intérieur du pays, notamment dans le nord de manière plus modérée et le sud de manière plus intense (Ockey 2018). Andersson et Engvall (2020) rappellent qu'à partir du 15<sup>e</sup> siècle, les provinces du sud ont joui d'une forte autonomie face à l'État thaï, et ce, malgré l'intermittence de réformes assimilationnistes engendrées par Bangkok au 19<sup>e</sup> siècle et l'incorporation de Pattani, une province au sud du pays, au système administratif au début du 20<sup>e</sup> siècle. Cependant, bien que ces identités religieuses et linguistiques aient été maintenues à travers le temps, ces dernières ont été menacées à partir des années 1930 avec l'influence grandissante des centres bouddhistes et les politiques assimilationnistes plus affirmées des régimes militaires nationalistes (Andersson et Engvall 2020, 294).

À travers son cadre d'analyse qui s'intéresse au lien entre la violence et la religion en Thaïlande, Jerryson affirme que la relation entre l'État thaï et le bouddhisme (*State-sangha connection*) nourrit les insurrections musulmanes au sud et «*furnishes a hegemonic script that subjugates, silences, and alienates the Malay Muslim minority, their history, and their identity*» (Jerryson 2011, 3). Dans le même ordre d'idées, Liow (2009) démontre que les politiques éducatives entreprises par les différentes administrations centrales dans l'histoire sont responsables d'avoir suscité la résistance des Malais musulmans en s'attaquant aux formes d'éducation islamiques traditionnelles. Selon l'auteur, c'est pour cette raison que les écoles islamiques, en

fournissant des structures institutionnelles, ont joué un rôle instrumental dans la mise en œuvre d'insurrections séparatistes au sud (Liow 2009, 34). Quelques semaines après le coup de 2006, cette relation de pouvoir entre l'État et les minorités religieuses du sud s'est d'ailleurs reflétée lors d'un célèbre discours durant lequel le premier ministre par intérim, Surayud Chulanont, a offert ses excuses aux musulmans du sud pour la manière dont les administrations précédentes ont géré les violences dans la région (Askew 2014, 219).

En ce sens, ancrées dans l'histoire du pays se trouvent des dynamiques de conflits régionaux qui apparaissent être intrinsèquement liées au conflit entre l'identité nationale thaïlandaise et les minorités religieuses et ethniques. En effet, Larsson (2020, 284) souligne que malgré de nombreuses tentatives dans l'histoire d'établir une séparation entre l'État moderne et le bouddhisme par la sécularisation de l'État, la rationalisation du bouddhisme initialement encouragée par le roi Mongkut et caractérisée par un délaissement de ses principes cosmologiques ne semble pas s'être institutionnalisée. Alors que l'idéologie d'État actuelle rejette fondamentalement cette séparation, il semble que la persistance des violences au sud du pays démontre que les configurations institutionnelles et idéologiques de l'État bouddhiste sont peu favorables à l'amélioration des relations entre l'État et les minorités religieuses du sud (Larsson 2020, 285). Pour Siani (2020, 268), la notion cosmologique du concept de pouvoir (*barami*) au sein du bouddhisme thaï, ou faculté d'attirer ce qui est désirable, est central à son histoire et étroitement lié au principe d'accumulation d'influence politique et de richesse matérielle dans le monde contemporain. En ce sens, ce dernier souligne que :

*As talks of a "dharmacacy" still loom over domestic politics and exorbitant amounts of money are passed around among the kingdom's most ascetic politicians, business tycoons and military men, Buddhism will persist in being a fundamental ally of power as well as an instrument for its maintenance and assertion (Siani 2020, 274).*

Comme l'avance Sattayanurak, les processus de diffusion et du maintien du « *thainess* », et les avantages sociaux que son adoption implique semblent être assurés par les structures économiques et politiques en place. À l'exception de certaines communautés malaises musulmanes au sud qui ont intégré le cadre de l'identité thaïe pour avoir accès aux bénéfices sociaux d'être thaï tout en conservant leur propre identité, la logique de conflit entre l'État et « l'autre » continue d'affecter largement les minorités ethniques et religieuses au pays qui sont mises sous pression pour intégrer ce cadre identitaire (Sattayanurak 2020, 249)

\*\*\*

En nous appuyant sur les régions d'Asie de l'Est et du Sud-Est, nous avons été en mesure de démontrer que la stratégie de sécuritisation peut mener à d'importantes controverses politiques, notamment reliées aux droits de la personne et à son instrumentalisation à des fins politiques. La gestion des crises sanitaires est constituée de processus hautement normatifs et intrinsèques au type de régime politique et à l'approche des États face à la gouvernance. Pour cette raison, la pertinence de s'interroger sur les motifs et les impacts de la sécuritisation des pandémies au sein d'un régime politique non démocratique est indéniable. En s'appuyant sur les littératures portant sur les régimes hybrides, les relations civiles-militaires et la sécurité, les prochains chapitres offrent des études de cas qui révèlent la persistance autoritaire en Thaïlande à la fois à travers une perspective politique et de santé publique.

## **Chapitre 2 – L’ère Thaksin et la pandémie H5N1**

Dans le chapitre antérieur, nous avons introduit les littératures et concepts clés nécessaires à la compréhension des réalités historiques et politiques spécifiques à la Thaïlande. Ce faisant, nous avons établi les bases pour pouvoir articuler les concepts de consolidation autoritaire et de sécuritisation des pandémies dans le contexte thaïlandais. Le présent chapitre a pour but de circonscrire le contexte politique dans lequel la pandémie H5N1 a évolué et d’analyser son impact sur la consolidation politique, voire autoritaire, du premier ministre Thaksin Shinawatra. En ce sens, la question suivante se pose : dans son élan de personnalisation et de consolidation du pouvoir, Thaksin Shinawatra a-t-il instrumentalisé la crise de la grippe H5N1 à des fins politiques ?

Ce chapitre est divisé en quatre parties. La première introduit le virus du H5N1 en présentant son origine et le contexte mondial de régulations internationales de santé (RIS) qui y est rattaché. La seconde aborde le contexte et les particularités historiques du gouvernement Thaksin pour permettre une meilleure compréhension des configurations politiques sous-jacentes à l’approche de sécurité employée face à la pandémie. La troisième partie étudie l’approche de sécuritisation du gouvernement Thaksin en soulignant les paramètres régionaux et domestiques pouvant avoir influencé cette dernière. Finalement, la quatrième partie évalue l’impact de la sécuritisation de la pandémie sur le pouvoir politique de Thaksin Shinawatra.

### **2.1 Le virus H5N1 en Asie**

#### **2.1.1 Origines**

Les zoonoses sont définies comme « des maladies infectieuses pouvant être transmises naturellement entre humains et animaux sauvages ou domestiques » (Slingenbergh et al. 2004). Les

risques d'infection primaires associés au virus grippal zoonotique de la H5N1 sont donc liés à des contacts directs avec des animaux, spécialement la volaille, ou des environnements contaminés par ces derniers (WHO 2018). En Asie du Sud-Est, cette grippe hautement pathogénique a été et continue de représenter une menace à la santé et à la stabilité socio-économique de la région (Gutiérrez et al. 2009). Le virus de la grippe aviaire H5N1 a été identifié pour la première fois à Hong Kong en 1997. Après avoir été transmis à une espèce de canard par des oiseaux migrateurs, le virus s'est ensuite propagé au sein de la population aviaire en Asie (Heymann et West 2015, 97). Bien que le virus ne se transmette pas facilement entre humains, ce dernier continue de contribuer à des infections fatales ou sévères dans la région et fait l'objet d'une surveillance accrue en raison de son potentiel de mutation (Heymann et West 2015, 97). En effet, les variants de l'influenza, comme c'est le cas du virus H5N1, ont le potentiel de devenir une importante menace pathogénique et possiblement le vecteur d'une nouvelle pandémie (Jacobsen 2018). Depuis 2003, environ 412 cas et 288 décès reliés au virus ont été recensés en Asie du Sud-Est (WHO 2020b). Les principaux pays de la région au sein desquels des éclosions ont été largement observées sont l'Indonésie, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam (voir figure 2.1).

### **2.1.2 Régulations internationales de santé et adaptation régionale**

La crise du H5N1 sur la scène régionale peut être associée chronologiquement avec un tournant historique en matière de coopération de santé mondiale. Fourie (2015) souligne que malgré le développement important des efforts multilatéraux de coopération en matière de santé mondiale au courant des années 1990, le début du 21<sup>e</sup> siècle, notamment en raison de la crise du SRAS, a été marqué par une importante révision des régulations internationales de santé (RIS) (2005) ayant atteint son apogée en 2007. Des éléments clés de cette révision institutionnelle ont été le développement de normes de surveillance au sein du régime international de santé et une plus

## Cumulative number of confirmed human cases for avian influenza A(H5N1) reported to WHO, 2003-2020

Country	2003-2009*		2010-2014*		2015-2019*		2020		Total	
	cases	deaths	cases	deaths	cases	deaths	cases	deaths	cases	deaths
Azerbaijan	8	5	0	0	0	0	0	0	8	5
Bangladesh	1	0	6	1	1	0	0	0	8	1
Cambodia	9	7	47	30	0	0	0	0	56	37
Canada	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
China	38	25	9	5	6	1	0	0	53	31
Djibouti	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Egypt	90	27	120	50	149	43	0	0	359	120
Indonesia	162	134	35	31	3	3	0	0	200	168
Iraq	3	2	0	0	0	0	0	0	3	2
Lao People's Democratic Republic	2	2	0	0	0	0	1	0	3	2
Myanmar	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Nepal	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
Nigeria	1	1	0	0	0	0	0	0	1	1
Pakistan	3	1	0	0	0	0	0	0	3	1
Thailand	25	17	0	0	0	0	0	0	25	17
Turkey	12	4	0	0	0	0	0	0	12	4
Viet Nam	112	57	15	7	0	0	0	0	127	64
<b>Total</b>	<b>468</b>	<b>282</b>	<b>233</b>	<b>125</b>	<b>160</b>	<b>48</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>862</b>	<b>455</b>

\* 2003-2009, 2010-2014 and 2015-2019 total figures. Breakdowns by year available on subsequent tables.

Total number of cases includes number of deaths.

WHO reports only laboratory-confirmed cases.

All dates refer to onset of illness.

Source: WHO/GIP, data in HQ as of 9 December 2020



Source : (WHO 2020b)

Figure 2.1 — Nombre de cas de H5N1 rapportés à l’OMS entre 2003-2020

grande obligation pour les États de se conformer à celles-ci (Fourie 2015, 106). Davies (2019) rappelle qu’avec l’apparition des virus du SRAS et de la H5N1 en 2003, la région d’Asie du Sud-Est a subi une grande pression de la part de la communauté internationale, notamment en raison du fait qu’elle était le centre d’éclosions. C’est dans ce contexte international que les pays de la région ont adapté les nouvelles RIS aux contextes locaux, entre autres à travers des réseaux régionaux comme l’ASEAN et la *Asia Pacific Strategy for Emerging infectious diseases* (APSED) (Davies 2019, 8). Le changement de paradigme au sein du régime de santé internationale engendré par le SRAS et introduit par la révision des RIS a contribué à l’instauration d’une ère post-

westphalienne (Fidler 2003). Plus précisément, ce changement est justifié par le fait qu'avant 2005, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'avait pas l'autorité pour faire des interventions ou effectuer des recommandations directes aux États (Davies 2019, 43). Situer la crise de la grippe H5N1 dans ce contexte international et régional permet de mieux comprendre les pressions exercées sur les États de la région pour faire face à cette pandémie.

Dans le but de comprendre l'expérience de cette menace en Thaïlande et la manière dont les acteurs politiques du pays ont répondu à la pandémie H5N1, il importe de souligner quelques points. Premièrement, la sécuritisation des pandémies dépend hautement des États et de leurs motivations et capacités à gérer une crise alors que le rapport domestique avec les maladies peut s'avérer inconciliable avec les politiques de sécuritisation promues sur le plan international (Curley et Herington 2011, 165). Par exemple, cet argument est soutenu par le fait qu'au moment où les épidémies du SRAS et de la H5N1 se sont propagées dans la région, le conflit entre les mesures de sécurité promues par les RIS et les défis et besoins locaux existants était devenu un objet de controverse évident (Davies 2019, 59). Ceci expliquerait d'ailleurs le fait qu'un déni volontaire des menaces posées par la H5N1 au sein des pays de la région pour protéger les économies nationales fut initialement remarqué (Azmi 2020, 76).

## **2.2 Contexte politique**

Afin de cerner l'impact de la sécuritisation de la pandémie H5N1 sur la consolidation autoritaire en Thaïlande, il est utile de se pencher sur la manière dont l'héritage historique et le contexte du pays ont exercé une influence sur les configurations de pouvoir au moment de cette pandémie. Tel que nous l'avons mentionné précédemment, l'arrivée de Thaksin Shinawatra constitua un tournant important dans l'histoire de la politique thaïlandaise contemporaine. Sa gouvernance a été marquée non seulement par un style politique nouveau gravitant autour d'une aura populiste, mais aussi par

une nouvelle tension entre le gouvernement civil, la monarchie et l'armée. Pour cette raison, dans le cadre de notre analyse du lien entre consolidation autoritaire et pandémies, il est important de reconnaître l'ère Shinawatra comme un cas hautement pertinent.

Bien que les interventions de la junte militaire en politique en Thaïlande soient fréquentes dans l'histoire contemporaine du pays et semblent demeurer au cœur des discussions sur la qualité de la démocratie au pays, la gouvernance de Thaksin Shinawatra symbolise une lutte nouvelle entre diverses forces politiques pour une forme ou une autre de consolidation autoritaire. Ferrara (2015b) ne manque pas de rappeler que l'égoïsme et l'opportunisme de Shinawatra faisaient classe à part. Ses années de gouvernance, sous lesquelles on peut observer une guerre sans merci contre la drogue (2003) et contre la minorité musulmane au sud du pays (2004), un déclin de la liberté de presse, un rehaussement du contrôle sur le contenu médiatique ainsi que la mise en place de mesures contre les critiques, méritent le qualificatif de dictature élue (Ferrara 2015, 9). Toutefois, ce ne sont pas ces tendances illibérales qui lui ont valu d'être expulsé de la scène politique par les militaires après les élections de 2006, mais bien la menace qu'il posait pour le *network monarchy*, notamment en tentant de contrôler les institutions militaires et bureaucratiques (Ferrara 2015, 9). Sa tentative de monopoliser l'État fut rapidement contestée par les libéraux et étatistes qui désiraient la nomination par le roi d'un premier ministre (Connors 2020, 62). Il est peu surprenant que le style de gouvernance de Shinawatra ait constitué une rupture historique en termes de relations civiles-militaires. Après tout, dès 2001, la personnalisation du contrôle de ce dernier sur les militaires avait résulté en une diminution importante du nombre d'entreprises commerciales militaires, en d'importants efforts pour privatiser une partie du secteur des télécommunications leur appartenant et, ultimement, en un coup d'État en 2006 visant à freiner cette tentative de consolidation de pouvoir (Waitookiat et Chambers 2017, 52).

En ce qui concerne le coup d'État de 2006, ce dernier a été articulé par les militaires et appuyé par le roi en réponse aux élections du 2 avril 2006 en la faveur de Thaksin. Au lendemain du coup, des Thaïlandais et touristes posaient aux côtés de tanks et soldats alors que plusieurs commentateurs politiques en Thaïlande étaient en faveur de l'intervention militaire (Hewison 2008, 237). Au milieu de l'année 2007, un bon nombre de mesures restrictives implantées par les militaires demeuraient en place alors que d'autres s'étaient renforcées (Hewison 2008, 237). Toutefois, malgré le retrait forcé de Shinawatra et la dissolution du *Thai Rak Thai*, l'intervention militaire n'a pas été en mesure de contrôler l'influence politique de ce dernier. Après la dissolution du *Thai Rak Thai*, il est possible d'identifier deux préoccupations nationales : les futures élections ainsi que les partis politiques se préparant pour les contester (McCargo 2008, 336). À l'intérieur des deux mois suivant la dissolution du parti, un nombre important de politiciens rattachés au parti se sont regroupés sous le *Phak Phalang Prachachon* (Parti du pouvoir du peuple). Ce parti dirigé par l'ancien gouverneur de Bangkok Samak Sundaravej remporta les élections générales le 23 décembre 2007, et ce, malgré la révision constitutionnelle anti-Thaksin de 2007. En ce sens, comme le souligne Ferrara (2020) :

*In retrospect, it is not hard to see why royalists tend to regard the 2006 coup as a “wasted coup”. By the time the junta bowed out 15 months later, little of what threatened their control the state had been dealt with conclusively [...] In addition, the military managed to ram through a new constitution that reduced the autonomy and power of elected officials for the benefit of courts and “independent” agencies dominated by staunch royalists. [...] Undertaken in the name of fighting corruption and upholding “good government”, the series of machinations initiated with the 2006 coup had in fact served a different agenda: make democracy so dysfunctional as to both legitimise and materially enable the tutelage offered by the palace, the military, the bureaucracy, and the courts (Ferrara 2020, 79).*

Illustrant des méthodes de protection de racket, c'est donc un coup « judiciaire » par la cour constitutionnelle qui en 2008 a dissous trois partis en faveur du gouvernement, retiré à Somchai Wongsawat le titre du premier ministre et banni pour cinq ans une centaine de politiciens de tout

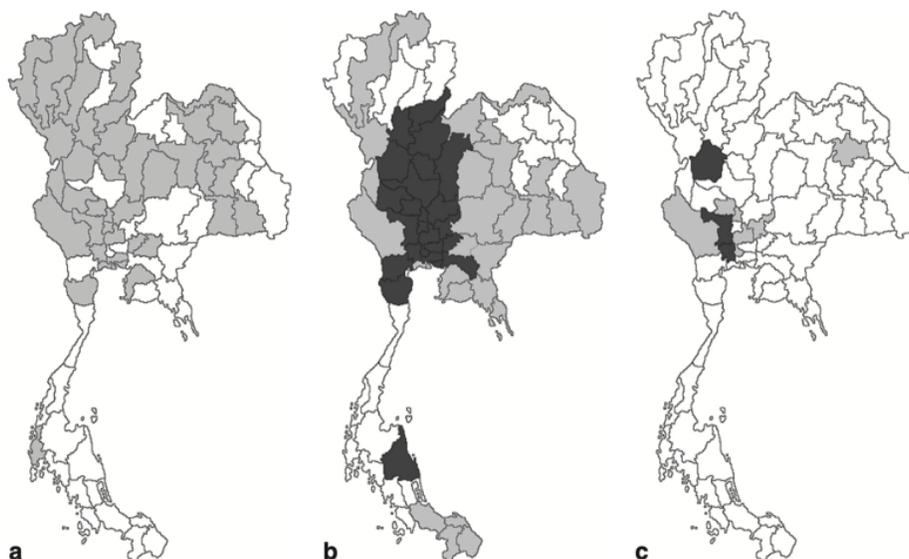
poste élu au gouvernement (Ferrara 2020, 79). Cette « restauration » de l'ordre a ouvert la porte à un soi-disant retour de la démocratie au pays (2008-2011) avec le premier ministre anti-Thaksin Abhisit Vejjajiva à la tête du parti d'opposition, le Parti démocrate.

Finalement, les caractéristiques populistes et autoritaires de la gouvernance de Thaksin ainsi que le conflit idéologique entre ce dernier et les militaires soulèvent la pertinence d'analyser le phénomène de consolidation autoritaire durant cette période. Non seulement la pandémie H5N1 s'insère dans un contexte de rivalités politiques important, mais aussi dans une période cruciale de négociation par les acteurs sociaux du principe de légitimité politique en Thaïlande.

### **2.3 Sécuritisation du virus H5N1**

En Thaïlande, le virus H5N1 a été identifié pour la première fois en 2004 au sein de l'industrie de la volaille. Trois éclosions majeures ont pu être observées par la suite au cours de la saison froide de 2003-2004 et des saisons des pluies de 2004-2005 et de 2005-2006 (voir figure 2.2) (Auewarakul 2008). En octobre 2005, treize des vingt cas confirmés avaient mené à un décès. Le pays enregistra ensuite des cas en juillet 2006, en janvier et mars 2007 et en janvier et octobre 2008 (Eagles et al. 2009).

Comme le souligne Davies (2019), à partir de l'adoption des nouvelles RIS jusqu'à la fin de la première phase de l'APSED en 2010, plusieurs États de la région sud-est asiatique ont considérablement amélioré leur taux de communication d'informations sur les maladies transmissibles, particulièrement en termes de plateformes Internet de surveillance facilitant la communication des rapports officiels d'éclosions. Cependant, comme le rappelle l'auteure, il semble que la normalisation de la surveillance et des réponses est demeurée inconsistante, notamment sur le plan de la détection des cas et de leur confirmation. Même si la position de l'ASEAN en faveur de la communication des cas de H5N1 par les États membres était bien établie,



**Fig. 2** Geographical distribution of the (a) first (January 2004 to April 2004), (b) second (July 2004 to March 2005), and (c) third rounds of avian influenza outbreaks (July 2005 to September 2005) in poultry. In (b) and (c), black and gray shades represent provinces with outbreaks involving more and less than 5,000 birds, respectively (DLD, 2005a)

Source : (Auewarakul 2008, 33)

Figure 2.2 — Distribution géographique des vagues d'éclotions de H5N1 en Thaïlande

des problèmes liés aux défis posés par les capacités techniques (Vietnam) et la volonté de déclarer les cas (Thaïlande) ont été ciblés par le ASEAN *Highly Pathogenic Avian Influenza* (HPAI) *Taskforce* dont le but était de soutenir les États de la région (Davies 2019, 64). La position de l'ASEAN a été plus explicite que celle de l'OMS, notamment en demandant aux États de communiquer les cas et de mettre en place des mesures d'endiguement du virus, et en affirmant l'importance de soutenir les États qui allaient subir des contrecoups économiques pour des raisons sanitaires (Davies et al. 2015, 79). Cette position était importante pour deux raisons — dans un premier temps, plusieurs membres de l'ASEAN faisaient partie des pays touchés par la pandémie et, ensuite, l'ASEAN a été très proactive dans sa promotion de l'importance (informelle) de communications communes des éclotions (Davies et al. 2015). Il faut souligner qu'il y avait une reconnaissance générale du fait que l'absence de clarté sur les mesures à prendre par les États au

moment de la pandémie allait affecter les mesures prises par ces derniers, particulièrement dans un contexte où les nouvelles RIS étaient encore négociées au début de la crise (Davies et al. 2015).

En janvier 2004, le premier ministre Thaksin Shinawatra souligna lors d'un discours le besoin urgent d'un sommet régional au sujet du virus H5N1 (Azmi 2020, 76). Le *Joint Ministerial Statement on the Current Poultry Disease Situation* tenu à Bangkok au cours du même mois marque un moment important de l'enclenchement du processus régional de sécuritisation alors que les États présents ont reconnu que « *the outbreaks of the disease in affected countries do not only severely affect the poultry industry but also is a potential threat to human health, unless decisive actions are taken now* » (ASEAN+3 2004). Le processus de sécuritisation régionale se poursuit en novembre 2004 lors du 10<sup>e</sup> sommet de l'ASEAN, peu avant la mise en place du HPAI *Taskforce*, en 2005 lors le 11<sup>e</sup> sommet de l'ASEAN au cours duquel fut mis en place l'ASEAN *Animal Health Trust Fund* (AAHTF), l'ASEAN+3 *Emerging Infectious Diseases Programme* (EID) et un réseau régional de stockage de médicaments antiviraux, et plus tard au courant de la même année avec le premier sommet du *East Asia Summit* (EAS) (Azmi 2020, 77).

En Thaïlande, le processus de sécuritisation s'est donc enclenché à partir de 2004. Toutefois, il faut noter qu'avant l'enclenchement de ce processus, une certaine réticence à communiquer l'existence d'une menace pandémique au pays avait été observée. En effet, le premier ministre Thaksin Shinawatra a initialement nié la présence du virus H5N1 en Thaïlande. Sous une pression indéniable, ce dernier a plus tard souligné l'importance d'un sommet régional. Ses propos initiaux sur la menace pandémique ont d'ailleurs contredit ceux du sénateur Nirun Phitakwatchara qui confirma peu de temps après un communiqué de Thaksin que le pays était bien l'hôte d'une épidémie de H5N1, une confusion qui a engendré un élan de propagation du virus dans 29 provinces sur 76 presque au même moment (Thomas 2006, 925).

En 2004, le premier ministre a effectué des visites au sein des régions touchées et fait appel à l'armée pour effectuer l'abattage de volailles (Radio-Canada 2004). Au cours de la même année, ce dernier a congédié plusieurs ministres responsables de la gestion de crise, incluant les ministres de la Défense et de l'Agriculture, et a promis de procéder à d'autres congédiements si les stratégies de lutte contre le virus devaient échouer (CBC News 2004). Bien que la volonté de sécuritiser la grippe H5N1 par le premier ministre semble avoir été ambiguë au départ, des initiatives institutionnelles ont par la suite contribué au processus de sécuritisation de la pandémie en Thaïlande. D'ordre général, même si la stratégie initiale de l'État d'éliminer les cas de transmissions chez les humains semble avoir plus ou moins fonctionné, on observe un plus grand succès au niveau des politiques de réduction de population de volailles, de réduction de leurs déplacements et de la création de fermes closes pour prévenir de nouvelles éclosions en 2004 (Thomas 2006, 926). Ceci permet de démontrer que le niveau de sécuritisation du virus a engendré une certaine mobilisation de l'État et la mise en place de plusieurs mesures de santé publique.

Cette sécuritisation s'observe également à d'autres niveaux : comme le soulignent Auewarakul et al. (2008), plusieurs mécanismes institutionnels ont été mis en place pour contenir et prévenir les éclosions de grippe aviaire au pays à partir de 2005. Parmi ces mécanismes se trouvent la surveillance humaine, la surveillance animale et des corps de coordination d'interventions (*War Room*) composés d'officiers administratifs hauts gradés. Alors que les réponses de l'État se sont articulées au sein du secteur commercial (mesures biosécuritaires) et de la recherche (fonds de recherche), un plan national sur trois ans a également été mis place à travers le *National Strategic Plan for Avian Influenza Control* et le *National Strategic Plan for Influenza Pandemic Preparedness* (Auewarakul, Hanchaoworakul, et Ungchusak 2008, 65). Les campagnes

d'éducation du public en 2004, telle que la *Big Cleaning Week*<sup>6</sup>, pour rehausser le taux de confiance populaire envers la consommation de viande de volaille (Tiensin et al. 2005, 1669) tendent à démontrer que le succès de la sécuritisation de la pandémie a eu des impacts sur les habitudes des consommateurs et sur leur perception du risque de transmission du virus.

Avant d'aborder l'impact de cette sécuritisation sur la consolidation du pouvoir des acteurs en place, il apparaît crucial de reconnaître le rôle que le contexte politico-économique a joué dans la mise en place d'une sécuritisation dont l'importance, par moments, fut stratégiquement remise en question par le premier ministre Shinawatra. L'approche initiale du premier ministre face à la pandémie soulève des questionnements quant au motif de ce dernier de sécuritiser ou non la pandémie. Seetoh et al. (2012) rappellent que certaines actions de Shinawatra, qui minimisa initialement la pandémie et menaça de représailles commerciales les pays ayant banni les importations de volailles, constituent de bons exemples de comment l'évaluation de gestion des risques du gouvernement a été largement définie par les besoins économiques du pays, notamment par ceux de l'industrie de la volaille. La prise de conscience de ce contexte est cruciale à la compréhension de la stratégie adoptée par le gouvernement Shinawatra (Seetoh et al. 2012). Ceci permet de comprendre comment le niveau de sécuritisation du virus a pu être influencé par certains intérêts politiques et économiques. Par exemple, la Thaïlande, contrairement au Vietnam et à l'Indonésie dont les marchés de volaille sont majoritairement domestiques, refusa la mise en place d'un projet de vaccination de volailles en raison du risque que ce dernier posait à l'économie d'exportation du pays (Pongcharoensuk et al. 2012).

---

<sup>6</sup> Campagne nationale au cours de laquelle l'industrie et les commerçants de volailles ont été encouragés à désinfecter leurs installations et sensibilisés à des méthodes de désinfection efficaces.

## 2.4 Consolidation autoritaire et sécuritisation

La période de gouvernance de Shinawatra qui coïncida avec la crise de la H5N1 a été marquée par une lutte de pouvoir entre ce dernier et le *network monarchy*. En ce sens, est-ce possible d'affirmer que Thaksin a instrumentalisé la crise sanitaire pour renforcer sa position au sein des structures de pouvoir ? Après tout, certains croient que ce dernier était :

*an opportunistic politician, for whom ideas are simply a means to an end. He is not animated by the pursuit of ideas, but by the pursuit of wealth and power. Thaksin's greatest achievement is the creation of a formidable political and economic power network, the mother of all phuak [(clique, group, faction or in-crowd)]* (McCargo et Ukrist 2010, 20).

Puisque le but de ce chapitre n'est pas de prendre position sur les qualificatifs utilisés pour décrire Thaksin ni de prendre position sur leur pertinence, nous nous intéressons ici à l'impact de la pandémie sur sa place au sein du réseau de pouvoir politique et économique mentionné ci-haut. Il est possible d'affirmer que dès le début de sa gouvernance, Thaksin a démontré une forte volonté de consolider son pouvoir politique et économique, et ce, indépendamment de la pandémie. Ferrara (2020) identifie implicitement trois sphères politiques au sein desquelles Thaksin a opéré pour consolider son pouvoir au cours de ses mandats. Dans un premier temps, les mécanismes de séparation du pouvoir au gouvernement ont été compromis par une tentative de maîtriser les agences étatiques assurant un contrôle sur la branche exécutive. Ensuite, la liberté de presse a été lourdement affectée lors de ses mandats en raison de ses tentatives de contrôle des médias et des mesures légales entreprises contre les critiques de son administration. Finalement, la vague de violence engendrée par la guerre contre la drogue en 2003 et en 2004 lors de la réponse de l'État face aux insurrections indépendantistes au sud du pays marqua un important affaiblissement de l'État de droit pendant sa gouvernance (Ferrara 2020).

De manière générale, la capacité de Thaksin à consolider son pouvoir autoritaire était liée à son influence politique et économique. Il importe de se rappeler que la création du *Thai Rak Thai* a été financée par la fortune personnelle de Thaksin ainsi que par celles de ses proches. Comme le souligne McCargo (2010), la nomination de ce dernier a été supportée par un nombre de grands groupes corporatifs qui constituait la plus grande concentration de pouvoir économique et politique en Thaïlande depuis la fin de la monarchie absolue en 1932. La liste des institutions avec lesquelles Thaksin entretenait un lien économique et politique est longue — les médias de divertissement, les partis politiques (*Seritham, New Aspiration, Chart Pattana, Chart Thai*), le parlement, les corporations de télécommunications, les banques, le marché immobilier, les militaires et la police (voir figure 2.3).

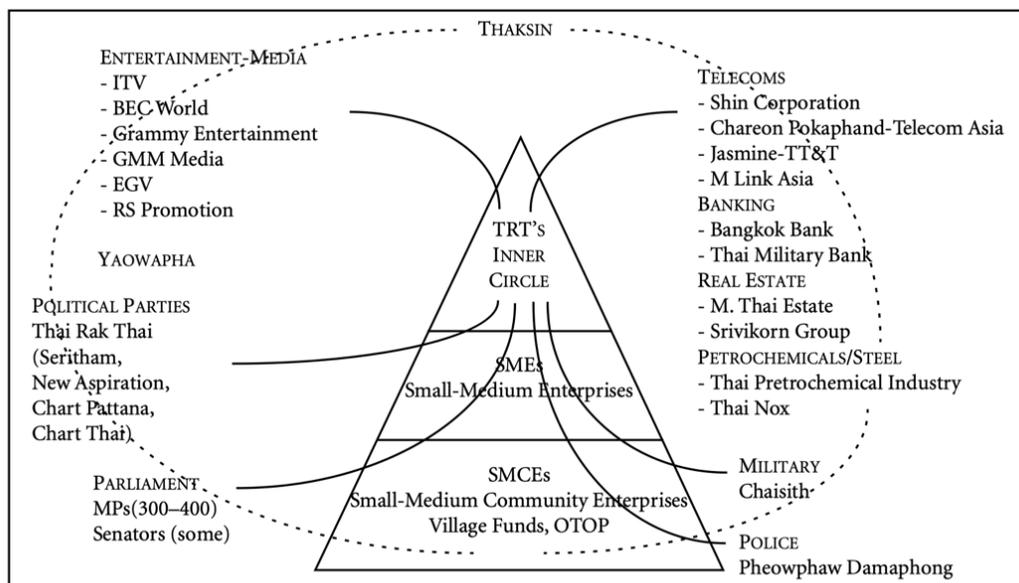


Chart 6.1: Thailand's new political power network since 1997

Source : (McCargo et Ukrist 2010)

Figure 2.3 — Schéma du nouveau réseau de pouvoir politique en Thaïlande depuis 1997

Tel que mentionné précédemment, Thaksin a été en mesure dès l'entrée en fonction de son gouvernement de personnaliser son pouvoir. En effet, Waitookiat et Chambers (2017) expliquent qu'à son arrivée au pouvoir en 2001, Thaksin a rapidement travaillé pour contrôler l'armée

financièrement et créer des factions au sein de cette dernière, tout comme au sein de la police royale pour obtenir leur support. L'armée avait de nombreux avois dans le monde de la télécommunication. On note qu'elle possédait le *TV Channel 5* et en partie le *TV Chanel 7*, contrôlait 245 des 524 stations de radio et en possédait 127 alors que la police en possédait 44. Lorsque Thaksin favorisa la nomination de son cousin Chaiyasit pour le poste de commandant de l'armée en 2003, les démarches de privatisation de la *TV Channel 5* ont causé d'importantes frictions avec l'armée (Waitookiat et Chambers 2017, 53). Le contrôle accru et les manipulations de Thaksin sur les agences indépendantes comme la *National Counter Corruption Commission*, le *State Audit Commission*, le *National Broadcasting Commission* et la *National Telecommunication Commission* exemplifient la partialité et les interférences politiques durant l'ère Thaksin (Mutebi 2006). Finalement, sur le plan économique, les politiques populistes de Thaksin ont pu être poursuivies en raison de son approche libérale face au système budgétaire. Pungprawat (2012) démontre que Thaksin, plutôt que de financer ses politiques populistes à travers les budgets départementaux, comme le veut la tradition, a plutôt exploité une faille dans le système budgétaire pour remanier les budgets et rehausser les montants du *Central Fund* sur lequel il détenait un pouvoir complet. Ainsi, ce *Ngob Phee* (budget fantôme) qui pouvait également desservir les entreprises d'État augmenta considérablement sous Thaksin, passant de 9,6 % du budget total en 2001 à 18,8 % en 2006 et atteignant un sommet de 22,9 % en 2004 (voir Tableau 2.1) (Pungprawat 2012). Qu'a donc représenté la pandémie du H5N1 et plus précisément sa sécuritisation pour l'administration Thaksin ? La réponse est double.

Table 6. Share of Budget Allocated to Ministries

Unit: %

Ministries	Before Thaksin*	During Thaksin administration**
Central Fund	10.3	18.9
Office of the Prime Minister	0.9	1.4
Defense	12.8	7.0
Finance	12.3	11.2
Foreign Affairs	0.5	0.4
Agriculture and Cooperatives	8.0	4.9
Transportation	6.5	4.3
Commerce	0.4	0.4
Interior	14.1	10.2
Labor	1.4	1.4
Social Development and Human Security***	—	0.4
Justice	0.4	0.6
Science	1.2	0.8
Natural Resources and Environment***	—	1.2
Education	16.2	16.2
Culture***	—	0.2
Public Health	5.9	3.9
Industry	0.5	0.3
University	3.4	1.3
Tourism and Sports***	—	0.2
Information Technology and Communication***	—	0.3
Energy***	—	0.1
Independent Public Agencies	1.2	4.7
Independent Public Bodies	0.3	0.9
State Enterprises	2.5	3.6
Revolving Funds	1.7	5.5

\* Calculated by author from figures in Annual Budget Acts between 1988 and 2001 fiscal years.

\*\* Calculated by author from figures in Annual Budget Acts between 2002 and 2006 fiscal years.

\*\*\* These ministries were established after structural reform of the bureaucracy. Fiscal year 2004 was the first year these ministries received funding.

Source : (Pungprawat 2012)

Tableau 2.1 — Parts des allocations budgétaires de l'État aux ministères (avant et pendant l'administration Thaksin)

Dans un premier temps, la sécuritisation du virus a représenté une menace à l'économie de la Thaïlande et aux intérêts économiques de Thaksin et de ses alliés. Le pays était le quatrième plus grand exportateur de volaille du monde, soit 90 % de la production domestique pour une valeur de 2,6 milliards de dollars (Hoontrakul et Laitamaki 2006) et tentait visiblement de régénérer ses réserves économiques à l'étranger qui avaient fortement diminué après les années 1990 (Safman 2010). De plus, il faut souligner que Thaksin avait réussi à mettre en place des politiques populistes

à la fois « pro-pauvres » et « pro-entreprises » et que de nombreuses élites commerciales, y compris en provenance de l'industrie de la volaille, étaient grandement représentées dans son gouvernement (Hameiri et Jones 2015). Ainsi, la phase initiale de déni, de dissimulation (Hoontrakul et Laitamaki 2006), voire de désécuritisation de la pandémie renforce l'idée qu'un niveau trop élevé de sécuritisation de la pandémie pouvait menacer le contrat social, économique et politique entre Thaksin et les élites économiques du pays.

Dans un deuxième temps, force est de constater que la sécuritisation a bel et bien eu lieu en raison des pressions économiques et de sécurité exercées au niveau international et régional. Toutefois, comme le soulignent Hameiri et Jones (2015), Thaksin n'a pas autorisé l'implication d'organisations internationales dans la gestion des éclosions, ce qui a permis non seulement une attitude discrétionnaire de la part du gouvernement et une monopolisation de la gouvernance du virus H5N1, mais également la mise en place de politiques de sécuritisation favorisant les pratiques d'élevage de grandes échelles, industrialisées et centrées sur l'exportation au détriment des petits producteurs. En ce sens, le cas thaïlandais démontre que la gestion de la pandémie a été stratégique, priorisant certains intérêts économiques et sociaux plutôt que d'autres, notamment en appliquant des pratiques de contrôle inégales au profit de puissants intérêts économiques (Hameiri et Jones 2015). Bien que la majorité des interventions de l'État aient été efficaces, ce sont les conditions politiques et commerciales, plutôt que la prudence, qui ont justifié les interventions de l'État (Safman 2010). De plus, le gouvernement Thaksin a su utiliser la pandémie H5N1 comme une opportunité pour améliorer les capacités du secteur de la santé, en particulier en recherche, et pour faire la promotion des accomplissements de son secteur de santé publique et de son industrie pharmaceutique (Safman 2010). La volonté de Thaksin de sécuritiser la pandémie et de maîtriser le déploiement stratégique de cette sécuritisation a été influencée par ses intérêts politiques et

économiques personnalisés. Son approche renforce l'idée que ce dernier avait de fortes tendances personalistes et antidémocratiques et qu'il se rapproche de la définition de « *political-strategic* » alors que ses politiques sont définies par plusieurs comme « *pro-capitalism* » (Hawkin et Selway 2017).

\*\*\*

En conclusion, le lien entre sécuritisation du virus H5N1 et la consolidation autoritaire de Thaksin est ambigu. Nous avons vu que le processus de sécuritisation de la pandémie s'est enclenché avec lenteur et hésitation. Une fois enclenchée, la sécuritisation s'est effectuée à plusieurs niveaux. En janvier 2004, Thaksin a contribué à la création du sentiment d'urgence d'agir lors d'un discours dans un contexte hautement significatif en revendiquant le besoin d'un sommet pour faire face à la menace du virus. Son discours a reçu un niveau élevé d'acceptation par l'audience internationale alors que plusieurs officiers hauts gradés de l'ASEAN, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis et des membres de l'Union européenne (UE) et de l'OMS ont joint le sommet (Azmi 2020). Puis, de nombreux dispositifs de sécuritisation ont par la suite été mis en place incluant, entre autres, le contrôle des mouvements et déplacement des populations aviaires entre les régions ainsi qu'une réduction de leurs nombres.

Sur le plan de la consolidation autoritaire, il apparaît juste d'affirmer que la pandémie s'est déroulée dans un contexte où des pratiques autoritaires et un processus de consolidation de pouvoir étaient déjà en place. La volonté de Thaksin de personnaliser son pouvoir politique en renforçant l'emprise de l'exécutif sur les agences étatiques, en s'attaquant à la liberté de presse pendant sa guerre contre la drogue et en affaiblissant l'État de droit lors des réponses aux insurrections indépendantistes au sud démontre que toute analyse de la consolidation autoritaire de ce dernier doit dépasser le cadre limité de la pandémie H5N1.

Sur le plan des pouvoirs infrastructurels, Thaksin a su créer une certaine cohérence organisationnelle qui joua en sa faveur et en la faveur de ses alliés. Son remaniement de l'allocation du budget national et son contrôle des médias ont démontré des signes précoces de consolidation autoritaire lors de sa gouvernance. Sur le plan des relations États-société, son approche envers le trafic de drogue et les insurrections au sud du pays, tout comme la censure des médias qui les accompagna constituent des signes additionnels de consolidation autoritaire. Finalement, sur le plan de la culture politique, les succès électoraux de Thaksin ainsi que le support qu'il a obtenu des élites économiques et des classes moins nanties démontrent une tierce forme de consolidation, populiste celle-là et liée à l'adhésion idéologique d'une partie de la population aux discours de Thaksin. La sécuritisation de la pandémie H5N1 s'est donc orchestrée de manière à ce que la relation État-société, plus spécifiquement la relation de Thaksin avec le secteur économique, ne soit pas remise en cause. Malgré certaines pertes économiques subies par l'industrie de la volaille au cours de la pandémie, il semble que le favoritisme économique accordé par Thaksin à cette industrie lors de la crise ait contribué au maintien de son statut et à la consolidation de son pouvoir. En conclusion, la consolidation et centralité du secteur de la volaille, particulièrement à travers la mécanisation et sophistication technologique des fermes, ont largement réduit les infections de H5N1 chez les humains (Hameiri et Jones 2015). Toutefois, malgré le succès apparent de l'approche de sécurité adoptée durant la pandémie, il demeure important de reconnaître que :

*Thailand's response to the security threat of H5N1 was thus clearly shaped by powerful economic interests. The Thaksin government's primary goal was the defence of the politically connected industrial sector's export markets, and all other sectors' interests were subordinated to this. Had the large-scale producers' interests been different, the application of international regulatory standards would arguably have been far less stringent (Hameiri et Jones 2015, 141).*

## **Chapitre 3 – L’ère Abhisit : du rouge, du jaune et la pandémie H1N1**

Les pandémies du SRAS et du H5N1 en Asie du Sud-Est illustrent que non seulement les infrastructures de santé, les institutions de collaboration régionale ainsi que les plans de préparation face aux pandémies étaient lacunaires, mais aussi que les réponses étatiques peuvent être motivées par les intérêts des élites et une volonté de conserver le statu quo, parfois aux dépens de la sécurité du public. Le but du présent chapitre est de mettre en lumière la manière donc la gestion de la pandémie H1N1 s’est articulée dans le contexte politique de 2009 à 2010 en Thaïlande et de définir son impact sur la consolidation autoritaire du gouvernement Abhisit et des acteurs ayant favorisé son ascension.

Le chapitre est divisé en quatre parties. La première consiste en un survol des origines du virus H1N1 et de l’approche régionale face à cette pandémie. La seconde présente les spécificités du contexte politique thaïlandais dans lequel la pandémie s’est insérée. La troisième dresse un court portrait des mécanismes de sécuritisation de la pandémie en Thaïlande et finalement, la dernière partie consiste en une analyse de l’impact de la sécuritisation de la pandémie sur la consolidation du pouvoir des acteurs en place.

### **3.1 Le virus A H1N1 en Asie**

#### **3.1.1 Origines**

La grippe porcine H1N1 est une maladie connue depuis plus de 90 ans et qui continue d’affecter l’industrie de l’élevage de porcs dans le monde (Schultz-Cherry et al. 2013). En avril 2009, une nouvelle souche du virus a été identifiée au Mexique et aux États-Unis avant de se propager rapidement dans le reste du monde. Désigné comme le nouveau virus H1N1pdm09, ce dernier se

distinguaient des souches H1N1 déjà connues puisqu'il contenait une combinaison de gènes n'ayant jamais été identifiée chez les humains ou les animaux auparavant (CDC 2019). Ce sous-type de grippe *Influenza A*, communément appelée grippe porcine, est une infection commune au sein des populations porcines du monde et a comme tout autre virus grippal zoonotique le potentiel d'infecter les humains (Jilani et al. 2021). Les variants de la grippe H1N1 sont en conséquence des pathogènes respiratoires viraux ayant un potentiel de menace important pour la santé mondiale (Choi, Pascua, et Song 2013).

La pandémie de grippe porcine (H1N1) de 2009 illustre les risques posés par le commerce de porcs vivants entre les continents. Non seulement cette circulation contribue à l'interaction entre différentes souches de grippe porcine, notamment en provenance d'Europe et des Amériques, mais aussi à leurs mutations et à leur diversité génétique (Zhu et al. 2013). Sur le plan humain, les conséquences de ce nouveau H1N1pdm09 se sont manifestées par l'hospitalisation de millions de personnes et par la mort de milliers sur la planète (Dhama et al. 2012). Deux mois seulement après l'identification initiale du virus, l'OMS annonçait, le 11 juin 2009, que 120 pays étaient touchés par la pandémie. En janvier 2010, 14 141 décès avaient été recensés dans le monde, dont 1366 en Asie du Sud-Est (Fisher et al. 2011).

### **3.1.2 Approche régionale : vers un régime régional de santé sud-est asiatique ?**

Tel que mentionné dans le précédent chapitre, la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle a marqué le début d'une nouvelle ère en termes de coopération en santé mondiale. Considérée comme un des changements les plus significatifs du droit international portant sur la santé publique depuis le 19<sup>e</sup> siècle, la révision des RIS (2005) a fourni un ensemble nouveau d'obligations légales pour les États qui, à la lumière de cette révision, ont dû accepter les interventions internationales dans leur

gestion des pandémies (Lakoff 2017, 84). Les pays membres de l’ASEAN ont été ouverts aux nouvelles normes RIS et à l’importance de les respecter. Leur adaptation au contexte de sécuritisation internationale a suscité une prise de conscience quant à l’importance d’agir collectivement face aux pandémies (Davies 2019, 83).

Davies (2019) rappelle qu’en réponse aux conséquences économiques, politiques et sociales du SRAS et du H5N1, les pays membres de l’ASEAN ne se sont pas seulement tournés vers l’OMS pour du soutien et des conseils. Ces derniers ont également pris appui sur des partenaires économiques et de sécurité traditionnelle dans la région comme l’ASEAN+3 (APT), le *Asia-Pacific Economic-Cooperation* (APEC) ainsi que d’autres acteurs de sécuritisation comme le *ASEAN Expert Group on Communicable Diseases*, le *APT Emerging Infectious Disease Program*, l’*ASEAN HPAI Task Force*, la Banque asiatique de développement, le *Grant for Combating Avian and Human Pandemic Influenza in Asia and Pacific Region*, la *Mekong Basin Disease Surveillance* (MBDS) et l’*APSED* (Davies 2019, 73) (voir Tableau 3.1).

**ASEAN Health Cooperation on Epidemic Preparedness: 2003–2020.**

Timeline	Forms of cooperation
2003–2009 SARS and H1N1	<ul style="list-style-type: none"> <li>● ASEAN + 3 Emerging Infectious Diseases (EID) Programme (2004–2008)</li> <li>● ASEAN Highly Pathogenic Avian Influenza (HPAI) Task Force</li> <li>● ASEAN Cooperation on Animal Health</li> <li>● ASEAN Work Programme on HIV/ AIDS III (2006–2010)</li> <li>● ASEAN-Japan Project for Stockpile of Antivirals and PPE against Potential Pandemic Influenza (2006–2013)</li> <li>● Regional Framework for Control and Eradication of HPAI (2006–2008)</li> <li>● ASEAN Assessment of National Multi-Sectoral Pandemic Preparedness and Response (2007–2010)</li> <li>● Regional Strategy for Progressive Eradication of HPAI (2008–2010)</li> <li>● ASEAN + 3 Partnership Laboratories (APL)</li> <li>● MOU between ASEAN Secretariat and WHO</li> </ul>

Source : (Djalante et al. 2020)

Tableau 3.1 — Liste des efforts de coopération régionale pour la préparation aux pandémies entre 2003 et 2009

Pour le dire autrement, les expériences successives du SRAS, H5N1 et H1N1 ont contribué à l'élaboration d'une importante et grandissante communauté de surveillance, de communication et de contrôle des pandémies à l'échelle régionale. Cette collaboration s'est effectuée à travers deux canaux : des collaborations bilatérales directes entre pays et des collaborations effectuées sous l'égide de l'ASEAN (Chongsuvivatwong et al. 2011, 435). Lorsque le H1N1 a fait son entrée sur la scène internationale, l'ASEAN a été en mesure de répondre plus efficacement à la crise à la fois en ayant de meilleures techniques de surveillance et de communication, mais aussi en distribuant plus de 500 000 de ses vaccins à ses pays membres (Rolls et Teh 2014, 221).

Des menaces pandémiques précédentes avaient attiré des investissements dans la région et de nombreux pays comme le Vietnam, la Thaïlande, l'Indonésie, le Cambodge et les Philippines. Elles ont aussi mené à la création de nouvelles institutions pour augmenter la coordination de leur réponse (surveillance des cas en particulier) et capacité de diagnostic en laboratoire (Coker et al. 2011). Toutefois, Kamikagi et Oshitani (2010) mentionnent que bien que les pays membres de l'ASEAN ont tous développé des plans pour lutter contre les pandémies après 2003, ce sont les pays ayant été le plus touchés par la crise H5N1 (Thaïlande, Laos, Vietnam et Cambodge) qui ont reçu par la suite le plus grand support financier et technique. Par exemple, à travers l'APSED, les capacités générales des pays après les crises du SRAS et H5N1 ont donc été rehaussées par le renforcement de la surveillance et des capacités de réponses face aux pandémies (Kamigaki et Oshitani 2010). Parallèlement, la mise en place de ces nombreuses initiatives et programmes a été en partie rendue possible grâce à l'assistance de plusieurs acteurs incluant pays donateurs, philanthropes et agences de développements telles que l'ADB, la Banque mondiale, le Fonds mondial et la Fondation Rockefeller (Coker et al. 2011).

Dans ce contexte de collaboration multilatérale, le 8 mai 2009, la Thaïlande, en tant qu'hôte de l'ASEAN, a accueilli les *ASEAN Health Ministers* et leurs homologues chinois, japonais et sud-coréens pour discuter de la pandémie. Cette rencontre de deux jours a été un succès en raison du consensus atteint entre les participants au sujet de l'importance d'agir et de mettre en place des mesures établies par les nouvelles RIS — surveillance, réponses efficaces, communication avec le public et partage d'informations, utilisation de technologie, de ressources et de laboratoires, et partage de médicaments entre les membres de l'ASEAN (Royal Thai Embassy 2010). Toutefois, malgré les nombreuses avancées dans le secteur de la santé publique en Thaïlande et sur le plan de la collaboration régionale, la situation politique au pays démontrait des signes de stagnation voir de régression démocratique.

### **3.2 Contexte politique**

Comme le mentionnent McCargo et Ukrist (2010), avec le temps, il est devenu clair que le fonctionnement du réseau de Thaksin reposait sur son pouvoir et son autorité personnels. En raison de la nature personnalisée de ce pouvoir basée sur des pratiques de patronage, ce réseau avait peu de chance d'être institutionnalisé après la chute de ce dernier (McCargo et Ukrist 2010). Thaksin s'est montré incapable d'obtenir le support des élites royalistes et de la classe urbaine et s'est vu confronté à partir de 2005 au mouvement grandissant des Chemises jaunes (Ockey 2018).

L'émergence et la concrétisation de cette nouvelle division sociale ayant pris forme à partir de 2005 mettent en lumière deux changements importants dans le paysage de la politique thaïlandaise — une rupture d'un consensus social existant en Thaïlande avant la montée au pouvoir de Thaksin, notamment en ce qui concerne le rôle important du bouddhisme, du roi et du principe de hiérarchie sociale, et une nouvelle préoccupation des masses envers les différentes factions de pouvoir au sein de la société (Stent 2012). Le coup « judiciaire » de 2008 orchestré par la cour

constitutionnelle en réponse à la victoire du *Phak Phalang Prachachon* aux élections du 23 décembre 2007 engendra la dissolution de trois partis politiques et l'instauration du gouvernement non élu d'Abhisit sous la bannière du Parti démocrate. En ce sens, au moment de l'établissement par le haut du gouvernement Abhisit le 17 décembre 2008, l'apparence d'un retour à l'ordre n'a pas su dissimuler les tensions sociales évidentes entre les royalistes et les pro-Thaksin. Malgré de nombreuses compétences en gouvernance, Abhisit a manqué plusieurs opportunités d'atténuer la division entre les Chemises jaunes et rouges et a gouverné le pays de manière conventionnelle, notamment en passant beaucoup de temps au sein de capitales étrangères (Stent 2012, 34). Les deux camps idéologiques incarnent deux réseaux politiques distincts en Thaïlande — le *United Front for Democracy against Dictatorship* (UDD), communément appelés les Chemises rouges et représentant un réseau en faveur d'un pouvoir électoral et légaliste, et le *People's Alliance for Democracy* (PAD), ou Chemises jaunes, en faveur d'un modèle de pouvoir technocratique associé avec la monarchie, les militaires, l'appareil judiciaire et bureaucratique (Naruemon 2016). Cette polarisation met de l'avant deux conceptions différentes de la démocratie. Du côté du PAD, la classe moyenne et urbaine défendait que la priorité nationale était de renverser les conséquences de la corruption et de la politique de l'argent alors que les membres du UDD dénonçaient leur manque de représentation politique (Naruemon 2016).

En mars 2010, après plusieurs mois de préparation au sein de centaines d'écoles informelles pour Chemises rouges où les membres pouvaient recevoir un cours d'une journée sur la « vraie démocratie » et après de nombreuses manifestations, près de 120 000 manifestants de l'UDD se sont rendus au centre de Bangkok pour demander la démission d'Abhisit et des nouvelles élections (HRW 2011). En avril, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, imposé des couvre-feux et des interdictions de rassemblements, procédé à des arrestations sans fondements et mis en place des

mesures de censure médiatique (HRW 2011). Ces affrontements entre les partisans du UDD et du PAD et la réponse de l'État ont marqué un point tournant pour les relations civiles-militaires en Thaïlande. Non seulement le mouvement du UDD a été officiellement catégorisé comme une menace à la sécurité d'État, mais cette nouvelle étiquette a servi de prétexte à la coalition pour la démocratie pour cibler les supporters de Thaksin, les intellectuels et commentateurs politiques critiques de la structure de pouvoir en Thaïlande (Askew 2012, 75). Ainsi, d'avril à mai 2010, plusieurs manifestants sont morts sous les balles des militaires, et ce, sous les ordres du gouvernement Abhisit. Charoensin-o-larn (2012) rappelle que l'armée, dont le rôle politique se veut de plus en plus sophistiqué, est réputée depuis longtemps pour la brutalité de ses interventions envers la dissidence, comme l'ont démontré ses interventions auprès des communistes durant la Guerre froide, des étudiants activistes dans les années 1970 et de ceux pour la démocratie dans les années 1990 et, plus récemment, des mouvements séparatistes du sud et des Chemises rouges. Pour l'auteur, cette division illustre que :

*two kinds of politics of desire coexist in Thai society: the old politics of desire for suppression on the part of Thailand's ruling elites and the new politics of desire for the creation of new ideals on the part of the Red Shirts and other lovers of democracy. Thai politics at this juncture is the interplay between the "desiring machine" of the Red Shirts and other supporters of democracy and the repressive desire of ruling elites (Charoensin-o-larn 2012, 89).*

Face à cette crise, il fallut attendre le 9 mai 2011 pour qu'Abhisit et son gouvernement annoncent que de nouvelles élections seraient tenues le 3 juillet. Ces élections ont démontré que les royalistes n'étaient pas en mesure de contrôler la course à la gouvernance alors que le *Pheu Thai* dirigé par Yingluck Shinawatra remporta les élections avec une avance de plus de quatre millions de votes (Ferrara 2020, 80).

Après deux années de stabilité politique, le mécontentement des royalistes face au changement de l'ordre politique se manifesta à travers une série d'évènements. À partir de la

fin 2013, le Parti démocrate met sur pied le PCAD. Ce mouvement antidémocratique ayant pour mission de créer un chaos et une violence suffisante pour que les militaires retirent l'administration en place a interrompu violemment les élections générales en date du 2 février 2014, causant l'interférence de la cour constitutionnelle et le report des élections (Ferrara 2020, 80). À la suite de cette interruption électorale, des manifestations des supporters de Yingluck et du PCAD ont été observées dans la capitale. Trois mois après l'interruption des élections, le 20 mai, c'est sous le nom du *National Council for Peace and Order* (NCPO) que les militaires ont déclaré la loi martiale et initié une campagne du « retour au bonheur » positionnant Prayuth Chan-ocha comme premier ministre temporaire (Prasirtsuk 2015, 202). Ainsi, le coup de 2014 s'officialisa comme le dixième coup d'État depuis le début du règne du roi Bhumibol (1947, 1951, 1957, 1958, 1971, 1976, 1977, 1991, 2006, et 2014). Parallèlement, la Thaïlande en est venue à être considérée par les pays de la région comme un leader régional en termes de contrôle des maladies infectieuses, une réputation qui lui a permis de renforcer sa sécurité économique et nationale (Wenham 2018).

### **3.3 Sécuritisation du virus H1N1**

Alors que plusieurs outils de coopération et de surveillance épidémiologique ont été développés depuis les pandémies du SRAS et du H5N1, Bell et al. (2012) affirment que les pratiques des pays de la région qui excèdent parfois les recommandations de l'OMS peuvent être considérées comme uniques dans la mesure où plusieurs pays ne se sont pas limités aux embargos économiques ou au contrôle de santé des passagers dans les aéroports. En effet, ils ont fait appel à de nombreuses formes de quarantaines (Chine, Hong Kong et Singapour) ou tenu des bases de données sur les visiteurs étrangers (Thaïlande). Le recours à différentes stratégies a également pu être influencé, entre autres, par la disponibilité et l'accessibilité aux vaccins contre le virus H1N1 dans la région. En effet, il faut souligner qu'en Asie du Sud-Est :

*Despite the widespread adoption of influenza vaccine recommendations, the current amount of vaccine purchased in most countries does not meet the needs of the identified target groups. To address the growing need for more affordable and accessible influenza vaccines during a pandemic, the World Health Organization assisted eleven countries, including three middle income countries in Southeast Asia (Indonesia, Thailand, and Vietnam), in developing their domestic vaccine production capacity (Gupta et al. 2012, 6).*

Parmi les pays à revenus faibles et intermédiaires ayant reçu des vaccins distribués par l’OMS se trouvent donc le Cambodge, le Laos, le Myanmar et les Philippines alors qu’au sein des pays à revenus intermédiaires-élevés, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour ont pu acheter et, dans certains cas, produire leurs propres vaccins (voir Tableau 3.2) (Gupta et al. 2012).

Au cœur de cette dynamique d’accès restreint aux vaccins, la capacité de la Thaïlande à maintenir sa réputation de leader régional en matière d’épidémiologie peut être observée à travers cinq caractéristiques liées aux activités de contrôle des maladies — l’investissement majeur du pays dans la création d’un programme de formation reconnu internationalement portant sur la surveillance des maladies infectieuses, le maintien d’un des meilleurs laboratoires de la région pour identifier des pathogènes (avec Singapour, le Japon, la Malaisie et Hong Kong), des infrastructures de surveillance qui transcendent les frontières du pays, la capacité du pays à dominer le discours sous-régional de contrôle des maladies infectieuses et finalement, la position stratégique de gouvernance du pays en raison de son développement économique et de sa position géographique (Wenham 2018).

Le virus H1N1 s’est propagé en Thaïlande entre 2009 et 2010 et a été caractérisé par trois vagues distinctes. La première vague s’est déroulée de mai à octobre 2009, la deuxième de novembre 2009 à avril 2010 et la troisième de mai à octobre 2010. Ainsi, de mai 2009 à décembre 2010, 226 000 cas de maladies de type grippal et 47 000 cas de H1N1 confirmés en laboratoires ont été communiqués par le *Bureau of Epidemiology* de Thaïlande (voir tableau 3.3) (Iamsirithaworn et al. 2011). Au cours de ces éclosions, plus de la moitié de la population

**Table 2.** Influenza vaccine sales per 100,000 population; shaded areas are aggregate data from several countries. Dashed line (-) indicates data were not available.

	2008 trivalent seasonal vaccine		2009 trivalent seasonal vaccine		2010 trivalent seasonal vaccine		2009-2010 monovalent A(H1N1) pdm09 vaccine		2011 trivalent seasonal vaccine	
	Public	Private	Public	Private	Public	Private	Public	Private	Public	Private
Brunei	-	480	-	1465	-	1525	-	-	-	1030
Malaysia	-	-	-	-	-	-	1408	-	-	-
Cambodia	0	367	0	832	0	1093	19189	-	0	916
Lao PDR	0	-	0	-	0	-	16136	-	0	-
Myanmar	-	-	-	-	-	-	2027	-	-	-
Thailand	752	-	3183	-	3439	-	2893	-	4051	-
Vietnam	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Thailand†	752	856	3183	1869	3439	6910	2893	-	4051	4943
Indonesia	-	128	-	149	-	152	0	-	-	181
Philippines	0	1115	0	2551	0	1872	3646	-	1608	2305
Singapore	0	7034	0	12078	0	6047	25560	-	0	7285
TOTAL	-	451	-	954	-	898	1991*	-	-	898

Source : (Gupta et al. 2012)

Tableau 3.2 — Nombre de vaccins vendus par 100 000 habitants en Asie du Sud-Est entre 2008 et 2011

	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Influenza-like illness and other influenza subtypes cases	102,400	113,831
Pandemic H1N1 cases	30,956	16,455
Pandemic H1N1 deaths	197	150
Case fatality ratio	0.19%	0.13%

<b>Characteristics</b>	<b>1<sup>st</sup> wave</b>	<b>2<sup>nd</sup> wave</b>	<b>3<sup>rd</sup> wave</b>
Attack rate	High 20%	Low 10%	Moderate 15%
Age-group	School age	Adults	Older
Area of concentration	Urban	Rural	Urban/Rural
Length of time	May-Oct 2009	Nov 2009 - Apr 2010	May-Oct 2010
Control measures	Intensive	Moderate	Less
Influenza vaccine	Not available	Monovalent H1N1 vaccine	Trivalent vaccine

Source : (Iamsirithaworn et al. 2011)

Tableau 3.3 — Nombre de cas et caractéristiques des vagues d’éclosions de H1N1 en Thaïlande entre 2009 et 2010

thaïlandaise a potentiellement pu être infectée dans la période regroupant les trois vagues, avec les étudiants des écoles primaires et secondaires comme sous-groupes ayant été les plus affectés (Iamsirithaworn et al. 2011). Les éclosions de grippe ont également affecté d’autres communautés spécifiques telles que les camps militaires, les prisons, les usines, les compagnies et des garderies (Rukmanee et al. 2014, 826).

Le 12 mai 2009, le premier ministre Abhisit Vejjajiva annonçait le premier cas confirmé de H1N1 (Reliefweb 2009). Au courant de la même journée, le chef du *Swine-flu Prevention Task Force*, Sanan Kachornprasart, a déclaré que les tests laboratoires effectués par les *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) aux États-Unis confirmaient que deux Thaïlandais en provenance du Mexique et de retour en Thaïlande étaient porteurs du H1N1 (Reliefweb 2009). À peine deux semaines avant cette annonce, Abhisit avait ordonné la mise sur pied du *National*

*Committee on the Preparedness and Response to Pandemic Influenza*, un comité national regroupant des ministres de la santé publique, le Département du développement des bétails, des affaires étrangères et de l'intérieur (Royal Thai Embassy 2010).

À la suite de ce comité, de nombreuses initiatives ont mené à la mise en place de mécanismes pour lutter contre la pandémie, notamment : des mécanismes efficaces de surveillance et de quarantaines par les autorités de santé thaïlandaises, l'activation de mesures préventives comme le comptage et dépistage des voyageurs étrangers dans les aéroports du pays ainsi que la concertation de tous les gouverneurs provinciaux pour mettre en place des plans de préparation et des simulations d'éclosions dans différentes parties du pays (Royal Thai Embassy 2010). À Bangkok, en raison du fait que les réserves de vaccins en Thaïlande étaient relativement basses au début de la pandémie, le port du masque, le lavage de mains, l'auto-isollement et la fermeture des écoles ont été des stratégies employées pour contenir les éclosions de virus alors qu'environ 3,14 % seulement de population a pu être vacciné (Meeyai et al. 2012).

En portant une attention particulière aux populations migrantes, notamment à la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande, il est possible de remarquer que ces dernières étaient hautement sous-représentées dans les plans de préparation et de mitigation de la pandémie (Turner et al. 2010). Cette lacune pourrait expliquer pourquoi certains travailleurs migrants en provenance du Myanmar vers la Thaïlande démontraient peu de connaissances sur les risques de transmission et de prévention du H1N1 (Rukmanee et al. 2014), augmentant ainsi considérablement leur vulnérabilité face au virus. Ce constat rejoint également des résultats d'entrevues effectuées durant la crise démontrant que les migrants les plus vulnérables en Thaïlande avaient une attitude plutôt négative envers l'efficacité des interventions non pharmaceutiques (INP) telles que le lavage de mains et l'usage de masques et constituaient donc un faible potentiel de contribution aux efforts de

préparation en l'absence de stratégies éducatives renforçant la conformité aux INP (Hickey et al. 2014). Sur ce plan, il fallut attendre 2013 pour que le gouvernement décide d'identifier et d'inclure au moins un groupe de migrants dans ses plans de préparation aux pandémies (Wickramage et al. 2018).

Finalement, lorsqu'il est question de mettre en lumière le progrès en matière de mécanismes de prévention, de surveillance et de contrôle des pandémies dans le temps, la Thaïlande semble avoir eu une impression favorable de sa performance lors de la crise. En effet, des sondages effectués auprès des dirigeants thaïs du MBDS avant et après la pandémie H1N1 appuient cet argument. Dans un premier temps, sur le plan de la surveillance et de la communication des informations, les dirigeants interrogés ont affirmé que la performance du pays a été meilleure qu'elle l'aurait été en 2006. Cette impression est d'ailleurs partagée au sujet de la prévention et contrôle de la pandémie au sein des infrastructures de santé ainsi que pour la capacité de communication des risques. Finalement, il est intéressant de noter que la Thaïlande identifia la coopération avec le MBDS comme non pertinente dans sa réponse face à la pandémie, une perception qui concorde avec celle d'autres dirigeants soutenant que la coopération internationale entre les membres, leurs plans d'action, communications et leurs obligations face aux nouvelles RIS étaient perçus comme de faibles contributions à la réussite des pays (Moore et Dausey 2011). Compte tenu du fait que la Thaïlande a été le seul pays du MBDS à ne pas participer aux premiers exercices de préparation contre les pandémies financées par le groupe entre 2006 et 2007, cette auto-évaluation de performance apparaît moins surprenante.

### **3.4 Sécuritisation et consolidation autoritaire**

Au sein de plusieurs pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, la crise du H1N1 et les mesures de confinement qui en ont découlé ont mené à des violations de la vie privée ou des droits de la

personne (Yanzhong 2015, 87). Toutefois, le cas de la Thaïlande démontre qu'au-delà de la question des droits de la personne en temps de pandémies se trouve l'enjeu de la persistance autoritaire au sein de l'appareil politique thaïlandais. Il est avancé ici que bien que la sécuritisation de la pandémie H1N1 en Thaïlande aurait pu servir les intérêts des élites en place, les forces sociales et politiques en place au moment de la crise laissent croire que les mécanismes de renforcement du pouvoir de ces élites étaient en marche avant, pendant et après la pandémie. Dit simplement, la pandémie H1N1 n'a pas eu d'effet catalysant sur une consolidation de pouvoir au sein du régime semi-autoritaire d'Abhisit.

Le départ forcé de Shinawatra en 2006 et les tensions politiques croissantes entre les Chemises rouges et jaunes ont cristallisé la période de gouvernance d'Abhisit comme un moment de grande division nationale. En effet, l'année 2009 a été caractérisée par l'affaiblissement de la loi et de l'ordre en Thaïlande alors que plusieurs sommets de l'ASEAN ont dû être annulés et que plusieurs dirigeants, notamment en provenance du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud ont dû fuir par bateaux et hélicoptères en raison de l'instabilité sociale (Prasirtsuk 2015, 204). Toutefois, il demeure important de souligner qu'à ce moment-là, les revendications des Chemises rouges en faveur du départ du gouvernement Abhisit étaient en partie la conséquence de l'imposition d'un gouvernement non élu endossé par les militaires. Malgré le fait que le gouvernement Abhisit était impliqué dans des opérations de corruption, les médias continuaient de placer Shinawatra et ses alliés sous les projecteurs pour des accusations similaires (Charoensin-o-larn 2010, 314). Pendant ce temps, une majorité de la population considérait le gouvernement Abhisit comme illégitime et plusieurs considéraient ce dernier comme une continuité du pouvoir rassemblé par les acteurs ayant mené le coup d'État de 2006 (Nelson 2011, 16).

En octobre 2010, dans le but de consolider le pouvoir des militaires, Abhisit nomma une figure anti-Thaksin et royaliste, le général Prayuth Chan-ocha, comme chef de l'armée. Il promut en parallèle une autre figure royaliste, le général de police Wichean Potechosree, à la tête du département de la police. Ces deux nominations au sein de postes d'importance renforcèrent l'unité au sein de ces institutions et les relations entre ces dernières (Chachavalpongpun 2011, 54). Puisque sous les régimes militaires les menaces peuvent permettre aux acteurs en place de consolider leur pouvoir, le rôle de l'armée dans les prises de décisions sur les politiques de sécurité nationale depuis le coup d'État a été de plus en plus important, notamment en ce qui concerne l'invention de menaces, la définition du concept d'ennemi et la consolidation de son pouvoir à travers l'augmentation de son budget de défense (Chachavalpongpun 2011, 60).

Comme le soulignent Kocak et Kode (2014), même si Abhisit niait être au service de l'armée, les faits dressaient un tout autre portrait. Les auteurs soulignent qu'en 2008, une reconstitution du *Internal Security Operation Command (ISOC)*, une agence regroupant plusieurs agences de sécurité, accorda des pouvoirs aux militaires leur permettant d'agir indépendamment des institutions civiles. Similairement, la révision du *Internal Security Act (ISA)* au cours de la même année limita plusieurs droits de la personne, une modification qui plaça l'armée comme la plus haute organisation de sécurité au pays et qui lui a permis de neutraliser les opposants politiques du gouvernement Abhisit (Kocak et Kode 2014, 93).

La reconnaissance de la division politique et idéologique entre les supporters de Thaksin et les royalistes ainsi que l'évidente inégalité des rapports de force au sein de ce conflit permet de mieux cerner la dynamique politique impliquée dans les processus de consolidation autoritaire au moment de la pandémie. En conséquence, on peut se poser la question suivante : la sécuritisation de la pandémie H1N1 qui a constitué une menace réelle et un enjeu important de santé publique en

Thaïlande a-t-elle contribué au processus de consolidation autoritaire des conservateurs, royalistes et militaires entre 2009 et 2010 ?

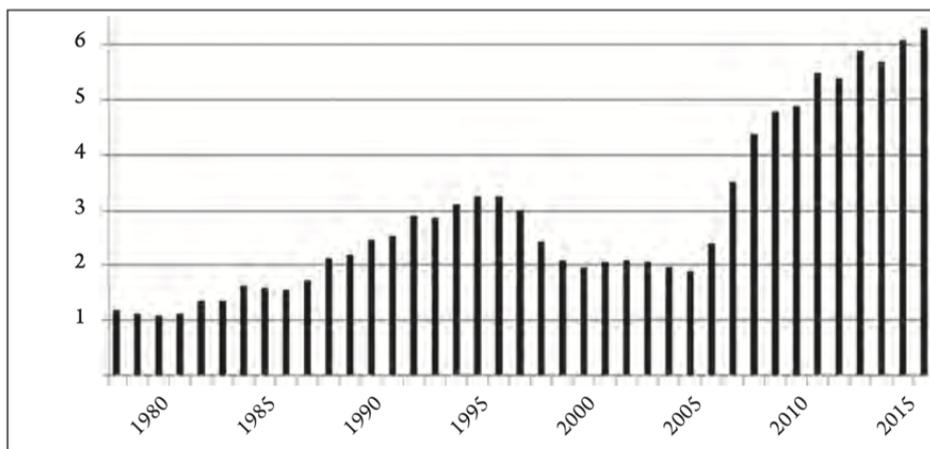
Tout d'abord, il faut reconnaître que la sécuritisation de la pandémie s'est effectuée avec succès sur le plan national et régional. Les expériences passées du SRAS et du H5N1 ont radicalement rehaussé la reconnaissance de l'importance des plans de préparation contre les pandémies. Dans ces conditions, la Thaïlande s'est taillé une place de choix dans la course aux compétences en matière d'expertise épidémiologique dans la région. Or, lorsque la pandémie s'est enclenchée sur la scène internationale et que les premiers cas ont été identifiés en Thaïlande, les actes de sécuritisation se sont enchaînés. Non seulement le gouvernement Abhisit a contribué lors de discours à la reconnaissance de l'urgence d'agir sur la scène régionale et nationale, mais ce dernier implanta également une série de dispositifs de sécuritisation allant de la création du *National Committee on the Preparedness and Response to Pandemic Influenza* à la mise en place de mécanismes de surveillance et de communication et de confinements.

Sur le plan de la consolidation autoritaire du gouvernement Abhisit et des militaires, les années 2009 et 2010 peuvent être considérées comme des années de consolidation significative. Cependant, le lien entre la pandémie et cette consolidation reste à démontrer. Le principal argument en faveur de cette affirmation est rattaché à l'idée que pour le gouvernement Abhisit et l'armée, les conditions nécessaires à la consolidation de leur pouvoir étaient déjà réunies, et ce, indépendamment de la pandémie. En effet, il faut souligner qu'au mois d'avril 2009, six mois avant la pandémie, les troupes militaires ouvraient le feu sur des manifestants pro-démocratie dans un élan de protection des intérêts des forces conservatrices au pays (Ungpakorn 2009, 77). Non seulement la crise politique entre Chemises rouges et jaunes était d'une cruciale importance pour les Thaïs, mais comme le souligne Nelson (2011, 17), « *Never before had Thailand experienced a*

*similarly intensive and sustained period of political events and processes that captivated broad sectors of the population count*». Au même moment, le pays faisait également face à de nombreuses autres « crises ». Au-delà du conflit entre le gouvernement et les Chemises rouges, un nombre de facteurs supplémentaires a mis de la pression sur l'État. Notamment, le nombre moyen de décès causés par les attaques de groupes indépendantistes au sud du pays était particulièrement élevé en 2009, la crise économique mondiale de 2008 avait fortement affecté l'économie nationale, le conflit frontalier avec le Cambodge affecta davantage la baisse des exportations du pays et, entre autres, une baisse importante du tourisme en raison des problèmes de sécurité causés par la situation politique s'ajoutait à la liste (Charoensin-o-larn 2010, 310).

En ce sens, il est possible d'affirmer que la pandémie H1N1 s'est immiscée dans un contexte politique, économique et social déjà sous tension. C'est sous cette pression que plusieurs signes de consolidation du pouvoir du gouvernement Abhisit, mais surtout des militaires sont observables. À partir de 2008, le pouvoir des militaires en tant qu'institution de « sécurité » se renforça, entre autres à travers la ISOC et la ISA. Ungpakorn (2009) observe de nombreux événements signalant des phases de consolidation autoritaire à partir de 2008. Par exemple, il est utile de rappeler que l'armée intimida et co-opta de nombreux anciens supporters de Thaksin pour obtenir leur support au sein du Parti démocrate. De plus, en 2009 il y a eu un contrôle total du gouvernement sur les médias traditionnels alors que la censure de nombreuses plateformes web et autres médias n'appartenant pas aux militaires ou supporters de l'État était pratiquée, ce qui résultait en la fermeture de 2300 sites web par l'*Information and communication Technology Ministry* (ICTM). Finalement, aussitôt le gouvernement Abhisit en place, le gouvernement communiqua clairement son intention de procéder à l'arrestation de ceux qui avaient « insulté » le roi et cette intervention, protégée par la loi anti-lèse-majesté et pouvant mener à 15 ans de prison

pour les accusés, mena à une hausse significative du nombre d'arrestations au pays (Ungpakorn 2009, 81). En somme, tous ces éléments sont des signes importants de consolidation autoritaire du gouvernement Abhisit et plus spécifiquement des militaires. À la fin de la pandémie, une importante figure anti-Thaksin, Prayuth Chan-ocha, se retrouve à la tête d'une armée dont l'emprise sur le gouvernement, l'économie et la société était en croissance. De plus, comme le mentionnent Waitookiat et Chambers (2017), la révision constitutionnelle de 2007 donna naissance à une clause permettant l'allocation monétaire nécessaire (non spécifiée) à l'armée pour garantir la sécurité nationale. En 2009, un programme de 10 ans est également adopté par le ministre de la Défense Prawit Wongsuwan pour assurer une hausse fixe des allocations de revenus de l'armée (voir figure 3.1). Conséquemment, entre 2007 et 2011 l'augmentation des revenus de l'armée a été garantie par ce programme, faisant bondir le budget de défense de l'armée de 3,3 milliards de dollars US en 2007 à 5,6 milliards de dollars US en 2011 (Waitookiat et Chambers 2017, 54).



**Figure 2.1:** Thai military expenditure (1979–2016) (in US\$ millions)

Source : (Waitookiat et Chambers 2017, 54)

Figure 3.1 — Expansion du budget militaire entre 1979 et 2016 (en millions de dollars américains)

\*\*\*

À la lumière de ces réflexions, le lien entre la sécuritisation de la pandémie H1N1 et la consolidation autoritaire du gouvernement et de l'armée s'avère faible. Les années 2009 et 2010 constituent un moment important dans l'évolution des relations civiles-militaires et de l'autoritarisme au pays. Ces années représentent sur le plan politique une continuité des efforts de la part des forces conservatrices et royalistes du pays pour demeurer au pouvoir. Sur le plan des pouvoirs infrastructuraux, la révision constitutionnelle de 2007 favorisant l'armée, l'augmentation du rôle de cette dernière comme organisation de sécurité et son influence sur les organisations civiles, y compris le gouvernement, ainsi que la censure médiatique du gouvernement sont des signes que la consolidation autoritaire se serait éventuellement produite en l'absence de la pandémie. Sur le plan des relations État-société, le gouvernement a instrumentalisé la crise politique pour renforcer son contrôle sur la dissidence, notamment en utilisant allégrement la loi contre la lèse-majesté pour maîtriser le mouvement des Chemises rouges. En ce qui concerne la culture politique, les années 2009 et 2010 sont marquées par l'imposition d'un gouvernement non élu. Bien qu'un signe important de consolidation autoritaire, ce fait reflète également l'essence du concept de « démocratie à la thaïe ». Le haut niveau de polarisation observable en société illustre quant à lui l'idée que la société est hautement divisée au sujet de la légitimité du gouvernement Abhisit et des interventions militaires. En effet :

*That the Thai ruling elite, the military and the fascist PAD yellow shirts, together with the Democrat Party, should support the murder of pro-democracy protestors, and the destruction of democracy, is not surprising. What should surprise and worry us is that almost the entire Thai NGO movement and almost the entirety of Thai academia have kept silent, or worse, supported this destruction of free speech and democracy (Ungpakorn 2009, 88).*

D'un côté, le coup d'État de 2006 a permis à de nombreux officiers militaires d'obtenir des postes au sein d'agences étatiques alors que de l'autre, la volatilité du système de partis constitua

une opportunité pour les militaires de prendre les commandes (Kocak et Kode 2014, 93). Ainsi, le prolongement dans le temps de la division idéologique née avec l'ère Thaksin et la crise politique qui en a découlé a fourni aux militaires une opportunité pour paralyser l'appareil démocratique au nom de la stabilité sociale et pour que les acteurs du *monarchy network* invoquent leur légitimité et imposent leur pouvoir au gouvernement. Enfin, bien que la pandémie de H1N1 ait été une menace de santé importante pour la société thaïlandaise, cette dernière n'a pas constitué une opportunité significative de consolidation de pouvoir pour les militaires et le gouvernement Abhisit. Tout observateur attentif s'intéressant aux principaux mécanismes de consolidation autoritaire durant la période 2009-2010 doit reconnaître que plusieurs fenêtres d'opportunités se sont ouvertes pour les acteurs en place avant, pendant et surtout indépendamment de la pandémie.

## **Chapitre 4 – L’ère Prayuth : la Covid-19 et la consolidation autoritaire**

Au chapitre précédent, nous avons suggéré que les impacts de la sécuritisation d’une pandémie sur le niveau de consolidation autoritaire d’acteurs politiques en place varient en fonction du contexte politique dans lequel cette dernière s’insère. Ici, nous avançons la thèse que si une pandémie se produit dans un moment de régression démocratique et de reconfiguration des structures de pouvoir par des acteurs autoritaires, comme c’est le cas avec l’occurrence de la Covid-19, la sécuritisation d’une pandémie peut contribuer à des formes de consolidation autoritaire.

La pandémie de la Covid-19 coïncide avec une importante reconfiguration des relations civiles-militaires en Thaïlande. Il est ici proposé que cette reconfiguration est le point de départ d’un nouvel ordre politique autoritaire au haut potentiel d’institutionnalisation. Plus précisément, la pandémie de la Covid-19 s’est déroulée à un moment de haute consolidation autoritaire pour le régime Prayuth et a contribué à son renforcement pendant la crise sanitaire. En ce sens, si la pandémie n’est pas la seule cause de la consolidation autoritaire du régime Prayuth, cette dernière a avantagé le régime dans sa lutte contre la dissidence politique et a permis de justifier de nombreuses mesures autoritaires au pays.

### **4.1 Covid-19 en Asie**

#### **4.1.1 Origines**

Le premier épicode du nouveau coronavirus (SARS-CoV2) a été localisé en Chine. Le 31 décembre 2019, 27 cas d’une pneumonie à l’étiologie inconnue ont été rapportés dans la province du Hubei, plus précisément à Wuhan, l’une des villes les plus peuplées de Chine avec une

population avoisinant les 11 millions d'habitants (Fauzi et Paiman 2020). Quelques semaines plus tard, plus de 200 pays étaient touchés par le virus. Le 30 janvier 2020, l'OMS déclarait alors un *Public health emergency of international concern*, soit le plus haut niveau d'alarme au sein des RIS (WHO 2020a).

Le SARS-CoV2 a dépassé de loin les impacts des coronavirus antérieurs sur les humains et a profondément affecté les repères sociaux et économiques à l'échelle mondiale (Ramraj et Little 2021, 5). Il s'agit du septième coronavirus connu. Parmi ceux impliquant les symptômes les plus sévères à ce jour se trouvent le SRAS, le Syndrome respiratoire du Moyen-Orient (SRMO) et le SARS-CoV-2 (Andersen et al. 2020). Le virus de la Covid-19 se transmet par voies respiratoires et principalement par le biais d'inhalation de gouttelettes et d'aérosols, ce qui joue sur son taux de transmissibilité et de reproduction (Ciotti et al. 2020). On continue de s'interroger sur l'origine du virus, mais sa nature de zoonose fait consensus<sup>7</sup>.

Il n'y a par ailleurs pas de doute que les conséquences de la pandémie ont été différentes en fonction des approches adoptées à son encontre par les États concernés, oscillant entre des stratégies d'atténuation, d'élimination (0 Covid) ou de laisser-faire (construction d'une immunité de groupe naturelle). Malgré les succès et les échecs des États liés à la gestion de cette crise sanitaire, il est indéniable que la pandémie de la Covid-19 est la plus grande crise de santé publique depuis plus d'un siècle (Liu et Geva-May 2021). Au moment d'écrire ces lignes (août 2021), plus de 203 millions de cas d'infections et 4,3 millions de décès ont été répertoriés dans le monde et 4,4 milliards de doses de vaccin administrées (CRC 2021).

---

<sup>7</sup> Il est fort possible que des chauves-souris aient été hôtes de ce coronavirus. Des pangolins importés de Malaisie dans le Guandong et porteurs du virus ont également pu jouer un rôle dans la transmission de ce dernier chez l'humain (Andersen et al. 2020).

### 4.1.2 Approche régionale

Tel que nous l'avons vu précédemment, à partir de 2003, l'ASEAN a mis en place un important réseau de coopération de surveillance épidémiologique dans la région. Les mécanismes de sécurité de santé régionale visaient entre autres des réponses axées sur la collaboration pour prévenir les pandémies (voir Tableau 4.1) (Djalante et al. 2020). Cependant, l'ampleur de la pandémie et la menace qu'elle constitue non seulement pour la santé humaine, mais aussi pour la stabilité politique et économique des États ont représenté un test important pour la solidité de cette collaboration. Même si le cas de la Covid-19 en Asie du Sud-Est démontre que le virus a été hautement et rapidement sécuritisé par les gouvernements (du moins jusqu'à la 4<sup>e</sup> vague et l'arrivée du variant delta au printemps-été 2021) et que les pays de la région ont parfois adopté une série de politiques unilatérales et non coordonnées pour contrôler les éclosions, causant occasionnellement de la peur, de la panique et des injustices sociales et économiques dans plusieurs pays (Kliem 2021).

Mangku (2021) souligne néanmoins, qu'il existe environ 27 mécanismes développés par l'ASEAN dans le secteur de la santé pour faire face à la Covid-19. Ceux-ci incluent entre autres le *ASEAN Plus Three Pharmaceutical Industries Network*, le *ASEAN Plus Three Task Force on Pandemic*, le développement de capacités de traçage de contacts transfrontaliers ainsi qu'un protocole d'enquête rapide sur les éclosions dans la région. Par ailleurs, la collaboration entre les pays de l'ASEAN pour lutter contre cette pandémie d'envergure ne se limite pas au seul secteur de la santé. D'importants mécanismes de collaboration ont également été mis en place pour stimuler les économies, réguler les politiques fiscales et monétaires, stabiliser le secteur commercial et reconstruire celui du tourisme (Mangku 2021).

ASEAN Health Cooperation on Epidemic Preparedness: 2003–2020.

Timeline	Forms of cooperation
2003–2009 SARS and H1N1	<ul style="list-style-type: none"> <li>● ASEAN + 3 Emerging Infectious Diseases (EID) Programme (2004–2008)</li> <li>● ASEAN Highly Pathogenic Avian Influenza (HPAI) Task Force</li> <li>● ASEAN Cooperation on Animal Health</li> <li>● ASEAN Work Programme on HIV/ AIDS III (2006–2010)</li> <li>● ASEAN-Japan Project for Stockpile of Antivirals and PPE against Potential Pandemic Influenza (2006–2013)</li> <li>● Regional Framework for Control and Eradication of HPAI (2006–2008)</li> <li>● ASEAN Assessment of National Multi-Sectoral Pandemic Preparedness and Response (2007–2010)</li> <li>● Regional Strategy for Progressive Eradication of HPAI (2008–2010)</li> <li>● ASEAN + 3 Partnership Laboratories (APL)</li> <li>● MOU between ASEAN Secretariat and WHO</li> </ul>
2010–2019 Broader health risks	<ul style="list-style-type: none"> <li>● One ASEAN One Response Framework in ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER)</li> <li>● Disaster Safety of Health Facilities in the AADMER Work Programme (2010–2015)</li> <li>● ASEAN + 3 Field Epidemiology Training Network (FETN)</li> <li>● ASEAN Risk Communication Resource Centre</li> <li>● ASEAN Emergency Operations Centre (EOC) Network for public health emergencies</li> <li>● ASEAN Coordinating Council Working Group (ACCWG) on Public Health Emergencies</li> <li>● ASEAN Plus Three Field Epidemiology Training Network (ASEAN + 3 FETN)</li> <li>● ASEAN Risk Assessment and Risk Communication Centre (ARARC)</li> <li>● Public health laboratories network under the ASEAN Health Cluster 2 on Responding to All Hazards and Emerging Threats</li> <li>● Regional Public Health Laboratories Network (RPHL) through the Global Health Security Agenda platform</li> </ul>
2020 onwards	<ul style="list-style-type: none"> <li>● ASEAN Plus Three Senior Officials Meeting for Health Development (APT SOMHD) Mechanism Responding to COVID-19</li> <li>● ASEAN Health Ministers and ASEAN Plus Three Health Ministers in Enhancing Cooperation on COVID-19</li> <li>● ASEAN BioDiaspora Virtual Centre (ABVC) for Big Data Analytics and Visualization</li> </ul>

Source : (Djalante et al. 2020)

Tableau 4.1 — Liste des efforts de coopération régionale pour la préparation aux pandémies entre 2003 et 2020

Ceci étant dit, bien que l’ASEAN ait grandement contribué au processus de sécuritisation de la pandémie en tenant plusieurs rencontres officielles avec des partenaires extérieurs comme la Chine, les États-Unis et l’Union européenne (UE), peu d’actions collectives ont été entreprises (CSIS 2021). Sur le plan diplomatique, la crise a grandement nui à la centralité de l’ASEAN dans la région en raison de l’annulation de nombreuses rencontres officielles (CSIS 2021). En conséquence, malgré les mécanismes régionaux mis en place, la diversité des réponses étatiques à

partir de février 2020 a laissé place à des bilans épidémiologiques contrastés d'un pays à l'autre (Ramraj et Little 2021, 14). Ainsi, même si l'ASEAN avait mis en œuvre certaines mesures collectives pour faire face à la pandémie, ce sont les mesures ayant été appliquées sur le plan national par les États eux-mêmes, notamment en ayant pour but de répondre à leurs intérêts et de protéger leur sécurité politique et économique, qui ont été les plus importantes (Arnakim et Kibtiah 2021). Ainsi, au cours des six premiers mois de la pandémie, au-delà des différentes mesures prises par l'ASEAN pour anticiper et freiner la progression du virus dans la région, les stratégies des pays membres de l'ASEAN ont oscillé entre au moins trois différentes approches : le confinement national, le confinement local et le dépistage rapide accompagné de pratiques de distanciation sociale (Arnakim et Kibtiah 2021). Les Philippines et la Malaisie ont eu recours à des confinements nationaux, Singapour et la Thaïlande ont eu recours à des confinements locaux alors que d'autres pays comme le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie ont choisi différentes restrictions accompagnées de dépistages rapides et de mesures de distanciation sociale (Arnakim et Kibtiah 2021).

Parallèlement, plusieurs États de la région ont eu recours à une approche militarisée pour faire face à la situation alors que plusieurs gouvernements ont utilisé des décrets d'urgence pour neutraliser les voix dissidentes et critiques face à la gestion de la pandémie ou du régime en place (Baysa-Barredo 2020). C'est le cas de la Thaïlande.

## **4.2 Un nouvel ordre politique ?**

Le 22 mai 2014, une étape importante pour l'évolution des relations civiles-militaires a été franchie en Thaïlande. Le conflit persistant entre Chemises rouges et jaunes avec lequel le pays était aux prises depuis le coup d'État de 2006 laissait présager l'improbabilité d'une réconciliation idéologique imminente entre les deux camps. La victoire de Yingluck Shinawatra aux élections

nationales de 2011, les élections éclair sabotées en décembre 2013 et le coup d'État de 2014 orchestré par les militaires constituent des événements politiques d'importance majeure pour l'histoire des relations civiles-militaires en Thaïlande.

Au cours de l'année 2013, les conflits armés entre les supporters des Chemises rouges et jaunes ont mené à un climat de guerre civile dans la capitale du pays alors que des fusillades et des attaques à la grenade y prenaient place. C'est dans ce contexte que le 20 mai 2014 la loi martiale a été déclarée par le chef de l'armée Prayuth Chan-ocha sur l'ensemble du territoire. Le 22 mai, Prayuth a convoqué les représentants des deux camps pour une séance de médiation. Face à l'échec de cette rencontre, le chef de l'armée a ordonné la détention des représentants de chaque groupe et a orchestré un coup d'État sous le nom du *National Council for Peace and Order* (NCPO).

Comme le souligne Prasirtsuk (2015), le coup de 2014 a eu plusieurs conséquences directes sur la société et la scène politique thaïlandaises. Dans un premier temps, la campagne du « retour au bonheur » initiée le lendemain coïncida avec une campagne contre le trafic de drogue, les jeux illégaux et les pratiques de déforestation qui valut une certaine popularité à Prayuth, notamment en raison de ses nombreuses apparitions télévisées au cours desquelles son plan de retour à la démocratie et de réformes était expliqué au public. Ensuite, le coup mena à un retour indéniable de la stabilité sociale et politique alors que les élections à toutes les échelles ont été suspendues. Finalement, au cours des premiers mois suivants le coup, le NCPO adopta une constitution temporaire, remplaça les membres du gouvernement et annonça une série de réformes gravitant autour des objectifs de protection de la nation, des religions et de la monarchie (Prasirtsuk 2015, 203). En ce sens, le coup d'État de 2014 s'est distingué du coup de 2006 d'au moins quatre manières : les militaires ont conservé un contrôle ferme sur le pouvoir plutôt que de le transférer à un gouvernement civil, ils ont conservé une distance de la monarchie en évitant les entretiens avec

le roi, leur niveau de préparation était fort supérieur à celui de 2006 et finalement, il y avait une réelle volonté de réformes dans les secteurs de la politique, de l'éducation, de l'énergie et dans la lutte contre les activités illicites (Prasirtsuk 2015, 205).

L'arrivée au pouvoir de la junte militaire a également été accompagnée de nombreuses démarches de consolidation de pouvoir. Dans un premier temps, le nouveau régime de Prayuth s'est organisé autour de cinq organes politiques contrôlant la structure de pouvoir au pays : le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO), le cabinet, l'Assemblée législative nationale, le Conseil de réforme national (NRC) ainsi que le Comité de rédaction de la constitution (Kongkirati et Kanchoochat 2018, 284). En ce sens, il apparaît peu surprenant qu'en comparaison avec le coup de 2006, les effectifs militaires au sein de l'Assemblée législative nationale en 2014 ont atteint les 58 % (contrairement à 26 % en 2006) alors que le reste des membres était composé de policiers (5 %), de bureaucrates (26 %), de gens d'affaires (8 %) dont plusieurs illustraient des cas de népotisme flagrants et autres (3 %) (Kongkirati et Kanchoochat 2018, 285). Laungaramsri (2016) avance qu'après le coup de 2014, un important virage vers la censure, la surveillance et la suppression du cyberspace a démontré que les infrastructures web ont été des objets de sécuritisation, de militarisation et de politisation. Ainsi, l'état d'exception engendré par le coup d'État a pu être maintenu à travers la surveillance de masse, la surveillance citoyenne et une normalisation de la surveillance (Laungaramsri 2016). Parallèlement, la junte militaire a entrepris une démarche de réforme idéologique connue sous le nom de « valeurs nationales centrales » pour rendre les forces de sécurité au pays plus efficaces et légitimes, un principe idéologique sous lequel les valeurs d'honnêteté, de sacrifice et de discipline étaient promues (Chambers 2015). Peu après le coup, Prayuth a annoncé que le contrôle de la police royale thaïe était une priorité, un objectif qui a été articulé à travers trois stratégies distinctes : assurer le contrôle de l'armée sur la police,

créer des lois pour la contrôler, et lui offrir du financement et une place dans les opérations de sécurité (Chambers 2020, 108).

Au-delà des pouvoirs politiques acquis par la junte dans la période d'après-coup, il importe également de souligner la consolidation apparente de son emprise économique. Comme le démontrent Waitookiat et Chambers (2017), le coup de 2014 a fortement contribué à la puissance de l'économie politique de l'armée thaïe. En effet, les éléments formels du capital économique militaire étaient liés au budget de défense, à des sinécures, aux terres et à la possession d'entreprises. Sur le plan informel, il est possible d'observer que des acteurs du milieu de la sécurité ont été impliqués dans des activités illicites liées à l'exploitation minière, le trafic de personne et à de la corruption (Waitookiat et Chambers 2017, 83). Enfin, à la suite du coup d'État, de nombreux conflits d'intérêts ont pu être observés lors de partenariats entre le gouvernement et des compagnies. Certaines d'entre elles ayant supporté financièrement le régime anti-Thaksin entre 2013 et 2014, incluant le *Thai Beverage Group*, *Mitr Phol Group*, *Charoen Pokphand*, *Central Group*, *Siam Cement Group* et le *PTT Public Co. Ltd*, siégeaient sur des comités de partenariats publics-privés (Waitookiat et Chambers 2017, 83).

Ce rôle joué par la junte militaire marque ainsi un important tournant pour les relations civiles-militaires. Dans le pays, non seulement les militaires contrôlaient à partir de ce moment la quasi-majorité des processus décisionnels liés aux politiques publiques, et ce, indépendamment d'un gouvernement civil, mais ce nouveau rôle affichait des signes de durabilité (Heiduk 2015, 19). Ce sont des stratégies de cooptation et de dépolitisation de la société qui ont initialement facilité le contrôle de l'administration Prayuth sur les mouvements politiques de rue, de la société civile et des éventuels soulèvements populaires (Kongkirati et Kanchoochat 2018, 288). Toutefois,

il importe de souligner l'évidente anxiété du « gouvernement » face à cette période de transition.

En effet, comme Ferrara le mentionne :

*More than a sign of confidence and strength, the repressive measures through which General Prayuth Chan-ocha's National Council for Peace and Order (NCPO) has sought to deny any oxygen to the faintest flame of resistance [...] reflect an awareness that the situation could rapidly spiral out of its control, given the diminished effectiveness of the usual rationalizations that has resulted from the breakdown of the cultural hegemony that had once allowed royalists to minimize their recourse to legal and physical coercion (Ferrara 2015, 365).*

En octobre 2016, le décès du roi Bhumibol, au pouvoir depuis 1946, déclencha une longue période de deuil national. Après dix mois de commémorations, les promesses de la junte se sont non seulement avérées inachevées, mais la nouvelle constitution du 6 avril 2017 (la vingtième depuis 1932) n'a pas tenu compte des tensions politiques subsistant au sein des différentes couches de la société (McCargo 2018, 181). Cette nouvelle constitution a plutôt été créée avec soin pour que les acteurs non élus, dirigés par les vieux oligarques du pays, maintiennent leur contrôle sur les gouvernements élus (Satitniramai 2020, 199). En d'autres mots, le but de cette constitution était de consolider le pouvoir des institutions non élues en imposant des règles strictes et déterminées préalablement pour les futurs gouvernements élus (Ferrara 2020, 81). Le nouveau roi Vajiralongkorn (Rama X), ayant un grand intérêt pour les politiques du gouvernement et les affaires législatives pouvant avoir un impact sur les privilèges de la monarchie, ratifia la constitution après quelques modifications mineures (McCargo 2018, 186). À la suite d'une visite du président américain Donald Trump en octobre 2017, Prayuth annonça que des élections seraient tenues en novembre 2018, avant d'être reportées en février puis à nouveau en mars 2019.

Dans ce contexte, plusieurs restrictions sur l'activité politique furent levées après quatre années de loi martiale et plusieurs partis politiques se sont inscrits pour entrer dans la course électorale. Toutefois, comme le mentionne Mérieau (2019) cette tendance n'allait certainement pas

mener à un retour de la démocratie alors que la tenue d'élections après une prise de pouvoir militaire est une pratique récurrente dans l'histoire du pays appelée *vicious cycle of Thai politics* (*wongchon ubat*). L'auteure souligne que cette apparente libéralisation politique promise est en fait le reflet d'un autoritarisme croissant et de plus en plus sophistiqué, faisant de l'année 2018 un moment clé pour la consolidation des structures supportant les militaires sous une commande royale (Mérieau 2019, 328). Sans surprise, les élections en mars 2019 :

*were hijacked by the ruling military junta, which manipulated polls to secure a mandate for continuing rule. The result is a hybrid mode of governance in which a clique of retired generals holds de facto power, operating in conjunction with a politically subordinated parliament* (McCargo et Alexander 2019, 91).

En juillet 2019, le roi endossa le cabinet de Prayuth. Au même moment, plusieurs décrets militaires prenaient fin, mais les soldats protégés par l'article 44<sup>8</sup> pouvaient continuer d'effectuer des arrestations et détentions arbitraires d'une durée de sept jours alors que des activistes pro-démocratie continuaient d'être victimes d'agressions, de meurtres et d'enlèvements (McCargo et Alexander 2019, 105).

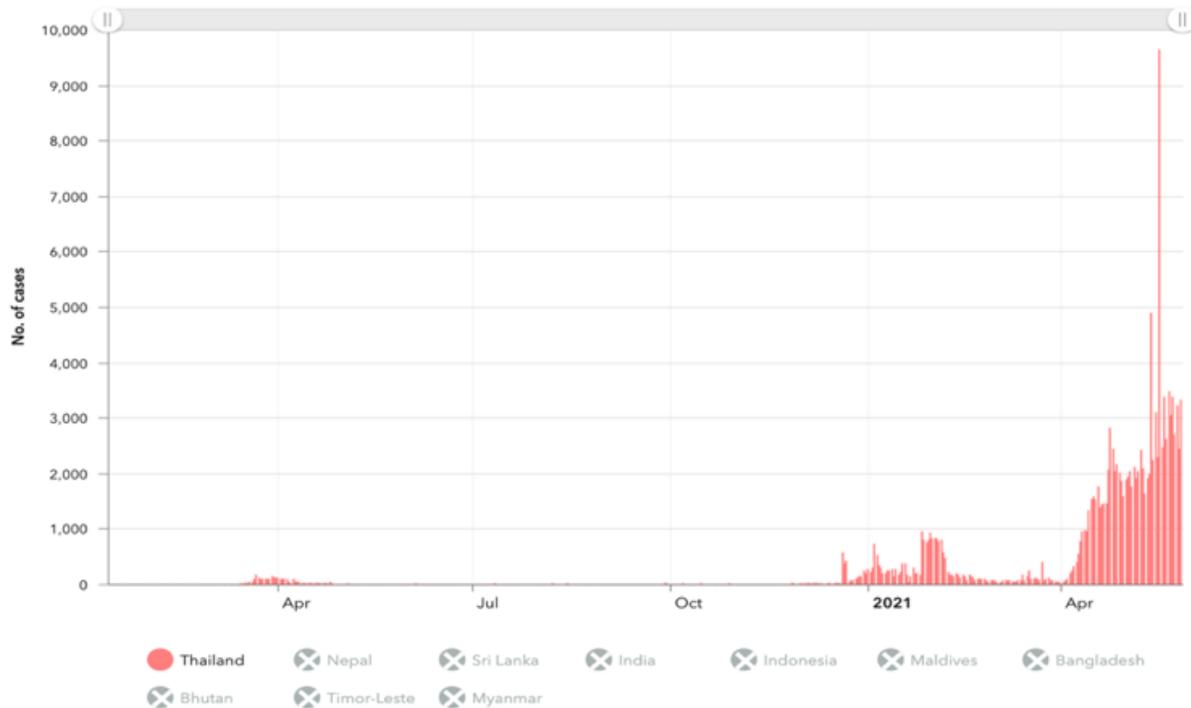
### **4.3 Sécuritisation de la pandémie Covid-19**

Quelques mois plus tard, plus exactement le 13 janvier 2020, la Thaïlande a été le premier pays après la Chine à identifier officiellement un cas de Covid-19. Depuis, trois vagues distinctes ont frappé le pays (voir figure 4.1). La première a débuté le 6 mars 2020, la deuxième à la mi-décembre 2020 et la troisième en avril 2021. En novembre 2020, bien que le faible nombre de cas (3787) et de décès (59) semblaient démontrer un succès au moins partiel des mesures mises en place, la deuxième vague de décembre 2020 qui a débuté avec 6690 cas et 61 morts a servi de

---

<sup>8</sup> L'article 44 de la constitution intérimaire (2014) autorise le gouvernement à ordonner des arrestations et détentions sans obstacles administratifs, législatifs et juridiques. L'article est généralement perçu comme une violation flagrante des droits de la personne.

prétexte au gouvernement pour interdire tout rassemblement politique (Ockey 2021). Le 7 avril 2021, la présence locale du variant « britannique » B.1.1.7 confirmée au pays déclencha la troisième et pire vague d'éclosions au pays.

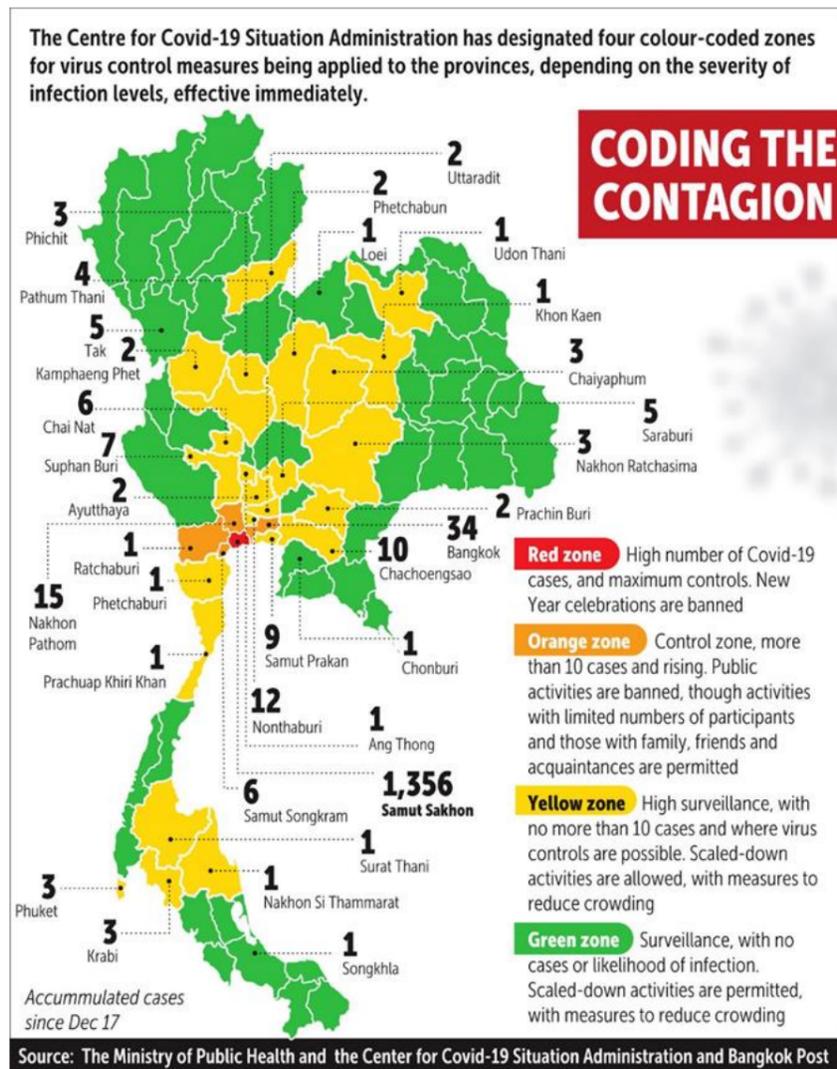


Source : (WHO 2021)

Figure 4.1 — Nombre de cas de Covid-19 en Thaïlande entre avril 2020 et avril 2021

Le 1<sup>er</sup> mars 2020, le ministre de la Santé publique contribua au processus de sécuritisation de la pandémie en décrivant le virus comme une « *dangerous communicable disease* », une définition qui s'insère dans la section 6 du *Communicable Diseases Act* de 2015. Ceci a permis de donner du pouvoir aux gouverneurs provinciaux pour faire appliquer les ordres nécessaires pour contenir la pandémie (Leelapatana et Tangthavorn 2021, 161). Le gouvernement a par la suite déclaré l'état d'urgence, créé un comité d'urgence composé de divers experts (*Center for COVID-19 Situation Administration*) et suivi les normes et pratiques internationales en imposant des confinements et en maintenant l'offre de services essentiels. De plus, il a contrôlé la circulation

aux frontières et s’est appuyé sur son excellent système de santé universel et ses réseaux dans les villages pour mobiliser ses actions (Ockey 2021). Également, le gouvernement thaïlandais, plus précisément le *Center for COVID-19 Situation Administration*, a rapidement créé un système de classification de risques par couleur pour classer les différentes zones du pays et leur contexte épidémiologique. Ce système de couleurs a permis d’identifier les zones à haut risque de transmission du virus et de communiquer au public les types de mesures de santé publique à adopter (voir figure 4.2).



Sources : (Cheepsattayakorn, Cheepsattayakorn, et Siriwanarangsun 2021)

Figure 4.2 — Système de codification des régions en fonction du contexte épidémiologique

Avant le début d'une campagne de vaccination amorcée en février 2021 (Bloomberg 2021), les réponses de l'État ont gravité autour de plusieurs régulations, lois et mécanismes de renforcement social. Cependant, Tangkitvanich (2020) soutient qu'au cours de la phase initiale de la pandémie (janvier — avril 2020), les interventions de l'État n'ont été ni organisées ni centralisées, ce qui causa de la peur et de la confusion au sein de la population. Malgré tout, plusieurs facteurs ont par la suite justifié le succès et le faible taux de contagion du pays au cours de la première vague — notamment la fermeture des frontières, le haut niveau d'alerte de la population, la centralisation de la gestion de la pandémie à travers le *Center for COVID-19 Situation Administration* et les stratégies de déconfinement national graduel (Tangkitvanich 2020). Sur le plan légal, les mesures pour contenir la propagation du virus telles que les confinements, la fermeture de lieux publics, les restrictions de voyages, la disposition de lieux de quarantaine, le port du masque en public et les ordres de rester à la maison pour les aînés et enfants ont toutes été renforcées par des peines d'infraction allant d'amendes simples à des peines d'emprisonnements de durées variées (Leelapatana et Tangthavorn, 164).

La Thaïlande continue de recevoir la reconnaissance internationale pour sa gestion des éclosions de Covid-19. Cependant, les impacts sociaux, politiques et économiques importants de son approche contrastent avec cette réalité (Tangkitvanich 2020, 198). Les politiques nationales et la fermeture des entreprises ont causé des pertes d'emploi et un taux record du nombre de chômeurs au pays avec 3 à 5 millions de personnes sans emploi (8 à 13 % de la main-d'œuvre au pays) (Ruengorn et al. 2021). De plus, comme l'avancent Leelapatana et Tangthavorn (2021), les mesures entreprises par l'État face à la pandémie ont parfois été contreproductives et ont eu d'importantes conséquences socio-économiques. Par exemple, selon ces derniers, l'approche autoritaire élicite a miné le support du public pour au moins

trois raisons. Premièrement, les lourdes réglementations thaïes (*fit-to-fly requirement*) ont empêché de nombreux Thaïlandais domiciliés à l'étranger de retourner en Thaïlande, laissant parfois des foules de Thaïlandais en panique dans les ambassades de pays étrangers. Également, les subventions gouvernementales pour supporter les gens en situation de perte d'emploi ont, sans raison apparente, exclu des travailleurs inscrits au programme de sécurité d'emploi tels que chauffeurs de taxi et travailleurs autonomes. Quant aux travailleurs informels, ils ont été catégoriquement exclus. D'ailleurs, Leelapatana et Tangthavorn ne manquent pas de rappeler que ce contexte socio-économique a coïncidé avec le classement de la Thaïlande en tête de liste en termes de statistiques de suicide en Asie du Sud-Est au cours de cette période. Finalement, alors que les mesures de confinement ont fait bondir le taux de pauvreté et le nombre de sans-abris, la police a exercé une forte répression sur les contrevenants, y compris des philanthropes soutenant les gens en situation de besoin. Toutefois, la police dissimula des scandales liés à l'implication de certains politiciens dans la violation des règles sanitaires et à leur implication dans des opérations illégales de stockage de masques (Leelapatana et Tangthavorn 2021, 170). Ainsi, l'approche du gouvernement thaïlandais peut être décrite comme suit :

*The Prayuth government's authoritarian-oriented response to Covid-19 [...] rested upon the fusion between two political ideologies: paternalism and nationalism. According to the perspective of "paternalistic nationalism," the Thai polity is portrayed as a stratified society just as a patriarchal family, in which the ruler plays the role of a benevolent father who leads the people qua his children in the right direction. Accordingly, individual rights and liberties must give way to the security of the nation, while non-conformists are stigmatized as public enemies and are supposed to be suppressed (Leelapatana et Tangthavorn 2021, 172).*

Notre analyse démontre que le cas de la Thaïlande affiche plusieurs éléments de sécuritisation, notamment manifestés à travers l'approche militaire du pays pour contrôler la

propagation du virus (Baysa-Barredo 2020). La pandémie de Covid-19 a-t-elle dès lors permis au régime militaire de Prayuth de consolider son pouvoir ?

## **4.4 Sécuritisation et consolidation autoritaire**

### **4.4.1 Le coup de 2014 et le préambule autoritaire**

Tel que nous l'avons vu précédemment, le contexte politique thaïlandais avant la pandémie peut être considéré comme un moment de reconfiguration des relations civiles-militaires au pays. La persistance du conflit politique entre Chemises rouges et jaunes depuis l'ère Thaksin (2001) jusqu'à la fin du gouvernement de Yingluck (2013) a permis l'émergence d'un discours *anti-establishment* au sein de la population. La lutte entre les forces dites libérales, en faveur d'un système de démocratie représentative, et conservatrices, en faveur d'un système de démocratie tutélaire (à la thaïe), en est venue à une situation d'impasse politique. Depuis les vingt dernières années, la scène politique thaïlandaise peut être décrite comme une interminable partie de bras de fer entre ces forces politiques. Cependant, pour plusieurs raisons, le coup d'État de 2014 initié par la junte militaire et causant un retour à « l'ordre social et politique » et la réorganisation des structures de pouvoir au pays peut être considéré comme un moment critique (*critical juncture*) dans l'histoire politique du pays.

Dans un premier temps, le contexte politique de la Thaïlande entre 2014 et 2019 affichait de nombreux indicateurs de consolidation du pouvoir de la junte militaire qui se sont prolongés jusque dans la période de la pandémie. Sur le plan des pouvoirs infrastructurels, une consolidation évidente du pouvoir de l'armée peut être observée au cours des années précédant la pandémie (2014-2019). En effet, tel que mentionné précédemment, les traits distinctifs du coup de 2014 en comparaison avec le coup de 2006 tels que l'absence de transfert de pouvoir à au gouvernement civil, le niveau d'organisation des militaires et les nombreuses réformes entreprises au sein de

divers secteurs de la société démontrent la volonté de Prayuth de poser les bases d'un régime durable. Après 2014, le nouveau régime de Prayuth a également renforcé son contrôle sur le NCPO, la *National Legislative Assembly*, le *National Reform Council* et le *Constitution Drafting Committee* et rehaussé considérablement les effectifs militaires au sein de ces organes politiques. Similairement, une des priorités du régime Prayuth a été le contrôle sur la police royale. Sans surprise, l'arrivée au pouvoir de la junte a aussi été associée à une hausse significative d'un contrôle sur les infrastructures du cyberspace, une institutionnalisation des mécanismes de surveillance et une normalisation de cette dernière au sein de la société. Sur le plan économique, le contexte politique pré-pandémie est également associé à une période importante du développement du pouvoir économique et politique de l'armée, autant sur le plan formel qu'informel. Finalement, une des plus importantes stratégies ayant eu comme impact d'institutionnaliser le pouvoir de l'armée a été la nouvelle constitution de 2017 qui assura le contrôle des élites sur les gouvernements élus et institutions démocratiques, et octroya un avantage considérable au parti pro-junte lors des élections de 2019. Comme le mentionne Somsak Thepsuthin, le leader du *Palang Pracharat*, lors d'une rencontre avec des membres de son parti en 2018 : « *This constitution was designed for us* » (cité dans McCargo et Alexander 2019, 93).

Les stratégies de dépolitisation et de cooptation de la société employées par le régime ont certainement constitué un point tournant dans les relations État-société en Thaïlande. Dans un premier temps, il importe de mentionner que la victoire aux élections du parti pro-militaire *Palang Pracharat* en 2019 (voir Tableau 4.2), laissant derrière les *Pheu Thai Party*, le *Democrat Party* et le *Future Forward Party*, démontre que les politiques populistes de la junte militaire ont réussi à recueillir le support d'une partie de la population. Ce support s'explique dans un premier temps par les promesses politiques au sujet de l'augmentation du salaire minimum et d'un salaire de base de

20 000 bahts par mois pour les nouveaux détenteurs d'un baccalauréat, et ensuite par une certaine crainte chez la population face à un retour possible à la crise politique d'avant 2014 (McCargo et Alexander 2019).

**TABLE 1**  
**Thailand 2019 General Election Results**

Party	Popular vote		Constituency	Seats	
	Count	%		Party list	Total
Palang Pracharat Party	8,441,274	23.74	97	19	116
Pheu Thai Party	7,881,006	22.16	136	0	136
Future Forward Party	6,330,617	17.80	31	50	81
Democrat Party	3,959,358	11.13	33	20	53
Bhumjaithai Party	3,734,459	10.50	39	12	51
Thai Liberal Party	824,284	2.32	0	10	10
Chartthaipattana Party	783,689	2.20	6	4	10
New Economics Party	486,273	1.37	0	6	6
Prachachart Party	481,490	1.35	6	1	7
Puea Chat Party	421,412	1.19	0	5	5
Action Coalition for Thailand	415,585	1.17	1	4	5
Chart Pattana Party	244,770	0.69	1	2	3
Thai Local Power Party	214,189	0.60	0	3	3
Thai Forest Conservation Party	134,816	0.38	0	2	2
Thai People Power Party	80,186	0.23	0	1	1
Thai Nation Power Party	73,421	0.21	0	1	1
People Progressive Party	69,431	0.19	0	1	1
Palang Thai Rak Thai Party	60,434	0.17	0	1	1
Thai Civilized Party	60,354	0.17	0	1	1
Thai Teachers for People Party	56,633	0.16	0	1	1
Prachaniyom Party	56,264	0.16	0	1	1
Thai People Justice Party	48,037	0.14	0	1	1
People Reform Party	45,420	0.13	0	1	1
Thai Citizens Power Party	44,961	0.13	0	1	1
New Democracy Party	39,260	0.11	0	1	1
New Palangdharma Party	35,099	0.10	0	1	1

Source : (McCargo et Alexander 2019)

Tableau 4.2 — Résultats des élections générales thaïlandaises de 2019 (liste des partis)

Le coup d'État de 2014, orchestré au nom d'un ordre et d'une sécurité sociale compromise par la persistance du conflit entre Chemises rouges et jaunes, a précédé une série de mesures hautement répressives contre les dissidents (McCargo et Alexander 2019, 92). Cet argument est appuyé par le fait que du côté des mouvements civils pro-démocratie et des minorités ethniques, le régime Prayuth a rapidement adopté une approche de main de fer. En effet, Sopranzetti (2017) rappelle que l'arrivée au pouvoir de Prayuth a été accompagnée d'une série de mesures répressives contre les migrants illégaux, incluant des refus d'entrée aux musulmans cherchant un refuge en Thaïlande en raison des persécutions ethniques subies au Myanmar, la déportation voire

l'assassinat de travailleurs cambodgiens et un contrôle accru des visas. Similairement, les chauffeurs de taxis et vendeurs de rue ont directement subi les effets de cette répression alors que les manifestants antigouvernementaux et l'opposition politique ont commencé à être surveillés, contrôlés et réduits au silence (Sopranzetti 2017). Sur le plan de la culture politique, il est possible d'affirmer qu'à partir de 2014, un nouvel ordre aux tendances fortement autoritaires était en voie d'institutionnalisation. La nouvelle constitution de 2017 a garanti un contrôle par les élites sur les futurs gouvernements élus et cette réforme, combinée à la personnalisation du pouvoir sous Prayuth, démontre une volonté claire de la part des élites conservatrices de réaffirmer la primauté du concept de démocratie à la thaïe au pays, une démocratie faiblement consolidée et sous tutelle.

#### **4.4.2 Covid-19 et contexte politique**

Comme l'avance Lertchoosakul (2020), il y avait des raisons de croire que le gouvernement Prayuth avait peu de chance de consolider son pouvoir après les élections de 2019. Après tout, ce dernier ne dirigerait plus en tant que chef de l'armée. De même, son nouveau statut de premier ministre pouvait affecter négativement son niveau d'influence sur les forces armées et finalement un taux de factionnalisme au sein de l'armée était observable. Toutefois, force est de constater que son emprise sur l'opposition et sa coalition n'a démontré aucun signe de faiblesse en 2019 (Lertchoosakul 2020). Le contexte politique dans lequel la pandémie de la Covid-19 a fait son entrée était caractérisé par un taux croissant de consolidation autoritaire. Sur le plan des droits de la personne, des meurtres lors d'arrestations par les forces de l'ordre, la disparition de trois dissidents politiques, des cas de tortures de prisonniers, des détentions arbitraires et, entre autres, la privation d'audiences juridiques publiques et équitables ont été rapportés au cours de l'année 2019 (USDOS 2019). Parallèlement, avec la montée de ces tendances autoritaires, le rétrécissement de l'espace civil a contribué à l'émergence de nouveaux modes d'action civile,

incluant des manifestations non violentes, le recours aux médias sociaux et du réseautage entre différents acteurs dans le but de renforcer la mobilisation de masse (Pobsuk 2019).

#### **4.4.3 Sécuritisation de la Covid-19 et opportunités politiques**

Il faut souligner que même si des tendances autoritaires préexistaient en Thaïlande, la crise a créé une fenêtre d'opportunité pour les acteurs en place de renforcer leur pouvoir (Corpuz 2021). À partir de novembre 2019, une campagne sur les réseaux sociaux nommée « *Free Youth* » a déclenché une des plus grandes vagues de manifestations anti-gouvernement de l'histoire contemporaine du pays (Sinpeng 2021). Le *Free Youth Movement* (FYM), entouré d'alliés a attiré des centaines de milliers de participants entre juillet et décembre 2020 comme le *Free People Group* (FPG) et le *United Front of Thammasat and Demonstration* (UFTD), revendiquait trois choses : de nouvelles élections, une nouvelle constitution et la cessation des actions entreprises par l'État contre ceux qui font usage de leurs droits démocratiques (Sinpeng 2021, 194). Quelques semaines suivant le 44<sup>e</sup> anniversaire des massacres étudiants à l'Université de Thammasat en 1976, l'ampleur croissante du nombre de manifestants sur les campus universitaires du pays et leurs revendications en faveur de la démission de Prayuth et d'un retour à l'ordre démocratique posèrent un défi de taille pour le chef de la junte, un défi qui fut rapidement éclipsé par les efforts pour contenir la pandémie de Covid-19 (Ockey 2021, 117). Toutefois, face à la dissolution du parti d'opposition *Future Forward Party* ordonnée par la Cour constitutionnelle en février 2020 et la disparition de l'activiste politique Wanchalerm Satsaksit, les mouvements de contestation sociale en faveur d'un arrêt du harcèlement envers les manifestants, d'une réforme constitutionnelle et une réforme de la monarchie ont repris du terrain dans le contexte de pandémie (Freedom House 2020).

Au mois de septembre 2020, le premier ministre Prayuth qualifia les manifestants de menace à la santé publique et à l'économie du pays alors même qu'aucun cas de Covid-19 n'avait

été identifié au pays depuis 14 jours. Anusorn Unno, professeur à l'Université de Thammasat, qualifie alors cette stratégie de « *government's last card, the only trick left up its sleeve, to undermine the legitimacy of the protests* » (Thepgumpanat 2020). En effet, avec le temps, il est devenu de plus en plus évident que la pandémie de la Covid-19 était instrumentalisée par le régime Prayuth. Le haut niveau de sécuritisation de la pandémie sur la scène internationale et nationale a offert une importante légitimité au régime en ce qui concerne l'instauration de l'État d'urgence et de mesures exceptionnelles.

En Thaïlande, l'état d'urgence déclaré par le gouvernement en mars 2020 s'est légalement appuyé sur la section 4 du Décret 2005. Ce décret, notamment invoqué en 2008 et 2014 pour faire face aux conflits entre royalistes, pro-juntas et pro-démocratie, vise l'élimination des menaces à l'ordre public, à la souveraineté territoriale, aux libertés individuelles et à la monarchie (Leelapatana et Tangthavorn 2021). Sous ce décret, mal adapté à une menace pandémique, le gouvernement peut entamer des mesures contre les partisans d'idéologies « ennemies » de l'État (Leelapatana et Tangthavorn 2021). Ainsi, l'application de ce décret pour la pandémie a justifié de nombreuses actions entreprises par Prayuth pour faire face à la dissidence telle qu'une limitation des droits fondamentaux comme la liberté d'expression et d'assemblée, des détentions arbitraires d'activistes anti-establishment et pro-démocratie, le contrôle de l'opposition et l'application d'un État d'urgence pour l'ensemble du pays (HRW 2021). Au courant de l'année 2020, en utilisant le Décret 2005 et les lois « *anti-fake news* » du *Computer Crime Act*, le gouvernement a été accusé par des observateurs externes de prolonger l'état d'urgence inutilement et de réduire au silence les critiques en provenance des médias, des travailleurs de la santé et du public (HRW 2020d). Un exemple de cette forme de censure a pu être observé le 23 mars 2020 lorsqu'un artiste thaï de retour au pays en provenance de Barcelone, a été arrêté pour avoir relayé sur les réseaux sociaux l'absence

de mesures de dépistage à son arrivée. Il a été accusé sous la section du *Computer-Related Crime Act* de désinformation pouvant causer la panique et a risqué une peine de cinq ans de prison avant que les charges soient abandonnées en juillet 2020 (HRW 2020c). Dans ce climat sanitaire et politique, de nombreux informateurs journalistes et du secteur de la santé dénonçant les réponses de l'État ont fait face à des menaces de congédiements et de poursuites judiciaires (Amon et Wurth 2020). En septembre 2020, lors d'une tentative de contrôler les médias, le *Ministry of Digital Economy and Society* a demandé à la *Technology Crime Suppression Police* d'entamer des procédures légales contre des fournisseurs de services Facebook, YouTube et Twitter pour que les géants médiatiques prennent des mesures contre des publications jugées illégales par le régime (Bangkok Post 2020). Parallèlement, les stratégies de surveillance du cyberspace mises en place après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Prayuth se sont renforcées pendant la pandémie. Cette dernière a ainsi coïncidé avec un plus haut niveau de contrôle des infrastructures techniques et des agences de régulation de télécommunications. Ceci a permis aux autorités d'arrêter plusieurs utilisateurs alors que des activistes antimonarchie et antigouvernement ont été victimes d'harcèlement, de violences physiques et d'enlèvements (Freedom House 2020).

\*\*\*

En somme, la majorité des mécanismes de consolidation autoritaire observés avant 2020 se sont étendus à la période de la pandémie. Il semble que le haut niveau de sécuritisation de la pandémie ait offert un avantage au régime politique en place. Sur le plan des pouvoirs infrastructurels, le gouvernement Prayuth a démontré une forte cohérence organisationnelle durant la pandémie en contrôlant l'opposition politique, en renforçant son contrôle sur les infrastructures de surveillance digitale et médiatique, en utilisant la section 4 du Décret 2005 pour déclarer l'état d'urgence et légitimer ses mesures répressives contre les dissidents politiques, et en renforçant son

contrôle sur plusieurs institutions gouvernementales. Sur le plan des relations État-société, la tentative du gouvernement de dépolitiser et démobiliser la société est indéniable. Les emprisonnements arbitraires, le prolongement parfois injustifié de l'État d'urgence, la censure médiatique, l'usage de la force envers les voix discordantes et les différentes formes de répression ciblée témoignent de ce fait. Finalement, sur le plan de la culture politique, la Thaïlande se situe dans une phase de changement importante. Aucun indice ne laisse croire que les tensions politiques ayant émergé durant l'ère Thaksin se sont atténuées. Même si les symptômes de ces tensions semblent avoir diminué et que les actes de contestations ont peu en commun avec le contexte politique d'avant 2014, les formes innovantes de résistance populaire et le rôle incontestable des réseaux sociaux dans la formation de nouveaux mouvements sociaux démontrent que le régime n'est pas à l'abri d'une future perte de contrôle. Cependant, cette perte de contrôle n'est pour le moment qu'hypothétique, contrairement au réel succès observable du régime à transformer le système politique du pays. Le faible respect des élites royalistes, conservatrices, militaires et monarchiques pour le concept de la démocratie libérale et la mise de l'avant du concept de « bonne gouvernance » ou de « démocratie à la thaïe » se sont réaffirmés avant et pendant la pandémie. La nouvelle constitution de 2017, la victoire illégitime du *Palang Pracharat* aux élections de 2019, les actes de suppression de l'opposition politique (*Future Forward Party*), la censure médiatique et du cyberspace, ainsi que la répression ciblée des activistes politiques pro-démocratie soulignent une tentative du gouvernement Prayuth de rester au pouvoir. Conséquemment, il est possible d'avancer que la société thaïlandaise traverse une phase de dépolitisation imposée par le haut. Dit simplement, la pandémie semble avoir bénéficié à la consolidation autoritaire du régime Prayuth. En attendant la fin des mesures d'urgence et un retour à la normale au pays, force est de constater que :

*The pandemic's immediate political impact has been salutary for the government. What at first appeared to be a "perfect storm" that would weaken the government has instead allowed it to consolidate its position. The emergency decree and the public health menace posed by the pandemic quashed burgeoning anti-government protests, sparing Prayuth the decision to crack down, which he could not have afforded to put off much longer (Crisis Group 2020).*



## Conclusion

Dans ce mémoire, nous avons tenté d'évaluer et d'expliquer l'impact de la sécuritisation des pandémies sur la consolidation autoritaire du régime politique thaïlandais. Ce faisant, nous avons appliqué et adapté un outil analytique rattaché au champ des relations internationales (sécuritisation) au champ de la politique comparée pour tenter de généraliser notre hypothèse.

Comme nous l'avons observé à travers nos études de cas, les pandémies et la manière dont ces dernières ont été sécuritisées sur le plan international, régional et national n'ont pas nécessairement engendré des formes de consolidation autoritaire. Le contexte politique et économique, ainsi que le degré de dangerosité d'une pandémie sont des variables ayant une grande influence sur les approches de sécuritisation. En ce sens, nos résultats démontrent qu'en temps de pandémie, le type de régime politique et le contexte socio-politique agissent comme des variables causales. Ceux-ci influencent les mécanismes de sécuritisation, leurs objectifs et leurs conséquences politiques et sociales (voir figure 5.1).

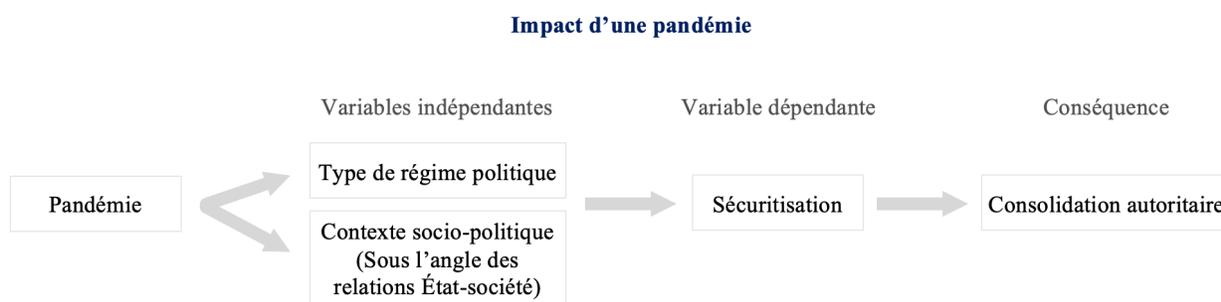


Figure 5.1 — Schéma analytique

Plus précisément, notre hypothèse est que la sécuritisation des pandémies en contexte semi-autoritaire peut servir à renforcer la consolidation autoritaire. Malgré le fait que nos analyses démontrent que notre hypothèse détient un faible potentiel de généralisation, elle demeure valide

dans certains contextes politiques, économiques et sanitaires, comme le démontre l'instrumentalisation de la Covid-19 en Thaïlande.

En effet, les expériences passées en Asie de l'Est et du Sud-Est relevées dans la littérature ont démontré que le lien entre sécuritisation et consolidation autoritaire existe. En contrastant les pandémies H5N1 (2004), H1N1 (2009) et celle de la Covid-19 (2019), et en mettant en relation les mécanismes de gestion étatique avec leur contexte politique respectif, nous avons été en mesure de valider ce lien. Nous avons découvert qu'en contexte de régime semi-autoritaire, tel qu'en Thaïlande, le contexte politique et social exerce une grande influence sur les actes de sécuritisation et leurs conséquences politiques et sociales, ainsi que sur le degré de consolidation autoritaire. Pour cette raison, la méthode d'étude de cas comparative a été particulièrement pertinente pour notre recherche. Ce choix méthodologique a permis d'explorer les liens entre les enjeux politiques et de santé publique en Thaïlande. En démontrant qu'il existe une relation potentielle entre la sécuritisation des pandémies et la consolidation autoritaire, cette méthode a également permis de créer un pont théorique entre les études de la sécurité, des régimes hybrides et de la santé publique. À la lumière de cette réflexion, nous soutenons que notre approche peut enrichir l'analyse de la consolidation autoritaire et de la sécuritisation en contexte de pandémie. Notre approche pourrait être testée auprès d'autres cas d'étude en Asie du Sud-Est et possiblement ailleurs dans le monde. Par exemple, des recherches similaires pourraient être conduites auprès de pays de la région traversant une phase de régression démocratique et de recrudescence autoritaire, notamment le Cambodge, le Myanmar et les Philippines. Ainsi, sur le plan conceptuel, ce mémoire offre trois contributions générales : approfondir la littérature portant sur les régimes semi-autoritaires, décentrer la théorie de la sécuritisation de son cadre d'analyse eurocentré et souligner la pertinence d'étudier les interactions entre pandémies, sécuritisation et consolidation autoritaire.

Il est également important de souligner les limites de ce mémoire. Premièrement, l'évolution de la pandémie de la Covid-19 a constitué un obstacle important à la réalisation des enquêtes de terrain. En raison d'un appel au respect des consignes sanitaires à la fois au Canada et à l'étranger, ce mémoire s'est appuyé uniquement sur des sources secondaires. Pour des raisons pratiques, éthiques et organisationnelles liées à la crise sanitaire, nous avons fait le choix d'exclure les entrevues en ligne. La possibilité d'effectuer des entrevues sur le terrain aurait permis d'affiner notre compréhension des pandémies et des contextes politiques étudiés. Deuxièmement, en raison de la barrière linguistique, ce mémoire s'est appuyé essentiellement sur des publications académiques et médiatiques anglophones et francophones. Non seulement la compréhension et l'accès à diverses publications en thaï auraient permis d'enrichir les réflexions avancées dans ce mémoire, mais aussi d'accéder à des données gouvernementales et universitaires pertinentes. De plus, il est important de souligner que la méthode de recherche choisie pour répondre à notre question de recherche est essentiellement qualitative. Ainsi, une approche de méthode mixte impliquant des analyses quantitatives aurait pu enrichir nos résultats. Finalement, les résultats obtenus à la suite de nos analyses soulignent les limites de la généralisation de l'hypothèse proposée, soit que le contexte socio-politique et le type de régime politique influencent grandement les formes de sécuritisation mises en place et que celles-ci peuvent avoir des conséquences sur la consolidation autoritaire des acteurs politiques. La validité de notre hypothèse de recherche, spécialement pour le cas de la Covid-19, soulève la pertinence de poursuivre des analyses comparatives des différentes stratégies de gestion des pandémies au sein de régimes politiques semi-autoritaires.

À des fins de contribution pour des recherches futures, il est utile de noter que les pandémies au sein de nos cas d'études ont agi à titre de variable conjoncturelle (création de nouvelles

opportunités pour le régime politique). Autrement dit, en contexte semi-autoritaire, les pandémies (effet conjoncturel) peuvent fournir un contexte favorable aux acteurs en place et leur offrir des outils de contrôle, une légitimité politique et ultimement des opportunités de consolidation de pouvoir. Malgré les limites du potentiel de généralisation de notre hypothèse, ce mémoire encourage la poursuite d'analyses théoriques et empiriques reliant les études de la sécurité, des régimes hybrides et des relations civiles-militaires pour mieux comprendre les conséquences des pandémies sur la résilience et la consolidation autoritaire.

Aujourd'hui, les relations État-société en Thaïlande continuent d'être volatiles. Malgré l'indéniable processus de consolidation autoritaire des militaires depuis 2014, l'émergence de mouvements sociaux en faveur d'une réforme de la monarchie, de la démission du gouvernement Prayuth et du retour à un processus électoral juste et équitable demeure un défi de taille pour le gouvernement. En 2020, l'ampleur des campagnes de contestation sur les réseaux sociaux et des manifestations à travers le pays a été partiellement interrompue par la pandémie. Ainsi, il est vrai que la pandémie de la Covid-19 a offert un moment de répit pour le gouvernement en place. Toutefois, nos analyses portent à croire que le régime Prayuth sera confronté à court terme à une crise de légitimité. Si la croissante consolidation autoritaire du gouvernement se veut de plus en plus apparente et institutionnalisée, il devient néanmoins de plus en plus difficile d'ignorer les formes innovantes et persistantes de contestations populaires et l'émergence de mouvements sociaux qui revendiquent de nouvelles élections, une réforme constitutionnelle et la liberté d'exercer leurs droits démocratiques. Chose certaine, si la pandémie a initialement bénéficié au gouvernement en lui permettant de contrôler les dissidents politiques, cette dernière a aussi le potentiel d'engendrer une intensification des contestations sociales. Entre les mois d'avril et août 2021, le nombre de décès liés à la pandémie est passé de 94 à 5563. Le 8 août 2021, au cours d'une

manifestation qui semble illustrer de manière tangible le lien étroit entre la santé publique et le domaine politique, des centaines de manifestants ont bravé les interdictions de rassemblement à Bangkok pour réclamer vaccins et démocratie (Philip 2021). Au-delà des revendications par les mouvements pro-démocratiques, la gestion actuelle de la pandémie sera certainement un facteur à considérer lors de futures analyses portant sur la consolidation autoritaire du régime Prayuth.



## Références bibliographiques

- Acharya, Amitav. 2006. « Securitization in Asia: Functional and Normative Implications ». Dans *Non-Traditional Security in Asia: Dilemmas in Securitization*, éd. Mely Caballero-Anthony et Ralf Emmers, 272. London : Routledge.
- Adamides, Constantinou. 2020. « Desecuritization in Protracted Conflicts ». Dans *Securitization and Desecuritization Processes in Protracted Conflicts: The Case of Cyprus*, éd. Constantinou Adamides, 143-64. Cham : Springer International Publishing.
- Ambrosio, Thomas. 2014. « Beyond the Transition Paradigm: A Research Agenda for Authoritarian Consolidation ». *Demokratizatsiya* 22 : 471-94.
- Amnesty International. 2020. « Thailand: Authorities using repressive laws to intensify crackdown on online critics ». Accédé le 10 juillet, 2021. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/04/thailand-authorities-using-repressive-laws-to-intensify-crackdown-on-online-critics/>.
- Amon, Joseph. 2014. « Health Security and/or Human Rights? » Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton, Jeremy Youde. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203078563>.
- Amon, Joseph J. et Margaret Wurth. 2020. « A Virtual Roundtable on COVID-19 and Human Rights with Human Rights Watch Researchers ». *Health and Human Rights*, 22 : 399-413.
- Andersen, Kristian G., Andrew Rambaut, W. Ian Lipkin, Edward C. Holmes et Robert F. Garry. 2020. « The Proximal Origin of SARS-CoV-2 ». *Nature Medicine* 26 (4) : 450-52.
- Anderson, Warwick. 1992. « “Where Every Prospect Pleases and Only Man Is Vile”: Laboratory Medicine as Colonial Discourse ». *Critical Inquiry* 18 (3) : 506-29.
- Andersson, Magnus et Anders Engvall. 2020. « The Southern Conflict ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 291-304. Abingdon, Oxon : Routledge.

- Armony, Ariel C. et Hector E. Schamis. 2005. « Babel in Democratization Studies ». *Journal of Democracy* 16 (4) : 113-28.
- Arnakim, L. Y. et T. M. Kibtiah. 2021. « Response of ASEAN Member States to the Spread of COVID-19 in Southeast Asia ». *IOP Conf. Series: Earth and Environmental Science* 729 : 1-7.
- ASEAN+3. 2004. « Joint Ministerial Statement on the Current Poultry Disease Situation ». Bangkok : ASEAN+3. Accédé le 20 mai, 2021. [https://asean.org/?static\\_post=joint-ministerial-statement-on-the-current-poultry-disease-situation](https://asean.org/?static_post=joint-ministerial-statement-on-the-current-poultry-disease-situation).
- Askew, Marc. 2012. « The Ineffable Rightness of Conspiracy Thailand's Democrat-Ministered State and the Negation of Red Shirt Politics ». Dans *Bangkok, May 2010: Perspectives on a Divided Thailand*, éd. Michael J. Montesano, Pavin Chachavalpongpun et Aekapol Chongvilaivan. Singapore : ISEAS–Yusof Ishak Institute.
- . 2014. « Reaping the Whirlwind: Thailand's Coup and the Southern Problem ». Dans *Good Coup Gone Bad: Thailand's Political Development since Thaksin's Downfall*, éd. Pavin Chachavalpongpun. Singapore : ISEAS–Yusof Ishak Institute.
- Auewarakul, Prasert. 2008. « The Past and Present Threat of Avian Influenza in Thailand ». Dans *Emerging Infections in Asia*, éd. Yichen Lu, M. Essex et Bryan Roberts, 31-44. Boston, MA : Springer.
- Auewarakul, Prasert, Wanna Hanchaoworakul et Kumnuan Ungchusak. 2008. « Institutional Responses to Avian Influenza in Thailand: Control of Outbreaks in Poultry and Preparedness in the Case of Human-to-Human Transmission ». *Anthropology & Medicine* 15 (1) : 61-67.
- Azmi, Nadirah Mohd. 2020. « Health and Security Nexus in Southeast Asia: Collective Securitisation ». *Malaysian Journal of Society and Space* 16 (3) : 70-82.
- Balzacq, Thierry. 2011. *Securitization Theory: How Security Problems Emerge and Dissolve*. London ; New York : Routledge.
- . 2018. « Théories de la sécuritisation, 1989-2018 ». *Études internationales* 49 (1) : 7-24.

- Bamrungsuk, Surachart. 2020. « The Development of the Hybrid Regime: The Military and Authoritarian Persistence in Thai Politics ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 86-101. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Bangkok Post. 2020. « Govt taking legal action against major social media providers ». *Bangkok Post*, Accédé le 24 mai, 2021. <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/1990975/govt-taking-legal-action-against-major-social-media-providers>.
- Barany, Zoltan. 2011. « Comparing the Arab Revolts: The Role of the Military ». *Journal of Democracy* 22 (4) : 24-35.
- Baysa-Barredo, Joel Mark. 2020. « Problematizing the Securitization of Covid-19 in Southeast Asia: A Necessary Step Towards an Inclusive, Rights-Centred Normal ». *SHAPE-SEA* (blog). Accédé le 3 juin, 2021. <https://shapesea.com/op-ed/problematizing-the-securitization-of-covid-19-in-southeast-asia-a-necessary-step-towards-an-inclusive-rights-centred-normal/>.
- Bell, Morag, Adam Warren et Lucy Budd. 2012. « Scales of Governance: The Role of Surveillance in Facilitating New Diplomacy During the 2009-2010 H1N1 Pandemic ». *Health Place Health & Place* 18 (6) : 1404-11.
- Bilgin, Pinar. 2011. « The Politics of Studying Securitization? The Copenhagen School in Turkey ». *Security Dialogue* 42 (4-5) : 399-412.
- Bloomberg. 2021. « Thailand Kicks Off Covid-19 Vaccine Program With Sinovac Shots ». *Bloomberg*, Accédé le 15 juin, 2021. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-02-28/thailand-kicks-off-covid-19-vaccine-program-with-sinovac-shots>.
- Bogaards, Matthijs. 2009. « How to classify hybrid regimes? Defective democracy and electoral authoritarianism ». *Democratization* 16 (2) : 399-423.
- Brömmelhörster, Jörn et Wolf-Christian Paes. 2003. *The Military as an Economic Actor: Soldiers in Business*. New York : Palgrave Macmillan.
- Brooks, Risa. 2013. *Political-Military Relations and the Stability of Arab Regimes*. New York : Routledge.

- Brownlee, Jason. 2007. *Authoritarianism in an Age of Democratization*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Butler, Michael J. 2019. « Conclusion : Securitization, Revisited: Revealed Insights, Future Directions ». Dans *Securitization Revisited: Contemporary Applications and Insights*, éd. Michael J. Butler. London : Routledge.
- Buzan, Barry, Ole Wæver et Jaap de Wilde. 1998. *Security: A New Framework for Analysis*. Lynne Rienner Publishers.
- Caballero-Anthony, Mely. 2006. « Combating Infectious Diseases in East Asia: Securitization and Global Public Goods for Health and Human Security ». *Journal of International Affairs* 59 (2) : 105-27.
- . 2008. « Reflections on Managing Migration in Southeast Asia: Mitigating the Unintended Consequences of Securitisation ». Dans *Security and Migration in Asia: The Dynamics of Securitisation*, éd. Melissa Curley et Siu-lun Wong. London : Routledge.
- Caballero-Anthony, Mely et Gianna Gayle Amul. 2015. « Health and Human Security: Pathways to Advancing a Human-Centered Approach to Health Security in East Asia ». Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton et Jeremy R Youde. London ; New York : Routledge.
- Caballero-Anthony, Mely Caballero, Ralf Emmers et Amitav Acharya. 2006. *Non-Traditional Security in Asia: Dilemmas in Securitization*. Aldershot : Ashgate Publishing.
- Caballero-Anthony, Mely et Ralf Emmers. 2006. « Understanding the Dynamics of Securitizing Non-Traditional Security ». Dans *Non-Traditional Security in Asia: Dilemmas in Securitization*, éd. Mely Caballero-Anthony, Amitav Acharya et Ralf Emmers. London : Routledge.
- Case, William. 2005. « Southeast Asia's Hybrid Regimes: When Do Voters Change Them? » *Journal of East Asian Studies* 5 (2) : 215-37.

- CBC News. 2004. « Indonesia Says Its Strain of Bird Flu Can't Be Passed to Humans ». *CBC News*.  
Accédé le 22 mars, 2021. <https://www.cbc.ca/news/world/indonesia-says-its-strain-of-bird-flu-can-t-be-passed-to-humans-1.499474>.
- CDC. 2019. « 2009 H1N1 Pandemic ». Accédé le 25 mai, 2021. <https://www.cdc.gov/flu/pandemic-resources/2009-h1n1-pandemic.html>.
- Chachavalpongpun, Pavin. 2011. « Years of Living Dangerously: Thailand's Current Security Challenges ». Dans *Security Outlook of the Asia-Pacific Countries and Its Implications for the Defense Sector*. Tokyo : The National Institute for Defense Studies.
- . 2020. « Introduction: A Timeless Thailand ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 3-14. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Chai-Anan, Samudavanija. 1987. « Democracy in Thailand: A Case of a Stable Semi-democratic Regime ». *World Affairs* 150 (1) : 31-41.
- Chalk, Peter. 2006. « Disease and the Complex Processes of Securitization in the Asia-Pacific ». Dans *Non-Traditional Security in Asia: Dilemmas in Securitization*, éd. Mely Caballero-Anthony, Amitav Acharya et Ralf Emmers. London : Routledge.
- Chambers, Paul. 2010. « Thailand on the Brink: Resurgent Military, Eroded Democracy ». *Asian Survey* 50 (5) : 835-58.
- . 2015. *Civil-Military Relations in Thailand Since the 2014 Coup the Tragedy of Security Sector "Deform"*. Peace Research Institute Frankfurt.
- . 2020. « Securing an Alternative Army: The Evolution of the Royal Thai Police ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 102-114. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Charoensin-o-larn, Chairat. 2010. « THAILAND IN 2009: Unusual Politics Becomes Usual ». *Southeast Asian Affairs*, 303-31.
- . 2012. « A New Politics of Desire and Disintegration in Thailand ». Dans *Bangkok, May 2010: Perspectives on a Divided Thailand*, éd. Michael J. Montesano, Pavin Chachavalpongpun et Aekapol Chongvilaivan. Singapore : ISEAS–Yusof Ishak Institute.

- Cheepsattayakorn, Attapon, Ruangrong Cheepsattayakorn et Porntep Siriwanarangsun. 2021. « New Waves of COVID-19 in Thailand, Cambodia and Myanmar ». *American Journal of Internal Medicine* 9 (3) : 114-20.
- Choi, Young-Ki, Philippe Noriel Q. Pascua et Min-Suk Song. 2013. « Swine Influenza Viruses: An Asian Perspective ». Dans *Swine Influenza*, éd. Jürgen A. Richt et Richard J. Webby, 147-72. Berlin : Springer.
- Chongsuvivatwong, Virasakdi, Kai Hong Phua, Mui Teng Yap, Nicola S Pocock, Jamal H Hashim, Rethy Chhem, Siswanto Agus Wilopo et Alan D Lopez. 2011. « Health and Health-Care Systems in Southeast Asia: Diversity and Transitions ». *The Lancet* 377 (9763) : 429-37.
- Ciotti, Marco, Massimo Ciccozzi, Alessandro Terrinoni, Wen-Can Jiang, Cheng-Bin Wang et Sergio Bernardini. 2020. « The COVID-19 Pandemic ». *Critical Reviews in Clinical Laboratory Sciences* 57 (6) : 365-88.
- Cohn, Lindsay, Damon Coletta et Peter Feaver. 2018. « Civil–Military Relations ». Dans *The Oxford Handbook of International Security*, éd. Alexandra Gheciu et William C. Wohlforth. Oxford Handbooks Online. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198777854.013.48>.
- Cohn, Lindsay P. 2011. « It Wasn't in My Contract: Security Privatization and Civilian Control ». *Armed Forces & Society* 37 (3) : 381-98.
- Coker, Richard J., Benjamin M. Hunter, James W. Rudge, Marco Liverani et Piya Hanvoravongchai. 2011. « Emerging Infectious Diseases in Southeast Asia: Regional Challenges to Control ». *The Lancet* 377 (9765) : 599-609.
- Collier, David et Steven Levitsky. 1997. « Democracy “With Adjectives”: Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politics* 49 : 430-51.
- Connors, Michael K. 2020. « The Two Faces of Democracy ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 55-70. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Corpuz, Jeff Clyde G. 2021. « COVID-19 and the Rise of Social Activism in Southeast Asia: A Public Health Concern ». *Journal of Public Health*, 43 (2) : e364–5.

- CRC. 2021. « COVID-19 Map ». Johns Hopkins Coronavirus Resource Center. Accédé le 10 août, 2021. <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>.
- Crisis Group. 2020. « COVID-19 and a Possible Political Reckoning in Thailand ». Accédé le 7 juillet, 2021. <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/thailand/309-covid-19-and-possible-political-reckoning-thailand>.
- Croissant, Aurel. 2004. « From Transition to Defective Democracy: Mapping Asian Democratization ». *Democratization* 11 (5) : 156-78.
- . 2018. *Civil-Military Relations in Southeast Asia*, éd. Edward Aspinall et Meredith L. Weiss. Cambridge University Press.
- Croissant, Aurel et Jeffrey Haynes. 2020. « Democratic Regression in Asia: Introduction ». *Democratization* 28 (1) : 1-21.
- Croissant, Aurel et Philip Lorenz. 2018. *Comparative Politics of Southeast Asia: An Introduction to Governments and Political Regimes*. Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-68182-5>.
- CSIS. 2021. « Southeast Asia Covid-19 Tracker ». Center for Strategic and International Studies. Accédé le 9 juillet, 2021. <https://www.csis.org/programs/southeast-asia-program/southeast-asia-covid-19-tracker-0>.
- Curley, Melissa G. et Jonathan Herington. 2011. « The Securitisation of Avian Influenza: International Discourses and Domestic Politics in Asia ». *Review of International Studies* 37 (1) : 141-66.
- Curley, Melissa et Nicholas Thomas. 2004. « Human Security and Public Health in Southeast Asia: The SARS Outbreak ». *Australian Journal of International Affairs* 58 (1) : 17-32.
- Davies, Sara E. 2019. *Containing Contagion: The Politics of Disease Outbreaks in Southeast Asia*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Davies, Sara E., Adam Kamradt-Scott et Simon Rushton. 2015. *Disease Diplomacy: International Norms and Global Health Security*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

- DeLaet, Debra L. 2014. « Whose Interests Is the Securitization of Health Serving? » Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Jeremy Youde et Simon Rushton, 339-48. New York : Routledge.
- Deschaux-Dutard, Delphine. 2018. *Introduction à la sécurité internationale*. Fontaine : Presses universitaires de Grenoble.
- Dhama, Kuldeep, Amit Kumar Verma, S. Rajagunalan, Rajib Deb, K. Karthik, Sanjay Kapoor, Mahima, Ruchi Tiwari, Parmod Kumar Panwar et Sandip Chakraborty. 2012. « Swine Flu Is Back Again: A Review ». *Pakistan Journal of Biological Sciences : PJBS* 15 (21) : 1001-9.
- Diamond, Larry Jay. 2002. « Thinking About Hybrid Regimes ». *Journal of Democracy* 13 (2) : 21-35.
- Diamond, Larry, Juan J. Linz et Seymour Martin Lipset. 1995. *Politics in Developing Countries: Comparing Experience with Democracy*. Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers.
- Djalante, Riyanti, Laely Nurhidayah, Hoang Van Minh, Nguyen Thi Ngoc Phuong, Yodi Mahendradhata, Angelo Trias, Jonatan Lassa et Michelle Ann Miller. 2020. « COVID-19 and ASEAN Responses: Comparative Policy Analysis ». *Progress in Disaster Science* 8 : 100129.
- Eagles, D., E. S. Siregar, D. H. Dung, J. Weaver, F. Wong et P. Daniels. 2009. « H5N1 Highly Pathogenic Avian Influenza in Southeast Asia ». *Revue Scientifique et Technique (International Office of Epizootics)* 28 (1) : 341-48.
- Elbe, Stefan. 2011. « Should Health Professionals Play the Global Health Security Card? » *The Lancet* 378 (9787) : 220-21.
- Fauzi, Muhammad Ashraf et Norazha Paiman. 2020. « COVID-19 Pandemic in Southeast Asia: Intervention and Mitigation Efforts ». *Asian Education and Development Studies* 10 (2) : 176-84.

- Fernandez, Kevin. 2020. « Three Waves of Hate Speech Spreading Faster Than the Pandemic in Malaysia: An Analyses of Outgroup Populist Narratives and Hate Speech During the COVID-19 ». *Geografia-Malaysian Journal of Society and Space* 16 (4).
- Ferrara, Federico. 2015a. « Democracy in Thailand: Theory and Practice ». Dans *Routledge Handbook of Southeast Asian Democratization*, éd. William Case. London : Taylor & Francis Group.
- . 2015b. *The Political Development of Modern Thailand*. Cambridge : Cambridge University Press.
- . 2020. « The Logic of Thailand's Royalist Coup d'État ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalponpun, 71-85. Abingdon, Oxon.
- Fidler, David P. 2003. « SARS: Political Pathology of the First Post-Westphalian Pathogen ». *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 31 (4) : 485-505.
- Fisher, Dale, David Hui, Zhancheng Gao, Cristopher Lee, Myong-Don Oh, Bin Cao, Tran Tinh Hien, Krista Patlovich et Jeremy Farrar. 2011. « Pandemic Response Lessons from Influenza H1N1 2009 in Asia ». *Respirology* 16 (6) : 876-82.
- Flynn, Thomas, Sanae Fujita, Yseult Marique, Onyeka Osuji et Clara Sandoval. 2020. « Global, Regional and Comparative Perspectives: A Discussion ». Dans *Covid-19, Law and Human Rights : Essex Dialogues*, éd. Carla Ferstman et Andrew Fagan, 29-30. University of Essex.
- Fossum, Egil. 1967. « Factors Influencing the Occurrence of Military Coups D'Etat in Latin America ». *Journal of Peace Research* 4 (3) : 228-51.
- Foucault, Michel. 2007. *Security, Territory, Population: Lectures at the College De France, 1977-78*. United Kingdom : Springer.
- Fourie, Pieter. 2015. « Aids as a Security Threat: The Emergence and the Decline of an Idea? » Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton et Jeremy Youde. London; New York : Routledge.
- Freedom House. 2020. « Thailand: Freedom in the World 2021 Country Report ». <https://freedomhouse.org/country/thailand/freedom-world/2021>.

- Gagné, Jean-François. 2017. « Hybrid Regimes ». Dans *Oxford Bibliographies*. Political Science. <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199756223/obo-9780199756223-0167.xml>.
- Gilbert, Leah et Payam Mohseni. 2011. « Beyond Authoritarianism: The Conceptualization of Hybrid Regimes ». *Studies in Comparative International Development* 46 (3) : 270.
- Göbel, Christian. 2011. « Authoritarian Consolidation ». *European Political Science* 10 (2) : 176-90.
- Golosov, G. V. 2013. « Authoritarian Party Systems: Patterns of Emergence, Sustainability and Survival ». *Comparative Sociology* 12 (5) : 617-44.
- Greater Mekong Subregion (GMS). 2020. « Building Pandemic Preparedness in the Greater Mekong Subregion ». Accédé le 5 juin, 2021. <https://greatermekong.org/building-pandemic-preparedness-greater-mekong-subregion>.
- Gupta, Vinay et al. 2012. « Influenza Vaccination Guidelines and Vaccine Sales in Southeast Asia: 2008–2011 ». *PLoS One* 7 (12) : e52842.
- Gutiérrez, Ramona Alikiteaga, Monica Jane Naughtin, Srey Viseth Horm, Sorn San et Philippe Buchy. 2009. « A (H5N1) Virus Evolution in South-East Asia ». *Viruses* 1 (3) : 335.
- Hall, Peter A. et Rosemary Taylor. 1997. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique* 47 (3) : 469-96.
- Hameiri, Shahar et Lee Jones. 2015. *Governing Borderless Threats: Non-Traditional Security and the Politics of State Transformation*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hawkin, Kirk et Joel Selway. 2017. « Thaksin the Populist? » *Chinese Political Science Review*, 2 : 372-94.
- Heiduk, Felix. 2015. « The Military and Security Sector Reform in Southeast Asia ». *Security and Peace* 33 (1) : 14-19.
- Herington, Jonathan. 2010. « Securitization of Infectious Diseases in Vietnam: The Cases of HIV and Avian Influenza ». *Health Policy and Planning* 25 (6) : 467-75.

- Hewison, Kevin. 2008. « Thailand after the Good Coup ». *Brown Journal of World Affairs* 14 (1) : 237-48.
- Heymann, David L. et Alison West. 2015. « Emerging Infection: Threats to Health and Economic Security ». Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton et Jeremy R Youde. London ; New York : Routledge.
- Hickey, Jason, Anita J. Gagnon et Nigoon Jitthai. 2014. « Pandemic Preparedness: Perceptions of Vulnerable Migrants in Thailand Towards WHO-Recommended Non-Pharmaceutical Interventions: A Cross-Sectional Study ». *BMC Public Health* 14 (1) : 665.
- Hoontrakul, Pongsak et Jukka Laitamaki. 2006. « Tourism Crises Management Model: The Thai Experience ». *SSRN Journal*.
- HRW. 2011. « Descent into Chaos ». Human Rights Watch. Accédé le 9 juin, 2021. <https://www.hrw.org/report/2011/05/03/descent-chaos/thailands-2010-red-shirt-protests-and-government-crackdown>.
- . 2020a. « Cambodia: Fight Discrimination Amid Pandemic ». Human Rights Watch. Accédé le 15 juillet, 2021. <https://www.hrw.org/news/2020/03/30/cambodia-fight-discrimination-amid-pandemic>.
- . 2020b. « Philippines: New Anti-Terrorism Act Endangers Rights ». Human Rights Watch. Accédé le 15 juillet, 2021. <https://www.hrw.org/news/2020/06/05/philippines-new-anti-terrorism-act-endangers-rights>.
- . 2020c. « Thailand: COVID-19 Clampdown on Free Speech ». Human Rights Watch. Accédé le 15 juillet, 2021. <https://www.hrw.org/news/2020/03/25/thailand-covid-19-clampdown-free-speech>.
- . 2020d. « Thailand: State of Emergency Extension Unjustified ». Human Rights Watch. Accédé le 15 juillet, 2021. <https://www.hrw.org/news/2020/05/27/thailand-state-emergency-extension-unjustified>.
- . 2021. « Thailand ». Human Rights Watch. 2021. Accédé le 17 juillet, 2021. <https://www.hrw.org/thailand>.

- Iamsirithaworn, Sapon, Pasakorn Akarasewi, Thitipong Yingyong, Suthanun Suthachana, Chakrarat Pittayawonganon et Kumnuan Ungchusak. 2011. « Three Waves of the 2009 H1N1 Influenza Pandemic in Thailand ». *Siriraj Medical Journal* 63 (2) : 64-67.
- Imbong, Regletto Aldrich. 2020. « The Fascist Regime: The Rise, Development, and Stabilization of Fascism in the Philippines ». *Security and Democracy: Nexus, Convergence, and Intersections*, 30-59.
- Jacobsen, Kathryn H. 2018. « Pandemics ». Dans *The Oxford Handbook of Global Studies*, éd. Mark Juergensmeyer, Saskia Sassen, Manfred B. Steger et Victor Faessel. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190630577.001.0001>
- Janowitz, Morris. 1988. *Military Institutions and Coercion in the Developing Countries*. Chicago : University of Chicago Press.
- Jerryson, Michael K. 2011. *Buddhist Fury: Religion and Violence in Southern Thailand*. New York : Oxford University Press.
- Jilani, Talha N., Radia T. Jamil et Abdul H. Siddiqui. 2021. *H1N1 Influenza*. Treasure Island (FL) : StatPearls Publishing.
- Jones, Lee. 2011. « Beyond Securitization: Explaining the Scope of Security Policy in Southeast Asia ». *International Relations of the Asia-Pacific* 11 (3) : 403-32.
- Kamigaki, T. et H. Oshitani. 2010. « Influenza Pandemic Preparedness and Severity Assessment of Pandemic (H1N1) 2009 in South-East Asia ». *Public Health* 124 (1) : 5-9.
- Kipgen, Nehginpao. 2016. « Militarization of Politics in Myanmar and Thailand ». *International Studies* 53 (2) : 153-72.
- Kliem, Frederick. 2021. « ASEAN and the EU Amidst COVID-19: Overcoming the Self-Fulfilling Prophecy of Realism ». *Asia Europe Journal* 19 : 371–389.
- Kocak, Deniz et Johannes Kode. 2014. « Impediments to Security Sector Reform in Thailand ». Dans *Security Sector Reform in Southeast Asia: From Policy to Practice*, éd. Felix Heiduk, 83-101. Springer.

- Kongkirati, Prajak et Veerayooth Kanchoochat. 2018. « The Prayuth Regime: Embedded Military and Hierarchical Capitalism in Thailand ». *TRaNS: Trans-Regional and-National Studies of Southeast Asia* 6 (2) : 279-305.
- Kuhonta, Erik M. 2015. « Thailand's Feckless Parties and Party System: A Path-Dependent Analysis ». Dans *Party System Institutionalization in Asia: Democracies, Autocracies, and the Shadows of the Past*, éd. Allen Hicken et Erik Martinez Kuhonta, 280-306. Cambridge : Cambridge University Press.
- Kurniawan, Yandry. 2018. « Securitization Theory: A Theoretical Framework ». Dans *The Politics of Securitization in Democratic Indonesia*, éd. Yandry Kurniawan, 9-44. Cham, Switzerland : Springer International Publishing.
- Lakoff, Andrew. 2017. *Unprepared: Global Health in a Time of Emergency*. Oakland, California : University of California Press.
- Larsson, Tomas. 2020. « Secularisation, Secularism, and the Thai State ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 278-90. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Laungaramsri, Pinkaew. 2016. « Mass Surveillance and the Militarization of Cyberspace in Post-Coup Thailand ». *Austrian Journal of South-East Asian Studies* 9 (2) : 195-214.
- Leelapatana, Rawin et Chompunoot Tangthavorn. 2021. « Thailand: Emergency Responses or More Social Turbulence? » Dans *Covid-19 in Asia: Law and Policy Contexts*, éd. Victor V. Ramraj, 161-72. Oxford University Press.
- Lertchoosakul, Kanokrat. 2020. « Thailand in 2019: The Year of Living Unpredictably ». *Southeast Asian Affairs* 2020 (1) : 336-54.
- Levitsky, Steven et Lucan A. Way. 2002. « Elections Without Democracy: The Rise of Competitive Authoritarianism ». *Journal of Democracy* 13 (2) : 51-65.
- Liow, Joseph Chin Yong. 2009. *Islam, Education and Reform in Southern Thailand: Tradition and Transformation*. Singapore : ISEAS Publishing.

- Liu, Zhilin et Iris Geva-May. 2021. « Comparative Public Policy Analysis of COVID-19 as a Naturally Occurring Experiment ». *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice* 23 (2) : 131-42.
- Mangku, Dewa Gede Sudika. 2021. « Cooperation between ASEAN Member States in Handling Covid-19 in the Southeast Asia Region ». *Justitia Jurnal Hukum* 6 (1) : 72-86.
- McCargo, Duncan. 1997. « Thailand's Political Parties: Real, Authentic and Actual ». Dans *Political Change in Thailand*, éd. Kevin Hewison, 114-31. London : Routledge.
- . 2005. « Network Monarchy and Legitimacy Crises in Thailand ». *The Pacific Review* 18 (4) : 499-519.
- . 2008. « Thailand: State of Anxiety ». *Southeast Asian Affairs*, 333-56.
- . 2018. « Thailand in 2017: Politics on Hold ». *Asian Survey* 58 (1) : 181-87.
- McCargo, Duncan et Saowanee T. Alexander. 2019. « Thailand's 2019 Elections: A State of Democratic Dictatorship? » *Asia Policy* 26 (4) : 89-106.
- McCargo, Duncan et Pathmanand Ukrist. 2010. *The Thaksinization of Thailand*. Copenhagen : NIAS Press.
- Meeyai, Aronrag, Ben Cooper, Richard Coker, Wirichada Pan-ngum, Pasakorn Akarasewi et Sopon Iamsirithaworn. 2012. « Pandemic Influenza H1N1 2009 in Thailand ». *WHO South-East Asia Journal of Public Health* 1 (1) : 59.
- Mérieau, Eugénie. 2014. « Comprendre l'instabilité politique thaïlandaise : constitutionnalisme et coups d'État ». *Politique Étrangère*, 3 (Automne) : 135-49.
- . 2019. « THAILAND IN 2018: Military Dictatorship under Royal Command ». *Southeast Asian Affairs*, 327-40.
- Merkel, Wolfgang. 2004. « Embedded and Defective Democracies ». *Democratization* 11 (5) : 33-58.
- Moore, Melinda et David J Dausey. 2011. « Response to the 2009-H1N1 Influenza Pandemic in the Mekong Basin: Surveys of Country Health Leaders ». *BMC Research Notes* 4 (1) : 1-12.

- Munster, Rens Van. 2018. « Securitization ». Dans *International Relations*, éd. Cathal J. Nolan. Oxford Bibliographies. <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199743292/obo-9780199743292-0091.xml?q=securitization>.
- Murray, Damian R., Mark Schaller et Peter Suedfeld. 2013. « Pathogens and Politics: Further Evidence That Parasite Prevalence Predicts Authoritarianism ». *PLoS One* 8 (5): e62275.
- Mutebi, Alex M. 2006. « Thailand Independent Agencies Under Thaksin: Relentless Gridlock and Uncertainty ». *Southeast Asian Affairs*, 303-21.
- Nachemson, Andrew. 2020. « In Myanmar, the Coronavirus Gives Nationalists an Opening ». *Foreign Policy*, 2020. Accédé le 13 juillet, 2021. <https://foreignpolicy.com/2020/05/01/myanmar-coronavirus-pandemic-gives-nationalists-opening-ethnic-minorities-risk/>.
- Naruemon, Thabchumpon. 2016. « Contending Political Networks: A Study of the “Yellow Shirts” and “Red Shirts” in Thailand’s Politics ». *Southeast Asian Studies* 5 (1) : 93-113.
- Nelson, Michael H. 2011. « Thailand’s Legitimacy Conflict Between the Red Shirt Protesters and the Abhisit Government: Aspects of a Complex Political Struggle ». *Security and Peace* 29 (1) : 14-18.
- Neo, Jaclyn L. et Darius Lee. 2021. « Borders and Entry Controls in Asia ». Dans *Covid-19 in Asia: Law and Policy Contexts*, éd. Victor V. Ramraj, 161-72. Oxford University Press.
- Nguyen, Cuong et Phan Thanh. 2021. « Vietnam: Marshalling State and Non-State Actors ». Dans *Covid-19 in Asia: Law and Policy Contexts*. New York : Oxford University Press.
- Nunes, João. 2015. « The Politics of Health Security ». Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Jeremy Youde et Simon Rushton, 60-70. London ; New York : Routledge.
- Ockey, James. 2018. « Politics of Thailand ». Dans *Oxford Bibliographies*, éd. L. Sandy Maisel. Political Science. <https://doi.org/10.1093/OBO/9780199756223-0154>.
- . 2021. « Thailand in 2020: Politics, Protests, and a Pandemic ». *Asian Survey* 61 (1) : 115-22.

- O'Donnell, Guillermo A. 1994. « Delegative Democracy? » *Journal of Democracy* 5 (1) : 55-69.
- Ottaway, Marina. 2003. *Democracy Challenged: The Rise of Semi-Authoritarianism*. Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.
- Ownby, David. 2020. « Qin Hui, “La Mondialisation Après La Pandémie”-秦 晖, “瘟疫后的全球化： 新冠疫情引发的反思 »». *Reading the China Dream* (blog). Accédé le 30 juillet, 2021. <https://www.readingthechinadream.com/qin-hui-ldquola-mondialisation-apres-la-pandemie.html>.
- Phakdeewanich, Titipol. 2020. « The state of human rights in the aftermath of the 2014 military coup d'état ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 330-9. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Philip, Bruno. 2021. « À Bangkok, les Thaïlandais réclament des vaccins et la démocratie ». *Le Monde*. Accédé le 15 août, 2021. [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/09/a-bangkok-les-thailandais-reclament-des-vaccins-et-la-democratie\\_6090974\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/09/a-bangkok-les-thailandais-reclament-des-vaccins-et-la-democratie_6090974_3210.html).
- Pobsuk, Supatsak. 2019. « Thaïlande: régime semi-autoritaire, inégalités et résistance civile ». *Alternatives Sud* 26 (4) : 17.
- Pongcharoensuk, Petcharat, Wiku Adisasmito, Le Minh Sat, Pornpit Silkavute, Lilis Muchlisoh, Pham Cong Hoat et Richard Coker. 2012. « Avian and Pandemic Human Influenza Policy in South-East Asia: the Interface Between Economic and Public Health Imperatives ». *Health Policy and Planning* 27 : 374-83.
- Prasirtsuk, Kittti. 2015. « Thailand in 2014: Another Coup, a Different Coup? » *Asian Survey* 55 (1) : 200-206.
- Przeworski, Adam. 1988. « Democracy as a Contingent Outcome of Conflicts ». Dans *Constitutionalism and Democracy*, éd. Jon Elster et Rune Slagstad, 59-80. Cambridge, UK : Cambridge University Press.
- Pungprawat, Kriangchai. 2012. « Thaksin and Budget Allocation: A Study in Political Compromise ». *Asian and African Area Studies* 11 (2) : 166-82.

- Puyvallée, Antoine et Sonja Kittelsen. 2019. « “Disease Knows No Borders”: Pandemics and the Politics of Global Health Security ». Dans *Pandemics, Publics, and Politics: Staging Responses to Public Health Crises*, éd. Kristian Bjørkdahl et Benedicte Carlsen, 59-73. Singapore: Palgrave Macmillan.
- Radio-Canada. 2004. « Grippe du poulet: une première victime en Thaïlande ». *Radio-Canada.ca*. Accédé le 12 mars, 2021. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/148852/thaïlande-grippe-aviaire>.
- Ramraj, Victor V. et Matthew Little. 2021. « A Short History and Thematic Overview ». Dans *Covid-19 in Asia: Law and Policy Contexts*, éd. Victor V. Ramraj, 3-24. Oxford University Press.
- Ramraj, Victor V. et Arun K. Thiruvengadam. 2021. « Pandemics and Emergency Powers in Asia ». Dans *Covid-19 in Asia: Law and Policy Contexts*, éd. Victor V. Ramraj, 161-72. Oxford University Press.
- Reliefweb. 2009. « PHM: Thailand Confirms First Two (H1N1) Influenza Case - Thailand ». ReliefWeb. 2009. Accédé le 13 avril, 2021. <https://reliefweb.int/report/thailand/phm-thailand-confirms-first-two-h1n1-influenza-case>.
- Remmer, Karen L. 1985. « Exclusionary Democracy ». *Studies in Comparative International Development*. 20 (4) : 64-85.
- Rolls, Mark G. et Benny Cheng Guan Teh. 2014. « ASEAN’s Role in the Development of Non-Traditional Regional Security ». Dans *Globalization, Development and Security in Asia*, éd. Zhiqun Zhu, 213-34. World Scientific.
- Royal Thai Embassy. 2010. « Thailand’s Policy and Measures in Combating Influenza A (H1N1) ». Royal Thai Embassy: Singapore. Accédé le 17 mai, 2021. [https://www.thaiembassy.sg/press\\_media/press-releases/thailand%E2%80%99s-policy-and-measures-in-combating-influenza-a-h1n1](https://www.thaiembassy.sg/press_media/press-releases/thailand%E2%80%99s-policy-and-measures-in-combating-influenza-a-h1n1).
- Ruengorn, Chidchanok, Ratanaporn Awiphan, Nahathai Wongpakaran, Tinakon Wongpakaran et Surapon Nochaiwong. 2021. « Association of Job Loss, Income Loss, and Financial Burden

- with Adverse Mental Health Outcomes During Coronavirus Disease 2019 Pandemic in Thailand: A Nationwide Cross-Sectional Study ». *Depression and Anxiety*, 1-13.
- Rukmanee, Natefa et al. 2014. « Knowledge, Attitudes and Practices (Kap) Regarding Influenza A (H1N1) Among a Population Living Along Thai-Myanmar Border, Ratchaburi Province, Thailand ». *The Southeast Asian Journal of Tropical Medicine and Public Health* 45 (4) : 825-33.
- Safman, Rachel M. 2010. « Avian Influenza Control in Thailand: Balancing the Interests of Different Poultry Producers ». Dans *Avian Influenza: Science, Policy and Politics*, éd. Ian Scoones. London : Routledge.
- Samimian-Darash, Limor. 2018. « Unprepared: Global Health in a Time of Emergency by Andrew Lakoff (review) ». *Bulletin of the History of Medicine* 92 (4) : 723-25.
- Satitniramai, Apichat. 2020. « Thai State Formation and Political Economy ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 189-203. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Sattayanurak, Saichol. 2020. « Thai Identity and Nationalism ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 241-52. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Sawasdee, Siripan Nogsuan. 2018. « A Tale of Two Hybrid Regimes: A Study of Cabinets and Parliaments in Indonesia and Thailand ». *Japanese Journal of Political Science* 19 (2): 269-92.
- Schedler, Andreas. 2002. « Elections Without Democracy: The Menu of Manipulation ». *Journal of Democracy* 13 (2) : 36-50.
- Schultz-Cherry, Stacey, Christopher W. Olsen et Bernard C. Easterday. 2013. « History of Swine Influenza ». Dans *Swine Influenza*, éd. Jürgen A. Richt et Richard J. Webby, 21-27. Berlin, Heidelberg : Springer.
- Seetoh, Theresa, Marco Liverani et Richard Coker. 2012. « Framing Risk in Pandemic Influenza Policy and Control ». *Global Public Health* 7 (7) : 717-30.

- Siani, Edoardo. 2020. « Buddhism and Power ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, éd. Pavin Chachavalpongpun, 268-77. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Sinpeng, Aim. 2021. « Hashtag Activism: Social Media and the #FreeYouth Protests in Thailand ». *Critical Asian Studies* 53 (2) : 192-205.
- Sjöstedt, Roxanna. 2019. « Assessing Securitization Theory: Theoretical Discussions and Empirical Developments ». Dans *Securitization Revisited*, éd. Michael J. Butler. London : Routledge.
- Slingenbergh, J., M. Gilbert, K. Balogh et W. Wint. 2004. « Ecological Sources of Zoonotic Diseases ». *Revue Scientifique et Technique-Office International Des Épizooties* 23 (2) : 467-84.
- Sommerer, Erwan. 2020. « L'impossible désordre démocratique. Réduction de l'incertitude et neutralisation de l'antagonisme ». *Cités* 83 (3) : 25-38.
- Sopranzetti, Claudio. 2017. « The Tightening Authoritarian Grip on Thailand ». *Current History* 116 (791) : 230-34.
- South China Morning Post. 2020. « 'Dirty' Western Tourists Blamed for Coronavirus in Thailand ». South China Morning Post. Accédé 7 juillet, 2021. <https://www.scmp.com/magazines/post-magazine/travel/article/3076758/thai-health-minister-blames-dirty-western-tourists>.
- Stent, James. 2012. « Thoughts on Thailand's Turmoil 11 June 2020 ». Dans *Bangkok, May 2010: Perspectives on a Divided Thailand*, éd. Michael J. Montesano, Pavin Chachavalpongpun, et Aekapol Chongvilaivan. ISEAS–Yusof Ishak Institute.
- Tangkitvanich, Poom. 2020. « The Paradox of Thailand's Success in Controlling COVID-19 ». *Asian Economic Papers* 20 (novembre) : 1-27.
- Thegumpanat, Panarat. 2020. « "COVID First": Thai PM Warns Protesters against Raising Virus Risks ». *Reuters*. Accédé le 28 juillet, 2021. <https://www.reuters.com/article/us-thailand-politics-idUSKBN2681XS>.
- Thomas, Nicholas. 2006. « The Regionalization of Avian Influenza in East Asia: Responding to the Next Pandemic(?) ». *Asian Survey* 46 (6) : 917-36.

- Tienson, Thanawat et al. 2005. « Highly Pathogenic Avian Influenza H5N1, Thailand, 2004 ». *Emerging Infectious Diseases* 11 (11) : 1664-72.
- Turner, Paul, Claudia L. Turner, Wanitda Watthanaworawit, Verena I. Carrara, Bryan K. Kapella, John Painter et François H. Nosten. 2010. « Influenza in Refugees on the Thailand–Myanmar Border, May–October 2009 ». *Emerging Infectious Diseases* 16 (9) : 1366-72.
- Ungpakorn, Giles Ji. 2009. « Class Struggle Between the Coloured T-Shirts in Thailand. » *Journal of Asia Pacific Studies* 1 (1) : 76-100.
- USDOS, United States Department of State. 2019. « 2019 Country Reports on Human Rights Practices ». Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor. Accédé le 22 juillet, 2021. <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/>.
- Vuori, Juha A. 2008. « Illocutionary Logic and Strands of Securitization: Applying the Theory of Securitization to the Study of Non-Democratic Political Orders ». *European Journal of International Relations* 14 (1) : 65-99.
- Waeber, Ole. 1998. « Securitization and Desecuritization ». Dans *On Security*, éd. Ronnie D. Lipschutz. New York : Columbia University Press.
- Waitookiat, Napisa et Paul Chambers. 2017. « Theorizing Khaki Capital: The Political Economy of Security ». Dans *Khaki Capital: The Political Economy of the Military in Southeast Asia*, éd. Paul Chambers et Napisa Waitookiat. NIAS Press.
- Wenham, Clare. 2018. « Regionalizing Health Security: Thailand’s Leadership Ambitions in Mainland Southeast Asian Disease Control ». *Contemporary Southeast Asia* 40 (1) : 126-51.
- WHO. 2018. « Influenza (Avian and Other Zoonotic) ». World Health Organization. Accédé le 8 mars 2021. [https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/influenza-\(avian-and-other-zoonotic\)](https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/influenza-(avian-and-other-zoonotic)).
- . 2020a. « Responding to COVID-19 [Fact Sheet] ». WHO Regional Office for the Western Pacific. Accédé le 18 juillet, 2021. <http://iris.wpro.who.int/handle/10665.1/14595>.
- . 2020b. « WHO: Cumulative Number of Confirmed Human Cases of Avian Influenza A (H5N1) Reported to WHO ». World Health Organization. Accédé le 8 mars, 2021.

[http://www.who.int/influenza/human\\_animal\\_interface/H5N1\\_cumulative\\_table\\_archives/en/](http://www.who.int/influenza/human_animal_interface/H5N1_cumulative_table_archives/en/).

———. 2021. « COVID-19 Situation in the WHO South-East Asia Region ». WHO Regional Office Southeast Asia. Accédé le 8 juin, 2021. <https://experience.arcgis.com/experience/56d2642cb379485ebf78371e744b8c6a>.

Wickramage, Kolitha, Lawrence O. Gostin, Eric Friedman, Phusit Prakongsai, Rapeepong Suphanchaimat, Charles Hui, Patrick Duigan, Eliana Barragan et David R. Harper. 2018. « Missing: Where Are the Migrants in Pandemic Influenza Preparedness Plans? » *Health and Human Rights Journal* (1) : 251-8.

Wigell, Mikael. 2008. « Mapping ‘Hybrid Regimes’: Regime Types and Concepts in Comparative Politics ». *Democratization* 15 (2) : 230-50.

Wilkinson, Claire. 2007. « The Copenhagen School on Tour in Kyrgyzstan: Is Securitization Theory Useable Outside Europe? » *Security Dialogue* 38 (1) : 5-25.

Wishnick, Elizabeth. 2010. « Dilemmas of Securitization and Health Risk Management in the People’s Republic of China: The Cases of SARS and Avian Influenza. » *Health Policy and Planning* 25 (6) : 454-66.

Yanzhong, Huang. 2015. « Pandemics and Security ». Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton et Jeremy Youde, 83-91. Routledge Handbooks. London ; New York : Routledge.

Youde, Jeremy et Simon Rushton. 2015. « Introduction ». Dans *Routledge Handbook of Global Health Security*, éd. Simon Rushton et Jeremy Youde, 1-3. London; New York : Routledge.

Zacher, Mark W. et Tania J. Keefe. 2008. « Disease Containment: Surveillance Systems, Emergency Responses, and Transborder Regulations ». Dans *The Politics of Global Health Governance: United by Contagion*, éd. Mark W. Zacher et Tania J. Keefe, 43-75. New York : Palgrave Macmillan.

Zakaria, Fareed. 1997. « The Rise of Illiberal Democracy ». *Foreign Affairs* 76 (6) : 22-43

Zhu, Huachen, Richard Webby, Tommy T. Y. Lam, David K. Smith, Joseph S. M. Peiris et Yi Guan. 2013. « History of Swine Influenza Viruses in Asia ». Dans *Swine Influenza*, éd. Jürgen A. Richt et Richard J. Webby, 57-68. Berlin : Springer.